

La France socialiste

Gabriel Terrail

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Définitions préliminaires

Les socialistes ont donné à certains mots un sens spécial et précis. Il faut les définir avant de les écrire :

1La nature est l'ensemble des choses qui existent par elles-mêmes sans avoir été produites par personne. C'est la terre et toutes les forces naturelles (sol, sous-sol, forêts, plantes, animaux, fleuves, océans, atmosphère, toute la matière).

2Le travail est l'effort de l'homme pour faire servir à son usage la matière et les forces naturelles.

3Le capital est l'ensemble des moyens de production naturels et artificiels : matières premières, outils et machines, usines, moyens de transport et de circulation. Tout ce qui peut être mis en œuvre par le travail de l'homme pour servir à ses besoins est capital. Le capital, dans la terminologie socialiste, comprend aussi l'ensemble des découvertes, des inventions, des applications à l'industrie des forces naturelles faites par l'humanité dans tous les âges.

4La richesse est constituée par l'accumulation des produits du travail.

Ainsi une machine à fabriquer des boîtes de sardines est un capital. Cent mille boîtes de sardines sont une richesse.

5Le capitaliste est donc l'homme qui détient des moyens de travail : terre, outils ou machines.

6Le travailleur, ou prolétaire ou ouvrier est celui qui met en œuvre, moyennant un salaire le capital d'autrui, celui qui emploie sa force de travail à faire produire, avec les moyens de production mis dans sa main par le capitaliste, une richesse qu'il ne gardera pas intégralement, sur laquelle il n'aura qu'une part, le capitaliste gardant l'autre.

7Est capitaliste quiconque retire un profit du travail d'autrui.

8Bourgeois est synonyme de capitaliste, comme prolétaire est synonyme de travailleur.

9Quiconque travaille moyennant un salaire payé par autrui est travailleur. L'ingénieur qui touche cinquante mille francs de salaire à la caisse d'une Société de mines n'est pas capitaliste. Il est un travailleur salarié, au même titre que le mineur à cinq francs par jour.

10Est exploité quiconque est salarié, car le patron qui salarie retient pour lui une part du produit du travail du salarié.

I

S'il n'y a pas de question sociale, il est inutile d'écrire sur la France socialiste, car le parti socialiste ne représente rien. Or on ne s'occupe pas de rien.

Mais le parti socialiste existe. En France, il se manifeste par une propagande, qu'en l'absence de lois d'exception, les tribunaux s'efforcent parfois d'enrayer en appliquant les lois communes. À l'étranger, on a fait contre les socialistes des législa-

tions spéciales. En 1878, le grand chancelier de l'empire allemand a obtenu du Reichstag le vote d'une loi de proscription des socialistes. Cette loi n'avait été demandée que pour cinq ans. M. de Bismarck pensait que l'application du fer rouge sur la plaie pendant cinq ans la cautériserait et guérirait le mal de l'empire.

Aujourd'hui, il y a plus de députés socialistes au Parlement allemand qu'il n'y en avait en 1878. Et le chancelier a été obligé de faire prolonger sa loi de préservation sociale.

On ne poursuit pas ce qui n'est pas dangereux. On ne se défend pas contre un innocent. On ne frappe pas un enfant. Par exemple, il n'est venu et il ne viendra à personne l'idée de demander une loi contre la propagande de l'armée du Salut. La maréchale Booth peut faire autant de discours qu'elle voudra et lancer sur le boulevard, habillés en costume de carnaval, des milliers de vendeurs de son journal. On ne songera jamais à empêcher cette prédicante de prêcher et ses camelots, vêtus de rouge, de crier leur marchandise dans les rues.

Les mesures de rigueur prises contre le parti socialiste sont pour lui un certificat de vie. Si le parti socialiste vit, c'est qu'il existe un mal social dont ce parti cherche le remède. Car rien ne naît de rien. Tout ce qui est a une raison d'être.

Donc il y a une question sociale qui est posée et un parti socialiste qui est digne d'examen, puisqu'il est l'expression nouvelle d'une chose nouvelle.

Le socialisme ne préoccupe pas seulement les gouvernements. L'idée socialiste est une idée aujourd'hui très répandue. Les candidats aux élections se disent socialistes pour gagner la clientèle du nombre. Des hommes, qui sont des conservateurs, malgré le

radicalisme de leurs programmes politiques, se proclament sur leurs affiches, à contre-sens il est vrai, socialistes.

Définissons ici le mot socialistes, qui souvent est mal employé et qui presque toujours est mal compris. Nous plaçons cette définition en tête du livre ; nous la répéterons plusieurs fois dans les chapitres suivants, car on ne répète jamais trop souvent une vérité qui n'est pas encore populaire.

Les socialistes ne sont pas les partisans de telle ou telle réforme partielle. Les socialistes sont les hommes qui veulent changer la constitution fondamentale de la société, en substituant la propriété commune ou collective ou sociale à la propriété individuelle. D'où les noms divers qu'on peut leur donner de communistes ou collectivistes.

Les socialistes sont donc des révolutionnaires intransigeants, avec lesquels il est inutile de songer à entrer en composition. Ils veulent tout. Aucune concession ne les désarmera. Il est vrai que les concessions ne désarment jamais. Elles affaiblissent qui les accorde et fortifient qui les obtient.

Quand les candidats, même les plus radicaux, se disent, dans leurs professions de foi, socialistes, ils n'entendent pas du tout le socialisme révolutionnaire des collectivistes ou communistes.

Le socialisme d'affiches des bourgeois radicaux n'est pas révolutionnaire. Ces citoyens accorderaient volontiers des caisses de retraite pour les ouvriers ; ils favoriseraient les associations ouvrières ; ils limiteraient au besoin la durée de la journée de travail. Mais ils reculeraient d'horreur s'ils entendaient dire que socialisme signifie abolition de la propriété individuelle. Or le mot socialisme n'a pas d'autre sens. Toutes les réformes qu'on fera

dans la société actuelle, sans toucher à son principe fondamental, qui est la propriété individuelle, seront des réformes philanthropiques, économiques ; ce ne seront pas des actes socialistes.

On étonnerait beaucoup d'hommes très distingués en leur disant que le Conseil municipal de Paris n'est pas une assemblée en majorité socialiste. On étonnerait encore plus les conseillers municipaux si on leur disait qu'ils sont conservateurs.

Certes, ils ne sont pas socialistes. Ils sont conservateurs sociaux. En politique, ils sont intransigeants, frondeurs, jacobins. En économie sociale, qu'ils le veuillent ou non, malgré leurs manifestations platoniques en faveur des grèves, malgré la bienveillance que leurs votes témoignent aux ouvriers, et la malveillance qu'ils montrent aux patrons, aux capitalistes, ils sont conservateurs. Ils ne cesseraient de l'être que le jour où ils voudraient changer le régime de la propriété.

La notion claire et précise du socialisme n'est pas encore répandue en France dans les classes éclairées. On confond volontiers, sous des étiquettes collées à contresens, anarchistes, révolutionnaires, etc., des hommes qui n'ont aucun point commun de doctrines. La scholastique allemande du socialisme est généralement ignorée. Le socialisme a des théoriciens ; il n'a pas eu encore un vulgarisateur. Mais il n'en existe pas moins dans les esprits un courant socialiste. L'heure de la vulgarisation est venue. On songe à la question sociale. Des romanciers populaires, des écrivains de grand mérite ont raconté les épisodes cruels de la lutte des ouvriers et de leurs patrons. Toute cette publicité, publicité électorale des candidats, publicité des journaux révolutionnaires, publicité par le reportage dans les grands journaux

conservateurs, publicité par les livres, a fait entrer l'idée socialiste dans le domaine public.

Le public sait qu'il y a des socialistes ; il lit dans les journaux des comptes rendus des meetings révolutionnaires ; il lit aussi parfois le récit d'attentats coupables accomplis, au nom de la révolution, contre les personnes ou la propriété par des criminels qui sont aussi des sots.

Le public voit toutes ces manifestations du parti révolutionnaire, du socialisme, et il ne connaît pas le parti révolutionnaire ; il ne sait pas ce que c'est que le socialisme. Nous avons écrit ce livre, non pas pour faire une « réclame » (qu'on nous passe le mot) au parti révolutionnaire, — nous n'appartenons pas à ce parti — mais pour renseigner le public et aussi pour donner un avertissement à la société.

Il est nécessaire, de connaître la question sociale et ceux qui la posent. Les socialistes, les hommes de la pensée et de l'action révolutionnaires seront un jour assez forts, ils auront une assez nombreuse clientèle, pour obliger la société à compter avec eux et à se défendre contre eux. Il ne faut pas que le jour où ils apparaîtront, ils sortent de l'inconnu, avec le prestige de l'anonyme.

On juge mal la France socialiste. Des conservateurs timorés croient que la société périra demain ; cette terreur vient trop tôt. D'autres rient des socialistes. Ils les jugent sur les comptes rendus des réunions publiques insérés dans les journaux. Sauf quelques exceptions, les rédacteurs de ces comptes rendus sont des débutants (on débute à tous âges, et certains hommes débutent toute leur vie), qui par ignorance du sujet ou pour complaire à leurs lecteurs, ou dans l'intention de nuire aux socialistes

en les montrant ridicules, ne notent dans les « meetings » que les exagérations des orateurs, leurs incorrections de langage, les manifestations souvent peu pratiques des assemblées. Comme on le verra par la suite, dans ce livre, le personnel des réunions publiques, la partie pensante et agissante des factions révolutionnaires comprend des hommes de savoir et d'éloquence qui peuvent soutenir la comparaison avec les orateurs, les polémistes et les théoriciens de tous les autres partis.

Qui sait seulement le sens des mots nouveaux que le parti révolutionnaire a introduits dans les polémiques des journaux ?

On lit dans les journaux que les possibilistes et les guesdistes ne sont pas d'accord ; que les blanquistes, sans être en hostilités ouvertes avec les autres groupes, ne sont cependant les amis d'aucun ; enfin, que tous, guesdistes, possibilistes, blanquistes, sont les ennemis des anarchistes.

Quels traits particuliers distinguent chacune de ces factions ? Quelle est la doctrine des guesdistes, celle des possibilistes, celle des blanquistes, celle des anarchistes ? Quelle signification ont ces mots ?

Ce livre, écrit de bonne foi, fera connaître les idées révolutionnaires, les hommes de la révolution et quelques-unes des raisons qui leur rendent facile en France le recrutement des prosélytes et des électeurs.

II

L'histoire de l'Association internationale des travailleurs ne présente pas, en elle-même, un très grand intérêt, puisque cette Association n'existe plus et parce que l'Internationale, de son vivant, n'a pas exercé beaucoup d'influence sur la politique révolutionnaire. L'Internationale n'a rien fait, pas même la Commune de Paris de 1871. Elle n'a été qu'un semeur d'idées socialistes. Après elle, la semence a germé ; les partis ouvriers révolutionnaires qui existent en France, en Allemagne, en Belgique en Italie, en Espagne sont les fils posthumes de l'Internationale. Ils sont nés d'elle. Ils ont adopté ses idées. C'est sur son programme communiste qu'ils se sont formés. L'Internationale est donc un ancêtre qui ne vaut que par ses descendants. C'est ainsi qu'on s'intéresse à Charles Buonaparte et à Laetitia Ramolino, parce qu'ils ont eu un fils qui s'est appelé Napoléon.

Les origines de la France socialiste contemporaine sont dans l'histoire de l'Internationale. L'Internationale tient en deux hommes ; elle a été incarnée en deux hommes : Karl Marx, Allemand, et Michel Bakounine, Russe. L'histoire de la célèbre Association des travailleurs est dans la rivalité de ces deux ambitieux.

Karl Marx est un des grands hommes de ce siècle, si on mesure l'homme à l'œuvre, abstraction faite de toute morale conventionnelle.

Il est un homme puissant, parce qu'il a formulé une doctrine que des milliers d'hommes, de son vivant et après lui, ont embrassée parce que sa pensée a animé et anime dans tous les pays du monde des partis très actifs et en progrès incessant. L'œuvre

accomplie est grande ; l'homme est grand, puisque c'est le résultat qui juge les hommes.

Karl Marx naquit en Allemagne en 1818, d'une famille de vieille bourgeoisie. Il trouva sa voie presque dès l'adolescence ; à vingt-quatre ans, il était rédacteur en chef, à Cologne, de la Gazette rhénane, et, dans ce journal, le socialisme qu'il devait définir un jour balbutiait déjà. On le poursuivit ; on le proscrivit. Il vint à Paris. Il parlait la langue française et aussi l'anglais, l'espagnol et l'italien. À la demande du gouvernement prussien, il fut chassé de France. Il se réfugia en Belgique.

À Paris, Marx avait rencontré les utopies communistes des bourgeois humanitaires : Cabet, Fourier, Saint-Simon. Il avait connu aussi des communistes plus pratiques, groupés en une société secrète : l'Union communiste. Cette société avait quelques ramifications à l'étranger, surtout en Angleterre, avec le parti dit chartiste. Ç'a été la première tentative de fédération révolutionnaire internationale. Karl Marx s'affilia à l'Union communiste, où il prit bientôt, avec son ami Fr. Engels, une place prépondérante. On le verra au congrès de Londres de 1847. Avant la tenue de ce congrès, qui marqua dans sa vie une étape décisive, Karl Marx étudia et s'occupa de polémique socialiste. Il existe de lui un pamphlet contre Proudhon, Misère de la philosophie (1847), que presque personne ne connaît en France, quoiqu'il ait été écrit en français, et qui est une œuvre très curieuse, d'une ironie très mordante. Proudhon, dans la Philosophie de la misère, avait vivement attaqué les utopistes du communisme humanitaire. Marx, qui n'avait pas la sensiblerie de ces idéologues, prit cependant leur défense. La Misère de la philosophie est aujourd'hui un livre introuvable en France. Quelques exemplaires seulement en

subsistent dans les bibliothèques des socialistes. Il faut inspirer beaucoup de confiance à ceux qui les possèdent pour qu'ils consentent à les prêter.

En 1847, Marx convoqua à Londres le Congrès de l'Union des communistes. Ce fut la première réunion révolutionnaire internationale. Il fit adopter par ce Congrès le manifeste-programme qu'il avait rédigé en collaboration avec Fr. Engels.

Ce document pose le premier l'antagonisme des classes. Babœuf et ses amis avaient eu l'idée de cet antagonisme entre les propriétaires et ceux qui ne le sont pas. Mais le temps leur avait manqué pour s'expliquer. En 1796, ils n'auraient pas trouvé d'écho, car on était las d'agitation. Les communistes contemporains de Marx étaient avant tout des philanthropes, honnêtes gens, rêveurs bienveillants, épris d'idéal. Ils voulaient persuader les riches que le communisme vaut mieux que l'individualisme. Ils entrevoyaient la possibilité d'une nuit du 4 août des propriétaires. Ils faisaient appel aux bons sentiments de tous. Les communistes français et anglais étaient pleins d'illusions. Ils demandaient de l'argent aux capitalistes pour appliquer leurs théories. L'Anglais Owen voulait convoquer les rois de l'Europe en congrès à Aix-la-Chapelle pour les convertir à ses idées !

Marx eut des conceptions moins chimériques, plus pratiques : « Il s'agit d'universaliser la richesse accaparée par quelques-uns, dit-il ; il s'agit donc de conquérir. Pour être un conquérant, il faut être le plus fort. La force est l'accoucheur de sociétés ». Et il eut le premier l'idée du groupement en un parti de classe de tous ceux qui ne possèdent rien contre la « classe » de ceux qui possèdent. Il pensait que le jour où tous les déshérités seraient unis contre les favorisés de la fortune, l'universalisation de la proprié-

té s'accomplirait aisément. Ce que veut la foule s'accomplit toujours.

Cette formation d'un parti de classe, des pauvres, contre la classe riche est la première manœuvre socialiste habile que le siècle ait vu s'accomplir. Le parti ouvrier français, comme tous les partis ouvriers en Europe qui répudient tous les hommes qui ne sont pas des travailleurs, des salariés, obéit au mot d'ordre lancé de Londres en 1847, au Congrès communiste, par Marx et Engels.

Il faut dire quelques mots ici de ce Frédéric Engels, dont le nom revient sans cesse auprès de celui de Marx. Ces deux hommes sont inséparables. Ils ont été amis, collaborateurs ; ils ont eu la même pensée, ils avaient la même patrie. Leur œuvre fut la même. La gloire entre eux est indivise.

Frédéric Engels est né en 1820, dans la Prusse rhénane. Il se fit remarquer, en 1844, par une Critique de l'économie politique, et en 1845, par un livre sur la Situation des Classes ouvrières en Angleterre. Il connut Marx de très bonne heure. Depuis 1846, à Bruxelles, on le trouve toujours à ses côtés. Après l'insurrection ouvrière et paysanne des pays de l'Allemagne du Sud en 1849, Engels, qui s'était jeté dans le mouvement, se réfugia en Angleterre, où il continua ses travaux de critique sociale. Fr. Engels est un homme d'une valeur presque égale à celle de son ami. Il a ce qu'avait Marx, la connaissance de toutes les langues de l'Europe et une science très étendue.

Marx a eu plus d'ambition qu'Engels, avec moins de moyens de la faire triompher, car il était moins homme d'action que son associé. Celui-ci, partagé entre des occupations commerciales lu-

cratives et ses travaux socialistes, les unes lui prenant plus de temps que les autres, laissa son ami au premier plan. Il le laissa paraître « en nom », lui-même se tenant à côté de lui ou derrière lui. Il ne lui disputa jamais la première place, que Marx conquit définitivement quand il publia, en 1867, le Capital.

Déjà à cette époque l'Association internationale des travailleurs était fondée.

Le 22 septembre 1864, dans un meeting ouvrier tenu à Londres, Marx avait lu et fait voter un projet d'association de tous les travailleurs de toutes les nationalités en vue de travailler à leur émancipation qui « devait être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Le Pacte fondamental est une redite du Manifeste du parti communiste de 1847. Il procède de la même pensée : l'antagonisme des classes. En fondant l'Association internationale des Travailleurs, Karl Marx mettait enfin en pratique le conseil par lequel se terminait le Manifeste de 1847 : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

L'union des prolétaires de tous les pays, si elle eût pu s'accomplir, eût mis aux mains du créateur de cette unité une force formidable. Les amis de Marx s'évertuent contre toute évidence à nier que leur chef ait fait le rêve d'une dictature ouvrière internationale. Cependant toute l'histoire de l'Association des Travailleurs prouve l'existence chez Marx de cette arrière-pensée orgueilleuse. Au début, il semble que le grand socialiste allemand ait prévu qu'on l'accuserait un jour d'ambition personnelle, et qu'il ait voulu tenir en réserve une réponse à l'attaque.

Le révolutionnaire italien Mazzini ayant demandé que le pouvoir du comité directeur de l'International fût très fort, que le comité exerçât une domination absolue, Karl Marx invoqua les principes de la liberté. Remarquez bien cette attitude, c'est celle que Bakounine prendra tout à l'heure contre Marx ; c'est encore celle que les collectivistes possibilistes prendront en France contre les disciples de Marx, contre M. Jules Guesde.

L'opposition du fondateur de l'Internationale ayant fait écarter les projets autoritaires et centralisateurs de Mazzini, celui-ci se retira de l'Internationale.

La politique de Marx en cette circonstance n'a pu être déterminée que par son ambition personnelle. Le socialiste allemand se défia de l'Italien. Il pensa, avec raison, que Mazzini ne demandait la constitution d'une forte autorité qu'avec le désir inavoué d'être lui-même cette autorité, et qu'il serait moins ardent partisan du pouvoir fort s'il devait être lui-même soumis à ce pouvoir.

Les idées de Mazzini repoussées sous ces prétextes libéraux, la constitution de l'Internationale n'en fut guère plus libérale. Le conseil général siégeait à Londres. Il concentrait tous les pouvoirs : il recevait les adhérents, il convoquait les congrès, il décidait de l'opportunité de l'intervention des sections adhérentes dans les grèves et dans tous les événements. Or le conseil général, c'était Marx et Engels, Marx, correspondant pour l'Allemagne et la Hollande, Engels, correspondant pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Les deux Allemands dominaient leurs collègues par le savoir, par la notoriété, par les services rendus. Donc, la concentration des pouvoirs, demandée par Mazzini et repoussée comme illibérale, existait, en fait, dans les mains de Karl Marx.

Son rêve de domination internationale, ce songe superbe qu'il avait fait d'être une grande puissance, une sorte d'empereur sans couronne, sans trône, de tous les pauvres, de démembrer moralement tous les royaumes, aurait pu être réalisé si l'Association internationale des Travailleurs avait fait des progrès rapides, mais ses débuts furent très pénibles.

Les gouvernements conservateurs, après avoir vainement essayé de diriger ce mouvement ouvrier, entravèrent sa propagande. Il n'y eut que la section parisienne qui fit parler d'elle. Et les internationalistes de Paris n'avaient pas les idées communistes de l'Internationale !

Ces idées, il est vrai, n'étaient encore connues que vaguement même de ceux qui déclaraient les avoir adoptées. Le Pacte fondamental, comme le Manifeste communiste de 1847, est un document qui manque de formules synthétiques. Le mot de communiste n'est pas écrit une seule fois dans le Pacte fondamental. On croirait, si le Capital n'était pas là pour empêcher cette opinion de naître, que Marx et Engels, vivant en Angleterre, avaient modifié leurs idées, qu'ils avaient incliné vers le « socialisme conservateur » des Trades-Unions. Il est plus juste de dire que Marx ne voulut pas effrayer les ouvriers et la petite bourgeoisie en proclamant tout de suite une doctrine, et surtout en prononçant le mot épouvantable de communisme. En se tenant dans les généralités vagues : Affranchissement des travailleurs, émancipation économique, etc., il gardait ouverts ses cadres et ouverte l'Association.

Aucun travailleur ou petit bourgeois ne pouvait avoir, a priori, des défiances contre une Association qui se présentait avec un programme de délivrance sociale. Au commencement, Karl Marx pratiqua donc un habile opportunisme. Grâce à cette tactique, il

eut les ouvriers de Paris, qui ne seraient pas venus à l'Internationale si elle s'était proclamée communiste (on le verra plus loin). Or, sans la section parisienne, l'Internationale eût passé presque inaperçue. L'Association des Travailleurs a grandi, s'est propagée par « la réclame » française.

Ces trois filles ont été élevées par leur père, qui en a fait des personnes remarquables par leur instruction. M Lafargue et M Éléonore Marx-Eveling parlent et écrivent dans presque toutes les langues de l'Europe. Elles sont pour leurs amis de précieux conseillers.

« Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que

On le voit, il y a des grands mots séduisants, mais pas un mot inquiétant dans le texte. En parlant de solidarité, d'affranchissement, Marx s'adressait à des sentiments élevés. Ce langage devait plaire en France à cette époque sentimentale de la fin de l'Empire. Nous avions délivré l'Italie. On chantait que « les peuples sont pour nous des frères ». Le frère prussien ne nous avait pas encore montré la manière de comprendre la fraternité.

III

L'ambition de Karl Marx, niée par les amis du grand socialiste au grand détriment de sa gloire, — car un homme est grand moins par ce qu'il accomplit que par ce qu'il aspire à accomplir — rencontra un obstacle dans l'ambition du russe Michel Bakounine.

Michel Bakounine était un homme très bien doué. Il avait du prestige physique, de l'énergie, de la bravoure, de l'orgueil, toutes les qualités d'un homme d'action. Il savait parler aux foules.

Éloquent, vigoureux, vicieux, passionné, immoral, il rappelle par tous ces traits Danton. C'était un orateur de rues, un tribun de bornes, avec du laissé aller, de l'enthousiasme, de l'égoïsme et un grand besoin de jouissances.

Michel Bakounine était de cette race slave qui a grandi dans les brumes barbares et qui a fait dans l'Occident civilisé une si brusque et si soudaine irruption. On raconte que les Visigoths, ayant envahi l'Afrique, s'y énervèrent sous le soleil trop chaud ; qu'en passant trop vite de la frugalité guerrière, à laquelle ils étaient accoutumés, à la bonne chère de cette opulente contrée, ils y perdirent toute force. Ils contractèrent dans ces molles provinces tous les vices du paganisme. Et la horde se fondit ainsi. L'invasion ne fut pas repoussée ; elle fut enterrée. Les Slaves, quand ils envahirent l'Europe, pacifiquement, pour s'y instruire, eurent le sort des Visigoths en Afrique. Race vive, à l'assimilation prompte, à l'intelligence ouverte, ils voulurent apprendre vite et ils apprirent mal. Ils ne virent de la civilisation occidentale que la surface. Ce qui apparaît tout d'abord dans une société n'est pas ce qu'elle contient de meilleur. Ils prirent nos modes, nos coutumes, nos usages, ceux de la haute société française du xviii siècle, celle qui les attira, celle qui les séduisit par son éclat et par sa politesse, par son raffinement de civilisation en décadence.

Cette superposition sur un fonds de barbarie d'une couche de civilisation a fait cette race russe contemporaine, pleine de contraste, policée, instruite, curieuse de toutes choses, de rela-

tions mondaines si agréables, et brutale, féroce même, sadique en ses plaisirs. Celui qui a écrit que si on grattait le Russe on trouvait le Cosaque ne s'est pas trompé. Le Russe est toujours un barbare, brave, songeur, imaginatif, méprisant la mort comme tous les barbares, mais comme eux perfide, défiant, vaniteux, rude, cruel, sans moralité.

On trouve en Michel Bakounine tous les traits de cette curieuse espèce d'hommes. Aucune vie ne présente moins d'unité. Il était nationaliste, il avait la haine de l'Allemand et de la sympathie pour le Latin, et il fut par ambition internationaliste. Il commença par être libéral et loyaliste en Russie ; il loua le tzar Alexandre II, que, dans un écrit célèbre, il appela, après l'émancipation des serfs, le tzar des paysans, et il devint un apôtre de la destruction de toutes les monarchies, un régicide.

Quand il fut prisonnier, il n'hésita pas à solliciter les faveurs du gouvernement dont il s'était déclaré l'ennemi intraitable. Il employa toutes ses influences de famille et toute sa séduction personnelle pour trouver les moyens de s'évader. Il s'humilia. Délivré, il rentra dans le parti révolutionnaire, vouant à la mort le souverain dont la générosité l'avait aidé à reprendre sa liberté, inconscient de son ingratitude, tout plein seulement de ressentiment contre « la tyrannie » qui, en l'emprisonnant, l'avait contraint à ruser pour s'ouvrir les portes du bagne et oublieux des facilités d'évasion qu'on lui avait laissées.

Cet homme « romantique » où se mélangeaient les vices d'une race trop jeune et la corruption d'une civilisation trop avancée, dont l'âme brûlait d'orgueil, qui voulait jouer un grand rôle, fut l'ennemi funeste de Karl Marx.

En 1837, Bakounine était en Suisse. Il n'appartenait pas à l'Association internationale des Travailleurs. Il était membre du comité de la Ligue de la Paix et de la Liberté. En 1868, le président de cette Ligue proposa au congrus internationaliste de Bruxelles de conclure entre la Ligue et l'Internationale une alliance. La proposition fut écartée. Les marxistes ne voulaient pas introduire dans l'Association des Travailleurs une force organisée depuis longtemps, qui pourrait leur faire contre-poids, les isoler. Le prétexte invoqué pour repousser la demande de la Ligue fut que le programme socialiste de cette Ligue n'était pas défini.

Quelque temps après, au congrès de Berne, Bakounine fit bien voir qu'il avait été l'inspirateur de la proposition d'alliance, car il s'efforça de supprimer le prétexte qui avait servi à Marx pour refuser d'associer l'Internationale et la Ligue. Bakounine proposa un programme communiste au congrès de Berne. Un tiers à peine des congressistes acceptèrent ce programme. Cette minorité se réunit à Genève où elle décida de former une nouvelle Société qui s'appellerait : Alliance de la Démocratie socialiste. En même temps, Bakounine créait une autre Alliance, dite des Frères internationaux, qui lui donnait la direction d'une sorte de police révolutionnaire internationale.

Les Frères internationaux devaient, comme tous les membres de toutes les Sociétés secrètes, se prêter aide et appui. Cet air est bien connu. Ils ne pouvaient faire partie d'aucune association sans l'autorisation de leur comité respectif, même sans la permission du comité central. La condition imposée aux « frères » qui entreraient dans une autre Société, était d'en révéler tous les secrets au comité central, c'est-à-dire à Bakounine.

Ces statuts, qui immolaient l'individu à l'Association, contenaient les plus belles déclarations libérales contre le pouvoir dirigeant, la dictature, l'autorité, etc… Ces mots étaient à l'adresse de Marx, à qui Bakounine et ses amis de l'Alliance de la Démocratie socialiste reprochaient, à bon droit, d'avoir, par jalousie, fait rejeter la proposition de coalition de l'Internationale et de la Ligue de la Paix.

Le plan de guerre du Russe contre l'Allemand est bien clair : Michel Bakounine ne voulait pas entrer dans l'Internationale pour y être perdu dans la foule des adhérents. Il était décidé d'y être dès le jour de son admission un personnage considérable et d'obliger Karl Marx à compter avec lui. C'est pourquoi, comme le dit M. Paul Strauss, dans un de ses excellents articles du Temps, il voulait entrer dans l'Internationale « à la tête d'une troupe ». L'Alliance de la Démocratie socialiste lui parut être une troupe suffisamment forte. Il ne mit pas en avant l'Association des Frères internationaux qui, étant une Société secrète et d'inquisition ne devait pas être avouée. Dans le courant de 1868, Bakounine essaya de faire reconnaître l'Alliance comme une section de l'Internationale. Sa prétention, écartée d'abord par les conseils fédéraux belge et parisien, puis par le conseil général, ne fut admise qu'en 1869, avec beaucoup de répugnance. Au congrès de Bâle (1869), l'Alliance put se faire représenter. Aussitôt qu'il fut dans la place, Bakounine y créa des divisions. La lutte éclata en Suisse entre les bakouniniens et les marxistes, ceux-ci représentés par un autre Russe, Outine.

Nous ne voulons pas entrer dans le détail de ces démêlés. Ces lointains petits événements n'ont qu'un intérêt pour nous : les origines du parti anarchiste français y plongent. Aussi bien, tout

à l'heure, dans la rivalité de MM. Jules Guesde et Brousse, on reverra se reproduire presque les mêmes incidents qui marquèrent la compétition de Marx et de Bakounine. L'histoire du déchirement du parti ouvrier est tout à fait semblable à l'histoire des discordes dans l'Internationale. En lisant l'une de ces histoires on apprend l'autre.

Le différend entre Bakounine et Outine dans les sections de l'Internationale Suisse fut soumis au jugement du Conseil général, qui naturellement, donna raison au marxiste Outine.

Bakounine ne garda plus de mesure ; il forma, en opposition à la fédération officielle, une fédération autonome qui prit le titre de « Fédération jurassienne ». Il soutint, en même temps, la doctrine de l'autonomie des groupes, de l'inutilité de la centralisation, de l'indépendance individuelle. C'est par ces prétextes que Marx avait écarté de l'Internationale le dangereux associé qu'eût été pour lui l'Italien Mazzini. Ces invocations libérales (dans le parti révolutionnaire on dit libertaire) furent donc reprises contre lui. Bakounine, réunissant en congrès ses amis de l'Alliance, prononça la dissolution de la Fédération romande. La fédération romande raya des listes de l'Internationale toutes les sections représentées dans la Fédération jurassienne.

Cependant, les graves événements de 1870-1871 s'étaient accomplis. Les insurgés de Paris, vaincus, s'enfuyaient. Beaucoup allèrent en Suisse, quelques-uns à Londres. Les hommes de la Commune se partagèrent entre Karl Marx et Bakounine, pour mieux dire, entre la centralisation et l'autonomie, dans l'Internationale. En Suisse, M. Benoist Malon qui, cependant, n'est pas anarchiste, se déclara pour Bakounine, et, avec lui, presque tous les proscrits. D'autres, comme M. Jules Guesde, sans aller à Ba-

kounine, voulurent rester indépendants. À Londres, beaucoup se rallièrent à Karl Marx. Mais le fondateur de l'Internationale, qui, jusqu'alors, n'avait pas vu son pouvoir contesté en Angleterre, eut une opposition à Londres, dans son « bourg pourri », aussitôt après la Commune.

Cette opposition vint des blanquistes. Les blanquistes, sous l'Empire, avaient reproché à l'Internationale sa mollesse, sa tiédeur, sa timidité. Politiciens avant tout, ils trouvaient que les internationalistes se trompaient en plaçant, avant toutes préoccupations, les préoccupations économiques.

Marx, après l'écrasement de la Commune de Paris, avait fait au nom du conseil général un manifeste sur la guerre civile en France, où il prenait vigoureusement, au nom de l'association des travailleurs, parti pour les insurgés. Il louait le « Paris ouvrier, avant-coureur glorieux d'une société nouvelle », célébrait « les martyrs de Paris enchâssés dans le grand cœur de la classe ouvrière » et « clouait les exterminateurs à l'éternel pilori de l'histoire ».

Les membres anglais du conseil général se retirèrent pour marquer qu'ils désapprouvaient ce langage révolutionnaire. Marx ouvrit alors aux blanquistes les portes du conseil général. Mais ceux-ci, dont la politique a toujours été une politique de bascule entre toutes les sectes révolutionnaires, qui toujours ont cherché à empêcher la désunion des hommes et des groupes qui naît du conflit des doctrines, ne devinrent pas dans le conseil les sectateurs aveugles de l'Allemand. Les blanquistes avaient l'arrière-pensée de dominer le conseil général et, par lui, l'Internationale et d'en faire dans leurs mains un puissant instrument politique.

Le rêve de dictature révolutionnaire internationale de Marx les hantait.

Il est probable qu'ils auraient fait tous leurs efforts pour ne pas exclure de l'Internationale, s'ils y étaient entrés assez tôt, Bakounine et et ses groupes. Ils eussent cherché par tous les moyens à amener à composition l'anarchiste russe, n'ayant pas intérêt à affaiblir l'armée dont ils voulaient devenir les chefs. Une fois Bakounine introduit dans la place, ils auraient manœuvré pour l'annihiler.

La scission entre les anarchistes et les centralisateurs étant déjà opérée dans l'Internationale quand ils s'y introduisirent, les blanquistes prirent parti pour les centralisateurs. Ils votèrent contre les bakouniens, au congrès de La Haye, pour les marxistes.

Àce congrès (septembre 1872), les amis de Bakounine attaquèrent la « papauté » de Marx. Ils s'élevèrent avec violence contre le droit souverain accordé au conseil général de suspendre, provisoirement, il est vrai, et avec recours d'appel au congrès, les sections et les fédérations internationalistes.

Les blanquistes s'unirent aux marxistes contre les autonomistes. L'exclusion de ceux-ci fut prononcée.

Lorsque Marx se fut servi des blanquistes contre les bakouniniens, il fit contre eux un retour inattendu. Il demanda que le siège du conseil général fût transféré à New-York. Cet exil du pouvoir central de l'Internationale enlevait aux blanquistes toutes leurs espérances. Il y eut chez eux, contre Marx, un déchaînement de fureurs. Jamais ils n'ont pardonné au grand socialiste allemand d'avoir détruit l'instrument dont ils comptaient

s'emparer. Les meilleurs amis blanquistes de Marx ne lui ont jamais pardonné la translation du conseil général d'Europe en Amérique. Après le congrès de La Haye, ils rompirent avec lui toutes relations.

Pourquoi Marx demanda-t-il cette translation ?

Tout porte à croire qu'il pénétrât les secrets desseins des blanquistes. Sans doute il craignit de ne pas pouvoir leur résister. Il aima mieux alors briser l'arme qu'il avait forgée, que de la voir passer en d'autres mains. Cette dernière manœuvre prouve l'existence d'une arrière-pensée ambitieuse chez Marx et ne prouve rien contre le grand Allemand, car c'est son ambition qui fait sa grandeur.

Après le congrès de La Haye, l'Internationale agonisait. Elle est morte, aujourd'hui, sans avoir eu en France, ni nulle part ailleurs, une grande influence. Nous allons la voir renaître dans notre pays, avec le parti ouvrier, et ce parti traverser victorieusement toutes les crises qui affaiblirent l'Internationale et dont la dernière l'emporta.

IV

Pendant que l'Internationale, vaincue avec la Commune de Paris dont elle s'était déclarée solidaire, quoique la plupart des insurgés de 1871 eussent ignoré tout de ses doctrines, suspecte aux gouvernements qui prenaient contre elle des mesures d'exception, s'épuisait en ces rivalités de personnes, en ces disputes d'in-

fluences individuelles, la semence socialiste germait à nouveau en France.

Cette renaissance du parti socialiste en France fut spontanée, instinctive, anonyme de 1872 à 1875. Elle ne fut l'œuvre d'aucun penseur, d'aucun chef d'école, d'aucun meneur. Des inconnus dans les usines, dans les ateliers commencèrent, dès le lendemain de l'écrasement de la Commune, à parler entre eux de l'amélioration sociale. Les doctrinaires du socialisme étaient en exil ; il ne paraissait aucun journal socialiste à Paris, ni en France. Les ouvriers étaient trop pauvres pour acheter des livres ; aussi bien ils n'auraient pas su où les trouver, car la librairie socialiste n'était pas plus libre que le journalisme socialiste. Sans communication avec les novateurs, impuissants à innover par eux-mêmes, les ouvriers retournèrent aux anciens systèmes dont on leur avait parlé sous l'Empire ; ils furent mutuellistes ou coopératistes.

Leurs projets étaient réformistes et non pas révolutionnaires. Ce qu'ils demandaient, c'était des lois que la société actuelle peut accorder sans que son principe essentiel, la propriété individuelle en soit atteint. Ces premiers socialistes étaient donc encore des conservateurs, si on comprend sous l'étiquette conservatrice tous ceux qui veulent conserver dans son ensemble la société actuelle, en « conserver » le cadre et y introduire seulement des modifications de détail.

De 1872 à 1876, le travail de propagande de ces idées peu dangereuses se fit sans bruit, avec timidité, car le gouvernement était soupçonneux et il eût pris peur de la plus pacifique agitation ouvrière. Puis le temps n'était pas propice à l'action socialiste. La démocratie, même dans ses parties les plus souffrantes, était

toute occupée de politique. La République était menacée par les conservateurs. Les politiciens républicains disaient à leur clientèle : « Aidez-nous à fonder la République, à établir cette forme de gouvernement, qui se prête à toutes les expériences, qui n'exclut a priori aucun progrès. Ensuite nous ferons les réformes. La République sera démocratique et socialiste. Il faut d'abord nous donner la République. »

Les plus impatients étaient dociles à ces conseils. Ils ne pensaient qu'à barrer la route à la monarchie, qui faillit venir en 1873, et ensuite à contenir le « pouvoir personnel » du maréchal, jusqu'à ce qu'on pût le renverser.

En résumé, après les événements de 1871, il y eut parmi les ouvriers, dans quelques esprits, une renaissance des idées socialistes. Cette renaissance n'eut pas le caractère révolutionnaire. Elle eut un caractère réformiste et assez timide pour trois causes :

1° Timide parce que la question politique était plus urgente que la question sociale et demandait une solution immédiate, et parce que le pouvoir eût sévèrement puni toute propagande active.

2° Non révolutionnaire, parce que, tous les penseurs révolutionnaires socialistes étant absents et tous les écrits socialistes étant interdits, la pensée socialiste pure n'avait pas de propagateurs.

3 Non révolutionnaire, parce que, laissé à lui-même, l'ouvrier de Paris n'est pas révolutionnaire. Il a les idées les plus radicales en politique ; mais dans sa masse, il est conservateur social. Il est individualiste, il n'est pas collectiviste de tempérament.

Ici, nous devons nous expliquer et apporter des preuves. C'est à l'histoire de l'Internationale que nous les empruntons.

Au quatrième Congrès de l'Internationale tenu à Bâle en 1869, la question de la propriété du sol qui avait été posée au Congrès précédent de Bruxelles fut débattue. À la majorité de 58 voix contre 8 et 10 abstentions sur 76 délégués présents, le congrès décida : « Qu'il y avait nécessité de faire entrer le sol à la propriété collective. »

La minorité opposante se composait de 7 délégués français et d'un délégué étranger. Sur les dix délégués qui s'abstinrent en cette discussion capitale, six étaient français.

La délégation de la section parisienne de l'Internationale au Congrès de Bâle comprenait, outre les citoyens Tolain, Murat, Fruneau, Chémalé, Pindy, Langlois, Landrin, Doesbourg, Durand, Flahaut, Mollin qui votèrent contre l'appropriation collective du sol ou qui s'abstinrent, les citoyens Varlin, Dereure, Franquet et Tartarin qui s'associèrent au vote de la majorité collectiviste.

Donc, lorsque pour la première fois, la question fut posée avec solennité, débattue avec ampleur, de la propriété individuelle et de la propriété collective, Paris se prononça pour la propriété individuelle. Sur quinze délégués parisiens, onze se déclarèrent, implicitement ou explicitement, pour la conservation sociale et quatre seulement pour la révolution sociale.

Le collectivisme n'est donc pas une théorie qui convienne tout d'abord aux Parisiens. Cette idée qui n'est pas née en France n'est pas une idée sympathique à notre tempérament. La première fois qu'elle a été formulée, nos ouvriers français l'ont rejetée.

Une autre preuve de l'aversion nationale pour le collectivisme : Depuis dix ans que la doctrine de Karl Marx est enseignée en France par des orateurs et par des écrivains d'autant de talent que ceux dont nous allons bientôt nous occuper, le parti collectiviste n'a pas fait autant de recrues qu'il aurait dû en faire.

Si jamais propagande par la parole ou par l'écrit a été libre, c'est bien la sienne. Malgré la liberté dont ses orateurs et ses journalistes ont joui, le parti collectiviste, s'il est une menace pour l'avenir de la société actuelle ne met pas en péril le présent.

On n'a pas le droit cependant de le négliger dès maintenant, dans la période d'impuissance où il est encore, car bientôt il faudra compter avec lui. Déjà même il commence à prendre de l'importance. On le verra plus loin.

Les ouvriers qui, pendant les premières années de la République, s'entretinrent avec tant de prudence des améliorations sociales n'étaient pas des révolutionnaires. Ils n'étaient pas révolutionnaires en 1876, ni même en 1878 ; et en 1879, ils le furent au Congrès de Marseille.

Sous quelle influence s'accomplit cette transformation des idées de la masse ouvrière militante ?

C'est ce que nous allons voir.

Le 11 février 1876 parut à Paris le premier numéro du journal les Droits de l'Homme. C'était le journal le plus avancé de la démocratie républicaine qu'on eût publié depuis mai 1871. Le bailleur de fonds en était M. Ménier, le grand industriel. M. Sigismond Lacroix avait le titre de secrétaire de la rédaction et faisait

toutes les fonctions du rédacteur en chef. Les Droits de l'Homme avaient pour collaborateurs les proscrits de la Commune les plus célèbres. M. Henri Rochefort y écrivit dès le premier numéro. Il signait ses articles d'un X, suivi de trois points (X…).

Àcôté de ces noms connus, on vit apparaître dans les Droits de l'Homme plusieurs signatures nouvelles. La maison du riche capitaliste Ménier a été la maison des débuts de presque tous les adversaires du capital, de beaucoup de jeunes gens qui sont aujourd'hui arrivé à la notoriété. Il y a d'anciens rédacteurs des Droits de l'Homme dans tous les camps républicains et révolutionnaires.

Le premier numéro, où M. Rochefort baptisa opportunistes les républicains stratégistes, renfermait une autre curiosité. C'était le programme électoral imposé à M. Acollas par le comité républicain radical socialiste qui soutenait sa candidature dans le VI arrondissement, contre celle du colonel Denfert-Rochereau, le héros de Belfort.

Ce programme était remarquable par son radicalisme. L'article premier était d'une audace stupéfiante en 1876 et causa scandale dans la presse conservatrice.

Voici cet article :

Article premier. — Amnistie pleine et entière pour toutes les condamnations, sans exception, même celles dites de droit commun, prononcées à propos des événements politiques qui se sont produits depuis le 4 septembre 1870 sur le territoire français, avec les moyens d'existence assurés tout d'abord aux amnistiés, à leur rentrée en France.

Dans un autre ordre d'idées, les articles 5 et 6 du programme accepté par M. Acollas n'étaient pas moins audacieux.

Art. 5. — ..... Remaniement de nos lois de propriété en vue de ramener la propriété individuelle à sa seule source légitime, le travail. Art. 9. — ..... La mise du capital agricole ou industriel, de l'instrument de travail à la disposition de celui qui l'emploie directement, afin que le produit soit tout entier à celui qui lui donne directement naissance.

Qui avait cette témérité de réclamer, en 1876, sous le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, l'amnistie avec tant d'arrogance, et d'émettre dans un mandat législatif des idées collectivistes plus avancées que le programme de l'internationale ?

Qui avait cette imprudence ? C'était des étudiants. M. Acollas, ami de M. Sigismond Lacroix, était patronné par un Comité où figuraient douze étudiants, un conseiller municipal et six ouvriers ou petits commerçants du VI arrondissement.

Ces rédacteurs du premier manifeste collectiviste étaient M. Arthur Hubbard, futur conseiller municipal, aujourd'hui décédé, oncle du député actuel ; MM. Leguereau, étudiant, actuellement secrétaire de la rédaction de la Lanterne ; Victor Marouck, étudiant, qui depuis a joué un rôle dans le parti ouvrier dit possibiliste ; Gabriel Deville, étudiant, l'un des plus clairs vulgarisateurs de la doctrine de Marx ; Darrieux, étudiant en médecine, mort depuis ; Trouessart, étudiant, qui se suicida dans un désespoir d'amour ; Crié, étudiant, aujourd'hui l'un des plus importants membres du parti anarchiste ; Lucien Bouhault, étudiant, actuellement rédacteur à la Nation ; Paton, étudiant en pharmacie ; Mey, étudiant, actuellement médecin à Beaumont-sur-Oise ;

Lemonnier, publiciste ; Joncourt, étudiant, actuellement médecin ; Buffenoir, étudiant, qui depuis rédigea le Père Duchesne et qui eut Lebiez pour collaborateur ; Boyenval, ouvrier ; Bellefond et Lemasle, relieur ; Lemée, tapissier ; Faisnel.

Le programme que ces citoyens imposèrent à M. Acollas fut rédigé chez l'un d'eux, Darrieux, et développé et soutenu par eux tous dans les réunions publiques contre les partisans de la candidature Denfert-Rochereau. À ces membres du comité se joignirent, pour défendre la candidature Acollas, d'autres agents électoraux de bonne volonté, les citoyens Émile Gautier, Calvinhac, Labusquière, Massard.

Ces citoyens habitaient dans le V arrondissement. Ils ne pouvaient faire partie du comité électoral du VI arrondissement. C'est la seule raison qui les empêcha d'y entrer et de signer le programme collectiviste de M. Acollas.

Il faut récapituler. En 1876, nous voyons des jeunes hommes, qui sont aujourd'hui éloignés les uns des autres dans des voies divergentes, groupés autour de la même candidature et du même programme.

M. Crié est anarchiste, M. Gautier l'a été, et il est, paraît-il, maintenant, devenu républicain conservateur ; M. Deville est collectiviste ; MM. Leguereau, Bouhault, Calvinhac sont des radicaux ; MM. Marouck et Labusquière sont membres du parti ouvrier possibiliste ; M. Massard est collectiviste.

Comment ces jeunes gens, qui devaient se séparer, étaient-ils unis, et qui leur donnait autorité pour imposer leurs idées à un candidat ?

L'autorité, ils se l'étaient donnée à eux-mêmes, comme font tous les gens qui forment des comités, et qui sont presque toujours les délégués d'eux-mêmes. Ils étaient unis par les liens d'une camaraderie de quartier Latin, par de communes aspirations démocratiques et socialistes. Ils étaient d'accord surtout parce qu'ils manquaient de doctrine.

Leur petit groupe s'était formé en 1873 et 1874. Ils se rencontraient chaque jour dans un café situé au coin du boulevard Saint-Michel et du boulevard Saint-Germain, le café Soufflet.

Tandis que les ouvriers, en l'absence de toute direction socialiste, allaient au système coopératif et se préparaient à demander des lois nouvelles et non pas une révolution, les jeunes bourgeois du café Soufflet, également sans maître, se reportaient aux considérants et aux votes de l'Internationale ; ces considérants et ces votes étaient tout ce qu'ils connaissaient « du socialisme scientifique ». Or ils voulaient être des « socialistes scientifiques », ce mot ambitieux sonnait bien à leurs jeunes oreilles. Il leur donnait devant eux-mêmes de l'importance. Un autre sentiment, plus élevé, les menait à l'Internationale dont ils ignoraient encore le programme. L'Internationale était proscrite. Quelques-uns, comme M. Gabriel Deville, avaient été naguère affiliés à la Société des travailleurs. L'Internationale s'offrait donc à eux avec le prestige de la science, le prestige de la persécution, et aussi le prestige de l'inconnu. C'est autour de la légende de l'Internationale qu'ils se rallièrent.

La première campagne de ces jeunes gens ne fut pas celle de février 1876 pour M. Acollas contre le colonel Denfert-Rochereau. Ils s'étaient déjà fait connaître à la fin de 1875, pendant les élections des délégués sénatoriaux. Ils avaient combattu tous les

candidats qui, pendant la Commune, avaient pris parti pour le gouvernement de l'Assemblée nationale. C'est dire qu'ils n'avaient pas trouvé un seul candidat de leur goût, excepté peut-être Victor Hugo. Contre Louis Blanc, ils s'acharnèrent avec une rage toute particulière. Ils l'accusèrent d'avoir trahi le parti socialiste, en demeurant à Versailles pendant la guerre civile.

Le café Soufflet, où s'était formé, de 1870 à 1876, un corps d'officiers pour l'armée ouvrière et socialiste, se manifesta donc d'abord, en 1875, contre Louis Blanc et les candidats sénatoriaux ; ensuite, en 1876, à l'occasion de la candidature Acollas ; enfin dans les Droits de l'Homme.

V

C'est dans les bureaux des Droits de l'Homme que les jeunes révolutionnaires du quartier Latin trouvèrent la doctrine qui leur manquait. Ils la trouvèrent le jour où ils rencontrèrent un homme d'un tempérament singulier, M. Jules Guesde.

M. Jules Guesde avait rédigé en 1870 et 1871, à Montpellier, en collaboration avec M. Ballue, actuellement député radical de Lyon, un journal intitulé les Droits de l'Homme. Dans ce journal, il s'était prononcé pour la Commune insurgée de Paris. Ces délits de plume lui valurent une condamnation à cinq ans de prison. Il s'enfuit de France, préférant attendre la prescription de sa peine pendant cinq ans d'exil.

M. J. Guesde se réfugia en Suisse, à Genève, où il fonda une section internationaliste. Il n'avait pas jusqu'alors fait partie de

l'Internationale. Il y entra au fort de la querelle des anarchistes (Bakounine) et des marxistes (Outine). M. Guesde et ses amis furent sollicités d'entrer dans la fédération des sections anarchistes ; ils refusèrent. Mais ils ne se soumirent pas non plus à l'autorité absolue du conseil général, à la dictature de Karl Marx.

Leur indépendance ne fut goûtée ni des marxistes qui les blâmèrent solennellement en 1872, ni des bakouninistes qui voyaient d'un mauvais œil leur chère théorie de l'autonomie des groupes se retourner contre eux-mêmes.

Quand nous raconterons l'histoire des querelles du parti ouvrier et du déchirement qui s'ensuivit, on verra que M. J. Guesde fut accusé par ses ennemis d'aspirer à la dictature. Les raisons qu'on invoqua pour l'éliminer furent les mêmes que celles pour lesquelles lui-même ne voulut pas, à Genève, entrer dans l'organisation de l'Internationale.

C'est le moment d'esquisser la physionomie de M. Jules Guesde.

C'est un homme qui fait impression. Son personnage n'est pas banal. Il n'inspire pas la sympathie. On le regarde avec curiosité, presque avec étonnement. Il est grand, prodigieusement maigre. La peau du visage est d'une blancheur maladive qui fait ressortir encore un encadrement de cheveux et de barbe très noirs. M. J. Guesde porte les cheveux longs. C'est une mode dans son parti ; cette coiffure ajoute à l'étrangeté du caractère de sa physionomie.

L'œil brille d'un vif éclat, derrière un lorgnon, au fond d'une arcade sourcilière très creusée. Quand M. Guesde parle, même de choses indifférentes, ses lèvres ont des mouvements qui semblent être des mouvements de rage. Il a la bouche furieuse. S'il marche,

c'est tout raide, avec des mouvements saccadés des bras et des jambes.

Il faut voir M. Jules Guesde à la tribune. Son débit est parfois trop rapide, mais il y met tant d'emportement ! La voix très claire qui porte loin grince terriblement. Le son ne monte pas des entrailles, il n'est pas grave ; il vient de la tête, il est aigu, aigre. Cet orateur, avec ces moyens physiques défectueux, s'impose à l'auditoire, le domine. Il ne parle jamais au bon cœur d'une assemblée. Il n'émeut pas. C'est un dialecticien rigide, un violent insulteur, un caustique dont l'ironie est toujours amère. M. Jules Guesde a des images saisissantes, des cris de passion exaspérée. On croirait, à l'entendre faire le procès de la société, que c'est sa cause propre qu'il défend, que le matin la société a commis contre lui un crime épouvantable. C'est un homme de haine, il apparaît comme l'incarnation de toutes les rancunes et de toutes les envies sociales. Toutes en même temps hurlent en lui. On trouverait difficilement un acteur qui plus que M. Jules Guesde entrerait dans la peau de son personnage.

Nous ne voulons pas faire entendre par cette figure que M. Jules Guesde joue la comédie, n'est pas convaincu. Ces emportements ne sont pas factices. Il hait bien sincèrement, de bien « bon cœur ». Sa nature est celle d'un apôtre. Il prêche de bonne foi. Il croit. Son orgueil ne lui permet pas de douter de lui même.

La doctrine qu'il enseigne, il la considère comme la sienne propre ; Marx l'avait formulée avant lui. Mais il ne connaissait pas les écrits de Marx, ni le manifeste communiste, ni le Capital. C'est en 1877 seulement qu'il lut l'ouvrage du grand socialiste allemand. Déjà la plupart des idées qui y sont exposées étaient les siennes. Elles s'étaient formées dans son esprit « par l'étude his-

torique de la transformation des sociétés et par l'observation des faits dans la société contemporaine ». M. J. Guesde doit, dans son orgueil, considérer le socialisme scientifique comme son enfant. D'autres l'avaient formulé avant lui ; mais il ignorait leurs définitions. Il y a eu génération par eux ; mais il y a eu aussi génération par lui. Et cette théorie qui est sienne, qui est fille de son cerveau, qu'il possède mieux que personne en France, dont il est dans notre pays le vulgarisateur le plus connu, le plus écouté, il la défend, il l'enseigne avec une passion qui n'est pas feinte. Il la défend de la parole et de la plume.

M. Jules Guesde écrivain ressemble à M. Jules Guesde orateur. Il s'efforce d'être très clair ; il y arrive souvent, encore que son style soit quelquefois chargé de termes de scholastique. Mais il est violent ; mais il forge souvent des expressions nouvelles et pleines d'énergie ; mais il a a des ironies qui brûlent. Dans la discussion il apporte une mauvaise foi philosophique admirable. Il ne répond pas aux objections. Il va devant lui, dans la ligne droite des déductions de son principe. Il ne doit pas chercher à convaincre celui avec qui il discute, car il croit, sans aucun doute, que, comme lui-même, chacun a son siège fait. C'est pour les indifférents, pour le public, pour « la galerie » qu'il se débat, qu'il s'agite, qu'il parle, qu'il écrit. Il sait bien qu'on ne fait des prosélytes que parmi les profanes, qu'on ne gagne que les indifférents et qu'on ne convertit pas ses adversaires.

Toutes ces qualités et tous ces défauts composent un homme d'une étrange originalité. Comme tous les hommes singuliers, M. Guesde a de la séduction. Il séduisit d'abord les jeunes gens de la réunion du café Soufflet. Il leur donna ce qu'ils n'avaient pas : une doctrine ; il fut leur professeur, leur maître.

Comme il les dominait, les ennemis qu'il eut dès qu'il se fit voir voulurent les flétrir en les appelant guesdistes. Le mot est resté ; l'une des petites factions révolutionnaires est guesdiste. Ce n'est pas la plus nombreuse, mais c'est la plus active, la plus propagandiste. Pendant longtemps tout le journalisme révolutionnaire a été fait par les guesdistes. Nous allons voir leur action dans le mouvement ouvrier qui va commencer. Dans ces notes sur le haineux prédicateur de la doctrine collectiviste, nous n'avons qu'à indiquer qu'il y a des guesdistes. Nous allons voir leur action dans le mouvement ouvrier qui va commencer. L'existence d'un petit parti guesdiste implique chez M. Guesde l'existence d'un homme.

Aussitôt que la justice eut perdu tous les droits sur lui et qu'il ne put plus craindre l'emprisonnement, M. Jules Guesde revint à Paris. M. Yves Guyot, actuellement député de Paris, avait été en 1871 le correspondant parisien des Droits de l'Homme de Montpellier, dont M. Guesde était le rédacteur en chef. Quand celui-ci rentra en France, M. Yves Guyot était précisément l'homme de confiance du propriétaire des Droits de l'Homme de Paris, M. Menier. M. J. Guesde alla voir son ancien correspondant et lui demanda de le faire entrer dans le journal dont il avait en quelque sorte la clef dans sa poche. M. Yves Guyot adressa son ancien rédacteur en chef à M. Sigismond Lacroix, secrétaire de la rédaction des Droits de l'Homme, C'est donc M. Sigismond Lacroix et M. Yves Guyot qui firent rentrer M. Guesde dans le journalisme. C'est grâce à eux qu'il connut les jeunes gens du café Soufflet, qu'il put les endoctriner, faire leur éducation socialiste, et donner ainsi à la masse ouvrière, confuse, indécise, les cadres jeunes et instruits dont elle avait besoin pour s'organiser.

VI

M. Jules Guesde, quand il rentra en France, au mois d'août ou de septembre, prit tout de suite dans le parti révolutionnaire une situation exceptionnelle, grâce à des circonstances exceptionnelles. Il était le premier revenant de la proscription. Il était du moins le premier revenant qui eût une valeur propre et une instruction socialiste.

Aux Droits de l'Homme, où il entra, nous l'avons vu, grâce à l'aide de MM. Yves Guyot et Sigismond Lacroix, il fit une campagne indépendante.

Ses articles socialistes lui attirèrent les lettres de quelques ouvriers et attirèrent sur lui l'attention des jeunes bourgeois révolutionnaires du café Soufflet. M. Jules Guesde se mit en rapport avec ces travailleurs manuels et avec ces étudiants, et commença parmi eux sa propagande. Le premier congrès ouvrier se tenait à Paris quand M. Guesde revint de Suisse. Ce congrès eut lieu en septembre 1876. Il avait été organisé par M. Trébois, actuellement maire de Levallois-Perret, avec l'argent de M. Crémieux, le riche israélite, ancien gouverneur de l'Algérie pendant la Défense nationale.

Àce congrès, où étaient représentées toutes les Chambres syndicales de France (la générosité de M. Crémieux avait aplani tous les obstacles), on s'aperçut combien les classes ouvrières étaient ignorantes de tout système socialiste et même de toute science économique. Cependant l'idée de la séparation des classes s'y fit jour. Un ouvrier horloger de Dijon, M. Prost, demanda qu'on en finît avec les politiciens ambitieux qui se servaient du peuple pour arriver, et qu'on adoptât le principe des candidatures ou-

vrières. La candidature ouvrière est un moyen de bataille primitif, rudimentaire. Il n'est pas étonnant que les ouvriers, réunis pour la première fois en congrès entre eux, sans aucune direction socialiste, y aient pensé.

La proposition Prost concernant la candidature ouvrière fut votée à l'unanimité. Ce fut là, nous y insistons, la seule manifestation de l'instinct de classe au Congrès ouvrier de 1876. La sagesse de ces prolétaires leur valut toutes les félicitations de la presse conservatrice. Cinq ans après 1871, les délégués de la partie la plus active du prolétariat français, réunis en congrès, émettaient des votes conservateurs, ne récriminaient pas contre le passé. Ce Congrès, qui fut vraiment une assemblée ouvrière où les politiciens n'étaient pas entrés, méritait des éloges. Il en reçut de toutes parts. Certains hommes d'État virent dans les résolutions votées par les ouvriers, laissés à eux-mêmes, l'indication des vrais sentiments du prolétariat. Plus tard nous verrons des radicaux s'efforcer de former, en face du parti ouvrier révolutionnaire, un parti ouvrier socialiste-réformiste, sous le nom d'alliance socialiste républicaine. Les auteurs de cette tentative de groupement des ouvriers en un parti réformiste furent certainement encouragés par le conservatisme dont les travailleurs firent preuve dans toutes leurs résolutions chaque fois qu'ils furent abandonnés à leurs propres inspirations.

La sagesse des congressistes de 1876 était un symptôme d'autant plus rassurant pour les conservateurs, que ce symptôme apparaissait après plusieurs autres et qu'il venait confirmer les bonnes conclusions qu'on en avait tirées.

Dès le mois de mai 1872, une douzaine de corporations fondaient à Paris le Cercle de l'union syndicale ouvrière, dont le but

était « de chercher une entente commune réglant les intérêts divers des employés et des employeurs. »

Ces premiers socialistes étaient, comme nous l'avons indiqué déjà des coopératistes. Ils voyaient, disaient-ils, « dans le groupement professionnel le mouvement qui, dans un avenir prochain, par la création d'ateliers coopératifs, doit donner l'indépendance et le bien-être aux travailleurs ».

En 1872, on ne connaissait pas encore au gouvernement la force de résistance que donne au pouvoir, contre ses ennemis, la liberté. Le Cercle de l'Union syndicale ouvrière fut fermé au mois d'octobre 1872. Son bureau central protesta par une déclaration qui ne contenait aucune proposition « subversive ». Entre autres choses, la déclaration disait que les syndiqués « voudraient que tous les Français fussent unis dans une même pensée de conciliation et de régénération, etc. ; qu'ils n'avaient jamais cherché à constituer les travailleurs en classe distincte, voulant s'approprier une direction exclusive, qu'ils voulaient fermer l'ère des grèves ; que leur but avait été de mettre fin à l'antagonisme existant entre le patronat et le salariat par la formation de commissions mi-partie ouvrière et mi-partie patronale, chargées d'arranger à l'amiable tous les différends ».

On le voit, les initiateurs du mouvement ouvrier après 1871, à Paris, ne sont pas révolutionnaires. Un des signataires de la déclaration si raisonnable du bureau de l'Union syndicale est M. Chabert, aujourd'hui collectiviste, membre du parti ouvrier et conseiller municipal de Paris. En 1873, les ouvriers envoyés à l'exposition de Vienne montrèrent que la défiance témoignée l'année précédente à leur classe par le gouvernement n'avait pas changé leurs sentiments. Les délégués firent un rapport dont les

conservateurs ne pouvaient pas s'effrayer. Ils indiquaient comme moyen d'affranchissement des travailleurs l'enseignement professionnel, la fondation de Sociétés de production et de consommation, l'annulation de l'intérêt du capital par l'établissement du crédit mutuel. Et, pour réaliser toutes ces grandes réformes, ils conseillaient aux ouvriers l'épargne. Enfin, ils se prononçaient contre la grève, qui est « un moyen de lutte condamné par l'expérience ».

M. Chabert signa encore ce rapport où sont exposées des idées si éloignées de celles qu'il professe aujourd'hui.

Les ouvriers délégués à l'Exposition universelle de Philadelphie étaient animés, au départ, des mêmes sentiments que la délégation de Vienne. Quand ils revinrent à Paris, le parti collectiviste avait commencé sa propagande. Leurs impressions se modifièrent sous l'influence des communistes ; ils introduisirent des changements dans leur rapport, qui parut en 1879, plus de deux ans après le commencement de la campagne socialiste.

Récapitulons donc tout ce qui précède : de 1871 à 1876, dans leurs déclarations publiques, dans leurs congrès, dans leurs rapports, les ouvriers expriment des idées modérées, pacifiques, conservatrices. En 1876, ce prolétariat si sage commence à être travaillé par M. Jules Guesde.

La semence du socialisme révolutionnaire allemand dans les têtes ouvrières se fit d'abord en petit comité, « en chambre », dirons-nous même.

M. J. Guesde, recevant quelques lettres aux Droits de l'Homme, puis au Radical, qui continua les Droits de l'Homme après leur suppression, se mit en rapport direct avec ses corres-

pondants. Il allait les voir chez eux, au café, chez des marchands de vin. Il était accompagné, dans ces premières tournées, par un socialiste étranger, qui connaissait tous les écrits de Lassalle et de Karl Marx, toute la science socialiste allemande et qui a joué ainsi un rôle très considérable, quoique ce rôle ait été occulte, dans la formation du parti ouvrier révolutionnaire français.

Àla fin de 1877, le gouvernement du 16 Mai ayant supprimé le Radical, où M. Guesde faisait sa campagne collectiviste, celui-ci résolut avec ses premiers disciples de fonder un journal exclusivement socialiste, théorique et militant. Ils l'appelèrent l'Égalité. Le rédacteur en chef était M. Jules Guesde ; il avait pour collaborateurs MM. Émile Massard, Gabriel Deville, Gerbier, Oudin.

L'Égalité annonça, dès son apparition, qu'elle avait pour correspondants : en Allemagne, MM. Bebel et Liebknecht, députés au Reichstag ; en Belgique, le docteur César de Pæpe ; en Espagne, M. Émile Digeon, l'homme de la commune de Narbonne ; en Italie, MM. Gnocchi-Viani et Tito Zanardelli. M. Benoît Malon, qui était, au moment de la fondation de l'Égalité, en exil à Lugano, promit sa collaboration au nouveau journal. Il la lui donna très peu, d'ailleurs, aussi peu que la plupart des correspondants mis en vedette et qui n'écrivirent presque jamais.

La fondation de l'Égalité rencontra de très grandes difficultés. La législation sur la presse en 1877 mettait pour condition, à la publication d'un journal hebdomadaire à Paris, le dépôt d'un cautionnement de douze mille francs.

Les amis de M. Guesde n'avaient pas une pareille somme. En se cotisant et en faisant appel à la générosité du socialiste étranger dont nous avons déjà parlé ils réunirent quatre ou cinq mille

francs. C'était un capital suffisant pour faire paraître leur journal en province, car hors de Paris le cautionnement exigé par la loi n'était que de trois mille francs pour une publication hebdomadaire.

L'Égalité parut officiellement à Meaux, c'est-à-dire qu'elle y fut imprimée. Son premier numéro porte la date du 18 novembre. Il contient une déclaration nettement collectiviste, la première qui ait été faite en France par des écrivains français : « Nous croyons, disaient les rédacteurs de l'Égalité, avec l'école collectiviste à laquelle se rattachent aujourd'hui tous les esprits sérieux du prolétariat des deux mondes, que l'évolution naturelle et scientifique de l'humanité la conduit invinciblement à l'appropriation collective du sol et des instruments de travail. »

VII

L'Égalité, en écrivant dans son premier numéro que « presque tous les esprits sérieux du prolétariat des deux mondes se rattachaient au collectivisme », était bien sévère pour la classe ouvrière française. Celle-ci, en effet, dans toutes ses manifestations, en 1868 au congrès de Bruxelles, en 1872, en 1873, en 1876 avait repoussé les doctrines communistes et s'était même comportée comme si ces doctrines n'existaient pas. Nous avons signalé chez les congressistes de 1876 le réveil de l'instinct de classe, qui se manifesta par la proposition Prost relative à la candidature ouvrière.

En votant cette proposition, les ouvriers, l'un d'eux le dit et fut applaudi, « ne voulaient pas faire acte de guerre contre la bour-

geoisie » ; ils voulaient seulement « que les plaintes des prolétaires arrivassent directement à l'oreille des gouvernants ».

Cette explication ôte au vote de la candidature ouvrière par le congrès de 1876 toute signification révolutionnaire.

Dire à la fin de 1877, après tant de démonstrations de l'esprit conservateur des ouvriers, que tous les esprits sérieux du prolétariat avaient adopté le collectivisme, c'était dire implicitement que le prolétariat français comprenait peu d'hommes sérieux.

Le second congrès national ouvrier, qui se tint à Lyon à la fin de janvier 1878, montra que la classe ouvrière française n'avait pas encore été entraînée hors de la voie conservatrice par la propagande de M. Jules Guesde et que le socialisme allemand lui était toujours antipathique.

Le congrès de Lyon demanda que la journée de travail fût réduite légalement pour les femmes et les enfants. Le congrès rendit ce vote en considérant les femmes et les enfants comme des mineurs, comme des êtres « plus faibles ». Son vote fut un vote de philanthropie plus qu'un vote socialiste.

Le congrès émit le vœu que des institutions de crédit mutuel et des sociétés de production coopérative fussent fondées afin d'arriver à la longue à l'abolition du salariat.

Il définit le salariat un état transitoire entre le servage et un état innommé.

Le congrès vota l'institution de caisses de retraite pour la vieillesse et pour les invalides du travail. Mais il manifesta hautement ses préférences individualistes, c'est-à-dire son aversion

pour le collectivisme en déclarant : « En principe, nous sommes contre toute intervention de l'État. »

Le congrès se prononça pour la candidature ouvrière, mais il fut entendu également, qu'au second tour de scrutin, les candidats ouvriers devraient toujours se retirer et leurs électeurs se rallier au candidat républicain le plus avancé.

Le caractère conservateur et purement réformiste du congrès ouvrier de 1878 à Lyon fut accentué encore par le rejet de la première proposition collectiviste qui eût été faite dans une assemblée ouvrière française.

Cette proposition, qui marque l'entrée en ligne des collectivistes dans la bataille ouvrière, fut faite par deux guesdistes de la première heure : MM. Dupire et Ballivet.

En voici le texte :

« Considérant,

« Que l'émancipation des travailleurs ne sera un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail ;

« Que, pour atteindre ce but, il est nécessaire que les travailleurs soient les détenteurs des éléments utiles à la production : matières premières et instruments de travail ;

« Conséquemment,

« Le congrès invite toutes les Associations ouvrières à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail. »

Cette proposition, la première que les collectivistes aient risquée en France, fut rejetée par une assemblée qui ne comprenait que des ouvriers. Huit délégués seulement se rangèrent à l'opinion de MM. Dupire et Ballivet.

Ainsi, un an et demi après le commencement de la propagande communiste, le prolétariat français, solennellement consulté, se déclarait individualiste à une immense majorité.

Les doctrinaires du socialisme révolutionnaire allemand qui rédigeaient l'Égalité ne se découragèrent pas après cet échec. Au contraire, ils considérèrent comme un succès d'avoir trouvé dans le prolétariat des porte-paroles, des ouvriers pour révéler avec éclat, dans une grande assemblée dont toute la presse suivait les travaux, l'existence de leurs théories, et l'Égalité continua sa campagne en vue du congrès international qui devait se tenir à Paris en 1878, pendant l'Exposition.

Cette mesure de socialisme révolutionnaire avait été précédée de quelques autres mesures de socialisme d'Etat, c'est-à-dire de socialisme conservateur — non destructif de la propriété individuelle.

Ainsi la Commune avait réduit à 6.000 francs par an le traitement des fonctionnaires de tous ordres ; elle avait décrété qu'aucune administration publique ou privée ne pourrait imposer des amendes ou des retenues aux employés et aux ouvriers ; elle avait interdit le travail de nuit dans les boulangeries.

Ces trois décrets sont restrictifs du droit d'abuser de la propriété et de la facilité de s'enrichir vite. Ils sont des actes de socialisme d'Etat plus graves que ne le serait, par exemple, la limitation de la journée de travail à huit heures, mais ils procèdent

du même esprit centralisateur et non pas d'un esprit révolutionnaire.

VIII

Nous venons de voir éclore le collectivisme allemand au milieu du prolétariat français. Sa première tentative au congrès de Lyon en 1878 ne fut pas heureuse. Mais sa défaite même lui servit. Elle prouva son existence. Les commentaires des journaux qui croient qu'on tue une idée nouvelle en la critiquant, comme les gouvernements croient qu'on se défend efficacement par des procès, et qui ignorent les uns et les autres la puissance meurtrière pour les idées du silence, de l'indifférence, les commentaires des journaux conservateurs favorisèrent la propagande collectiviste en France. M. Jules Guesde et ses amis de l'Égalité redoublèrent de zèle dans leur propagande.

Attaqués par la presse « bourgeoise, » par la presse anarchiste de Suisse, contrecarrés par les Chambres syndicales ouvrières, où dominaient les idées coopératistes et réformistes, les Guesdistes, qui avaient formé autour de leur journal le groupe de l'Égalité firent lentement des recrues dans la partie la plus militante de la classe ouvrière.

Au mois de mars 1878, ils prirent part aux banquets anniversaires de la Commune et y firent voter des adresses aux socialistes étrangers. C'était donner à leur socialisme un caractère international qui répugnait au patriotisme des ouvriers français. Mais ces hardis propagandistes étonnaient par leur activité. Ils allaient dans les groupes apporter leurs doctrines, les commen-

taires des articles de leur journal. Dans l'Égalité, ils faisaient la critique de toutes les idées qui avaient été adoptées par les congrès ouvriers. Les leaders de ces congrès avaient condamné la grève comme une arme inutile, les socialistes de l'Égalité recommandèrent la grève comme le seul moyen de combat. En même temps ils s'efforçaient de détruire la foi ouvrière, dans la coopération, dans l'instruction professionnelle assurée par l'épargne. Ils recommandaient la candidature socialiste ouvrière, opposée à toutes les candidatures « bourgeoises », même radicales.

Cette prédication était nouvelle. Les prédicants étaient inconnus, éloquents, tenaces ; ils avaient une phraséologie savante que les ouvriers ne comprenaient pas très bien. On les écoutait avec une certaine curiosité. On n'allait pas à eux ; mais on ne se prononçait pas contre eux. Si dans ce moment il y eût eu dans la classe ouvrière un homme digne d'être opposé à M. Jules Guesde et capable de lui tenir tête en défendant les idées de réforme contre les idées de révolution, le prolétariat français serait sans doute orienté aujourd'hui dans une autre voie.

Mais tout conjurait pour les collectivistes. Ils étaient plus ardents, mieux armés pour la lutte : ils avaient un journal. Leurs adversaires n'en possédaient pas. Le Prolétaire, qu'ils se préparaient à faire paraître, aurait-il existé déjà que sans doute il n'aurait pas plus osé heurter de front l'Égalité que ses futurs rédacteurs n'osaient combattre résolument M. Guesde et consorts dans les groupes. C'est sur des questions incidentes que se manifestait l'opposition des deux partis, des collectivistes et des coopératistes. Ainsi M. Chabert soutenait l'inefficacité des grèves, mais il ne généralisait pas le débat. Il y avait contraste entre les premiers frères prêcheurs du socialisme allemand en 1878 et les

chefs du mouvement ouvrier réformiste. Il n'y avait pas conflit. Entre les deux groupes, la masse hésitait. On ne se prononçait pas. On accueillait bien M. Guesde et ses amis, mais on ne se ralliait pas à eux. Vers le milieu de 1878, les guesdistes n'avaient entraîné dans leur voie que six corporations, celles des mécaniciens, des menuisiers, des tailleurs, des mégissiers, des serruriers, des employés de commerce et une Société de consommation l'Égalitaire. C'était une bien petite force. Cette poignée de révolutionnaires domina la masse réformiste, s'imposa à elle, et, grâce à la connivence inconsciente du gouvernement, qui dans cette circonstance encore ne sut pas être libéral avec habileté, donna un caractère socialiste au congrès ouvrier de 1878 et fit glisser le parti ouvrier en pleine révolution.

Le premier meeting en plein air, celui de l'Esplanade des Invalides, qui fit tant de bruit, fut organisé par une Chambre syndicale de menuisiers. Un des groupes anarchistes les plus violents est un groupe de tailleurs : l'Aiguille. Une Chambre syndicale d'employés de commerce a été mêlée à l'organisation de quelques-uns des meetings tumultueux qui se sont tenus pendant l'hiver de 1885.

IX

Le Congrès de Lyon avait donné mandat aux Chambres syndicales de Paris d'organiser un Congrès international au mois d'août 1878, pendant l'Exposition. Quand on commença dans les groupes ouvriers à parler du Congrès international, un double courant contraire se dessina. Les socialistes révolutionnaires

purs voulaient donner au Congrès un programme exclusivement révolutionnaire ; les coopératistes des anciens congrès voulaient maintenir la tradition des premières assemblées ouvrières.

L'intransigeance des recrues socialistes faillit causer un déchirement. M. Guesde et ses amis eurent de grandes peines à amener leurs adhérents à composition. Ceux-ci, avec l'ardeur des néophytes, parlaient de laisser les coopératistes se réunir entre eux et d'ouvrir, en face de ce congrès, un autre congrès révolutionnaire. Cette lutte au berceau eût été meurtrière pour le parti. M. Guesde la prévint. Le programme des travaux du Congrès put contenter les deux fractions du prolétariat.

Cette première difficulté aplanie, il en surgit une autre beaucoup plus grave. La Préfecture de police fit avertir la commission d'organisation que la réunion du Congrès ne serait pas tolérée. Cette commission, où ne dominaient pas les révolutionnaires, ne voulut pas passer outre à l'interdiction. Elle arrêta ses travaux.

M. Jules Guesde et ses amis et les six Chambres syndicales adhérentes à son programme s'emparèrent du mandat que la commission d'organisation abandonnait. Ils préparèrent seuls le Congrès, reçurent avec solennité et comme représentants autorisés de la classe ouvrière française, les délégués des Trade's Unions d'Angleterre.

Cette énergique attitude de la minorité bravant le pouvoir fit une forte impression sur les groupes qui avaient renoncé à prendre part au Congrès, quand la police avait dit qu'elle en empêcherait la réunion.

Le 3 septembre 1878, le socialisme révolutionnaire remporta sur les idées pacifiques, de réforme, une grande victoire. Les

groupes résignés jusque-là à l'interdiction du Congrès demandèrent pour leurs délégués des cartes d'invitation chez M. Finance, au domicile duquel la minorité guesdiste avait décidé que les congressistes se réuniraient.

Particularité très importante : au nombre des groupes qui firent ainsi, en quelque sorte, amende honorable au socialisme révolutionnaire, qui se placèrent derrière son chef, M. Jules Guesde, figurait le groupe du Prolétaire, composé des anciens meneurs coopératistes.

Ainsi le socialisme révolutionnaire l'emportait par son audace ; lui qui n'avait jusqu'alors rallié qu'une infime minorité dans le prolétariat français, il prenait la tête du mouvement ouvrier. Le gouvernement compléta sans le vouloir la victoire des communistes.

Àla porte du domicile de M. Finance, rue des Entrepreneurs, à Grenelle, il posta des agents qui arrêtèrent les congressistes, le 4 septembre, au moment où ils allaient entrer chez leur hôte.

Trente-huit d'entre eux furent poursuivis devant la dixième chambre. Ils confièrent le soin de présenter leur défense collective à M. Jules Guesde.

Celui-ci fit un long discours, véritable manifeste du socialisme révolutionnaire, qui, en raison de la tribune exceptionnelle où il fut prononcé, eut un grand retentissement. Ce qui eût été presque inaperçu au Congrès fut remarqué à la barre du tribunal. Ce procès fut une « réclame » pour le socialisme révolutionnaire, une de ces réclames comme ses apôtres en souhaitaient, mais n'en croyaient pas obtenir.

M. Guesde et ses amis furent condamnés à la prison. Mais, condamnés, il furent les vainqueurs, car la classe ouvrière adopta leurs idées.

Ces infatigables propagandistes profitèrent de l'immense publicité qu'on venait de leur faire. Ils répandirent à plusieurs milliers d'exemplaires leur défense collective dans les ateliers, dans les chantiers. De Sainte-Pélagie, où on les avait enfermés, ils lancèrent un premier « appel aux prolétaires, aux paysans propriétaires et aux petits patrons », les invitant à se grouper en vue :

« 1 De mettre à la charge de la société les frais d'entretien, d'éducation et d'instruction intégrale et professionnelle de tous les enfants sans distinction ;

« 2 De reprendre à leurs détenteurs le sol et les instruments de travail, c'est-à-dire tout le capital, tant mobilier qu'immobilier, et de constituer ce capital social ou national en propriété sociale ou nationale, indivise et inaliénable. »

Àcet appel répondirent des adhésions nombreuses de Vienne, de Troyes, de Saint-Étienne, de Pontoise, d'Orléans, de Perpignan, de Marseille, de Cette, de Béziers, de Grenoble, de Limoges, de Puteaux, etc.

Le parti communiste ou collectiviste existait. Il ne lui manquait plus qu'un acte de naissance, qu'une pièce officielle qui constatât qu'il était venu au monde en France. Le Congrès national ouvrier de Marseille, en octobre 1879, fut cette constatation. Ce congrès est le premier où la classe ouvrière française se soit déclarée révolutionnaire.

X

Le congrès national ouvrier, tenu à Marseille, vota, par soixante-treize voix contre vingt-sept, la nécessité de la rentrée à la collectivité de tous les moyens de production et le recours pour accomplir cette appropriation à la force, c'est-à-dire à la révolution. Il adopta encore un projet d'organisation du parti des travailleurs socialistes. Il décida que le prolétariat entrerait dans les luttes électorales pour conquérir les pouvoirs municipaux et législatifs.

Àce parti nouveau il fallait un programme. Laisserait-on chaque groupe interpréter à sa manière les votes de Marseille ? Cette anarchie eût rendu les hérésies trop faciles et trop nombreuses.

M. Jules Guesde s'entretenait par correspondance avec M. Benoît Malon, alors réfugié en Suisse, avec M. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, avec un homme dont nous allons avoir bientôt à étudier le rôle, M. Paul Brousse, et directement avec ses amis de Paris de la nécessité de rédiger un programme unique, qui serait le programme national du parti socialiste français. Tous s'accordaient à désirer que ce programme fût élaboré. M. Guesde, en mai 1880, se décida à agir. Il se rendit à Londres pour conférer avec Karl Marx. Il passa deux jours auprès du célèbre socialiste dont il était le disciple et en France le continuateur. Marx réunit quatre ou cinq personnes marquantes du parti révolutionnaire pour travailler au programme que M. Guesde venait chercher. Il y eut des conférences auxquelles prirent part, avec Karl Marx, MM. Fr. Engels, Jules Guesde, Lafargue et Lombard.

M. Paul Brousse, qui était à Londres le familier de la maison de Marx, ne fut pas admis dans ces entretiens. Son amour-propre en souffrit.

Plus tard il devait faire sentir son dépit à M. Guesde en ameutant contre lui toutes les envies des socialistes, en l'expulsant du parti et en amendant le programme.

Voici le texte de ce document, tel qu'il fut arrêté par les cinq chefs socialistes :

PROGRAMME

Elaboré en conformité des décision du Congrès national tenu à Marseille du 20 au 31 octobre 1879, adopté au Congrès régional de la Fédération du Centre tenu à Paris du 18 au 25 juillet 1880, confirmé par le Congrès national tenu au Havre du 16 au 22 novembre 1880.

Considérant, Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains, sans distinction de sexe ni de race ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédit, etc.) ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir ;

1° La forme individuelle, qui n'a jamais existé à l'état de fait général, et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2° La forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste ;

Considérant,

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation ;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes :

A. — Partie politique.

1° Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout de la loi contre l'Association internationale des Travailleurs. — Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron et l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme ;

2° Suppression du budget des cultes et retour à la nation « des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses » (décret de la Commune du 2 avril

1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations ;

3° Suppression de la Dette publique ;

4° Abolition des armées permanentes et armement général du peuple ;

5° La Commune maîtresse de son administration et de sa police.

B. — Partie économique.

1. Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. — Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. — Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans ; et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à six heures ;

2. Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières ;

3. Minimum légal des salaires, déterminé, chaque y année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière ;

4. Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français,

5, Égalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes ;

6. Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société, représen-

tée par l'Etat et par la commune

7. Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides du travail ;

8. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers ;

9 Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionnée au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie ;

10, Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers ; suppression du droit usurper par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 27 avril 1871) ;

11. Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.), et l'exploitation de tous les ateliers de l'État confiée aux ouvriers qui y travaillent ;

12. Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3.000 fr. — Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20.000 francs.

Le programme rapporté de Londres fut envoyé aux Chambres syndicales et aux Cercles d'études sociales, qui l'étudièrent et le complétèrent même. Ainsi les groupes de Lyon ajoutèrent à l'article 2 de la partie politique relatif à la sécularisation des biens

des congrégations religieuses, le membre de phrase : y compris les annexes industrielles et commerciales de ces corporations. Au mois de juillet 1880, le Congrès de la Fédération du Centre, tenu à Paris, dans la salle de l'Alhambra, l'adopta. Au mois de novembre suivant, le quatrième Congrès national, tenu au Havre, ratifia le vote de la Fédération parisienne.

Le programme rédigé par Marx, Engels, Guesde, Lafargue, Lombard devint le programme officiel, imposé à tous les candidats du parti socialiste révolutionnaire.

On vit, cependant, à l'occasion de ce programme, poindre dans la classe ouvrière française le petit schisme anarchiste. À Paris, comme au Havre, certains citoyens prêchèrent l'abstention électorale et l'action révolutionnaire.

Un autre fait important marqua le Congrès ouvrier national du Havre. Il y eut rupture complète entre les révolutionnaires et les débris du parti coopératiste, restés fidèles aux traditions progressistes du Congrès de 1876 et de 1878, et qui répudiaient la politique violente inaugurée à Marseille en 1879. On vit le Congrès du Havre se scinder en deux assemblées. Les collectivistes et les anarchistes sortirent avec éclat de la salle où se tenaient les organisateurs coopératistes du Congrès. Ils allèrent dans un autre local. C'est donc entre eux que les révolutionnaires, collectivistes et anarchistes examinèrent et adoptèrent le programme de Londres, l'œuvre de M. Jules Guesde qui put, après le vote, se considérer comme le Père du socialisme en France. Ne venait-il pas de lui donner son Credo ?

Un autre Congrès ouvrier conservateur s'est tenu en 1882, croyons-nous, à Saint-Mandé. Mais il n'a pas eu d'importance.

Les militants de la classe ouvrière sont tous passés à la révolution.

XI

Nous avons vu M. Jules Guesde prendre, en quatre années, une place prépondérante dans le parti ouvrier français. En 1876 et 1877, il vient enseigner le socialisme aux ouvriers et aux jeunes bourgeois révolutionnaires du quartier Latin. En 1878, il trouve des ouvriers pour faire une brutale proposition collectiviste au Congrès coopératiste et conservateur de Lyon. Dans la même année il prononce, devant la dixième chambre, le manifeste du parti ouvrier. En 1879, les idées qu'il propageait depuis deux ans et demi sont adoptées officiellement au Congrès de Marseille par les délégués de la classe ouvrière. En 1880, c'est un programme rédigé par lui, présenté par lui, qui est adopté comme programme officiel.

En 1880, le parti ouvrier, c'était M. Jules Guesde. Il l'eût mené où il aurait voulu. Il en était le théoricien, l'orateur, le polémiste, le fondateur.

L'année suivante il s'y trouva en minorité.

Comme Karl Marx s'était heurté à Bakounine dans l'Internationale, M. Jules Guesde se heurta, dans le parti ouvrier, à M. Paul Brousse.

M. Paul Brousse et M. Jules Guesde se connaissaient depuis longtemps. M. Brousse, né à Montpellier, l'avait fréquenté dans les bureaux des Droits de l'Homme, en 1870 et 1871, pendant que

M. Guesde en était le rédacteur en chef. Il avait même contribué aux frais de ce journal. En ce temps, c'était un étudiant frondeur, républicain radical, ami du peuple, ambitieux comme on l'est à cet âge. Il faisait des conférences dans les faubourgs. Enfin il se remuait. En 1871 ou 1872, M. Brousse fut condamné, pour un petit délit de presse, à trois mois de prison. Avant qu'on l'incarcérât, il s'enfuit en Espagne. Là il tomba dans les sections anarchistes de l'Internationale alliées à Bakounine. Il prit, dans ce milieu, son premier bain révolutionnaire complet. D'Espagne il vint en Suisse, où il rencontra Bakounine. L'ambitieux ennemi de Karl Marx enrôla sous sa bannière le jeune étudiant de Montpellier.

Àpartir de ce moment, MM. Brousse et Guesde cessèrent de se voir et même de correspondre, chacun tirant de son côté : M. Brousse s'enfonçant de plus en plus dans l'anarchisme, rédigeant des brochures et des journaux anarchistes, créant des sections anarchistes en Italie ; M. Guesde, au contraire, restant fidèle à ses idées et à son tempérament autoritaire.

Quand l'Égalité parut à Paris et commença sa campagne collectiviste, M. Brousse en attaqua vivement les fondateurs dans une petite feuille révolutionnaire suisse : l'Avant-Garde. Il les accusa d'ambition personnelle, et leur reprocha d'être seulement des chercheurs de candidature. Quelques mois plus tôt, au Congrès international de Gand, M. Paul Brousse s'était prononcé contre le collectivisme avec violence.

En 1879, il fut condamné, en Suisse, à quelques mois de prison pour excitation au régicide. Au sujet de cette condamnation, M. Jules Guesde publia dans le Citoyen, où il écrivait alors, une note élogieuse pour son ancien ami. Une réconciliation s'ensuivit.

Elle fut d'autant plus facile que M. Brousse avait renoncé à ses idées anarchistes. Après sa condamnation il s'était rendu à Londres, où il avait été accueilli par Karl Marx. Il avait pris part aux entretiens, par correspondance, où fut préparé, au commencement de 1880, le programme officiel du parti ouvrier. Quand M. Guesde vint conférer avec Marx pour terminer ce programme, M. Brousse fut écarté de leurs conférences. Il dut en être gravement offensé. Cependant les relations continuèrent à être excellentes entre les deux anciens amis. M. Brousse, en juillet 1880, entra à l'Égalité en même temps qu'au Prolétaire. Il engagea un peu d'argent dans l'entreprise de ce dernier journal.

Sa position fortunée dans un parti où il n'y a guère que des pauvres, sa longue proscription volontaire, sa liaison avec tous les chefs révolutionnaires étrangers qu'il avait connus et dont il parlait avec un ton d'égalité, donnèrent à M. Paul Brousse une certaine importance dans les groupes ouvriers. Il reconnut bien vite que M. Guesde, justement à cause de la domination qu'il exerçait sur le parti, y avait excité contre lui des jalousies et des défiances. M. Brousse attisa adroitement ce feu. Il irrita les jeunes bourgeois ralliés à la révolution contre l'homme qui se croyait leur chef, qui prétendait penser pour eux et seulement les faire agir, qui les réduisait au rôle de lieutenants sous ses ordres. L'ancien bakouninien reparaissait en M. Brousse, qui soutenait que chacun devait être libre de se mouvoir dans la révolution et qu'une forte direction y était inutile. Toute cette propagande antiguesdiste se faisait en silence, avec une très grande habileté. M. Brousse minait son adversaire et ne l'attaquait pas. Il rendait hommage à son talent, mais « parmi ceux qu'il voulait tenir sous lui, il y avait d'autres hommes qui, peut-être, le valaient bien », etc... Les guesdistes ne connurent pas, jusqu'à la fin de

1880, la campagne menée contre leur chef par M. Brousse ni les germes de division semés dans le parti par l'ancien anarchiste.

C'est au commencement de 1881 qu'ils découvrirent le danger. Déjà il était grand, d'autant plus grand que M. Jules Guesde, par son intransigeance, avait froissé d'anciens amis à lui et préparé à M. Brousse des alliés.

Au mois d'octobre 1880, parut, à Lyon, un journal quotidien, l'Émancipation sociale, organe du parti ouvrier. Il vécut à peine deux mois. M. Guesde s'y trouva le collaborateur de M. Benoît Malon, qu'il avait connu en Suisse et qui avait été son collaborateur à l'Égalité. M. Benoît Malon est un homme fort instruit, sincère en ses opinions, ami de la liberté, tolérant, conciliant même. Personne n'est moins intransigeant que lui. À l'Émancipation, il aurait fait une campagne collectiviste, mais il eût aussi gardé certains ménagements, sinon pour les ennemis déclarés, au moins pour les « douteux », pour ceux dont on pouvait espérer la conversion. M. Guesde se fit dans les bureaux du journal le chien de garde de la pure doctrine absolue. Sous son influence, contre l'humeur de M. Benoît Malon, l'Émancipation fut un journal violent, agressif, intransigeant. M. Benoît Malon se trouva offensé de s'être laissé dominer par un homme plus jeune que lui. Quand il revint à Paris, il était mal disposé contre M. Guesde. Il arriva au milieu de l'intrigue de M. Brousse et, involontairement peut-être, il s'y mêla, reprochant à M. J. Guesde son « autoritarisme ».

Le bruit que M. Guesde aspirait à la dictature commença à courir dans les groupes et dans les cercles d'études sociales. On prit de la défiance contre l'accusé. Les anciens meneurs coopératistes, qui s'étaient à contre-cœur ralliés au collectivisme, mais

qui tenaient rancune à M. Jules Guesde de leur avoir pris leur troupe et qui étaient heureux d'avoir leur revanche, se joignirent à ses adversaires. Bientôt tout le terrain fut miné sous ses pieds. Il ne garda que quelques amis, ceux de la première heure, que l'intrigue des autres ne put pas lui enlever.

Les rédacteurs de l'Émancipation de Lyon, en publiant leur journal, avaient pris l'engagement collectif de n'être pas candidats aux prochaines élections. Fondée en octobre, l'Émancipation tomba en décembre 1880. Or, au mois d'août 1881, M. Jules Guesde accepta d'être candidat à Roubaix.

Ce fut le signal de la guerre. Les envies, les rancunes firent explosion.

Le Prolétaire dénonça M. Guesde comme infidèle à sa parole d'honneur. Celui-ci répondit qu'il avait été délié de l'engagement le jour où l'Émancipation avait cessé de paraître ; que, d'ailleurs, « il appartenait au parti » et qu'il n'avait pas pu « se refuser » aux révolutionnaires de Roubaix.

De part et d'autre la bonne foi ou la mauvaise foi était égale. M. Guesde demeura candidat et ne fut pas élu. L'hostilité du Prolétaire ne lui retira pas sans doute une seule voix.

Ce qui est important dans cette escarmouche, c'est qu'elle marque le commencement des hostilités directes entre M. Brousse et M. Guesde dans le parti ouvrier.

Jusqu'à la fin de l'année 1881, les deux partis s'observèrent. Ils eurent un engagement sérieux au Congrès de Reims. Mais la paix apparente survécut encore à ce Congrès.

Au Congrès national de Reims (octobre-novembre 1881), quarante-quatre délégués représentaient environ cent cinquante Chambres syndicales. MM. Malon et Brousse proposèrent l'institution d'un comité national siégeant à Paris.

La manœuvre était habile. À l'autorité morale de M. Guesde, à laquelle le parti avait été soumis depuis sa fondation, elle substituait une autorité régulière, constituée, où tous les ambitieux pourraient avoir leur part. Par trente-six voix contre cinq, deux abstentions et un bulletin nul, le Comité national fut institué. Ce vote mettait fin à la suprématie de M. Jules Guesde. D'un dictateur moral qu'il avait été jusqu'alors, elle en faisait un simple membre du Comité dont les propositions devraient être soumises à une majorité composée de ses ennemis.

Il aurait été sage de se borner à ligotter ainsi M. Guesde, à arracher le parti à son arbitraire puisqu'on avait peur de lui. Mais M. Brousse, qui n'avait pas été admis à discuter le programme avec Karl Marx et M. Guesde, à Londres, en mai 1880, avait une répugnance personnelle pour ce programme. Il voulait y toucher, y introduire des changements pour qu'il ne fût pas l'œuvre de son adversaire seul.

Depuis qu'il avait entrepris de précipiter M. Guesde de la première place, M. Brousse n'avait pas manqué de se faire contre lui une arme de l'absolutisme du programme du Havre. Il avait, flattant les goûts d'indépendance de chacun, soutenu qu'il serait plus rationnel de laisser les groupes d'une même localité s'entendre entre eux pour présenter les idées du programme sous la forme la plus propre à rallier au parti les indécis.

Les élections de 1881 fournirent au Congrès de Reims un argument à M. Brousse. Au 21 août, le programme du parti n'avait pas rallié dans toute la France 60.000 voix. Les adversaires de M. Guesde pouvaient dire à bon droit : « Le programme est mauvais puisque, au lieu de nous donner des électeurs, il nous en fait perdre. »

C'est ce qu'ils dirent quand ils proposèrent « l'élargissement du programme ». M. Guesde se démena en vain pour défendre son œuvre et celle de Marx. Il y avait contre lui dans le Congrès d'invincibles préventions. On le vit bien quand il demanda au moins que le programme du Havre fût maintenu jusqu'au prochain Congrès national et, qu'en attendant, les Fédérations régionales fussent consultées sur les changements à y introduire.

Cette proposition fut repoussée à l'unanimité moins quatre voix.

Mais MM. Brousse, Malon, Joffrin, etc. l'ayant représentée, elle fut votée à l'unanimité.

Il semble donc qu'il y ait eu au Congrès de Reims un mot d'ordre de ne rien accepter qui émanât de l'initiative de M. Guesde. C'était la revanche des asservis contre celui qui les avait menés ; M. Guesde, marxiste, tombant dans le parti ouvrier sous l'effort sourd et continu de M. Brousse, bakouninien, c'est le recommencement de l'histoire de l'Internationale. Mêmes accusations de dictature d'une part ; de l'autre, même ambition dissimulée sous des prétextes libéraux, mêmes doctrines en présence. Autres hommes seulement et rôles renversés : le marxiste Guesde ardent comme était Bakounine ; le bakouninien Brousse politique, calculateur, comme avait été Karl Marx.

« Art. 1. — Pour servir de lien entre les régions fédérales ouvrières, dont l'ensemble forme le parti ouvrier ou des travailleurs, un Comité national sera formé par les intéressés.

« Son siège provisoire sera à Paris et pourra toujours être changé par les adhérents.

« Art. 2. — Le mandat de ce Comité est fixé comme suit :

« a. Exécution des décisions prises par les Congrès nationaux ;

« b. Communications de tous genres ; correspondance, dans le parti, avec les Fédérations régionales ouvrières ; hors du parti, avec tous les groupes socialistes, nationaux ou étrangers, constitués en vue de l'abolition du salariat ;

« c. Statistique générale du parti.

« Art. 3. — Le Comité rendra compte de son mandat à la tenue de chaque Congrès national.

« Art. 4. — Le Comité est formé à raison de cinq délégués choisis et toujours révocables, par chaque région fédérale ouvrière.

« Un délégué ne pourra représenter qu'une seule Fédération.

« La durée du mandat de chaque délégué est fixée a un an.

« En cas de contestation sur un mandat par une Fédération, les Fédérations seront consultées et décideront.

« Art. 5. — Chaque Fédération régionale ouvrière reste toujours autonome pour ses affaires privées et les moyens d'action locaux.

« Les décisions d'intérêt général sont soumises à chaque Fédération ouvrière.

« Art. 6. — Le Comité ne pourra entraver sous aucune forme les rapports des Fédérations et des groupes entre eux. »

XII

Après le Congrès de Reims, la discorde fut dans le parti ouvrier. Mais, officiellement, il resta encore uni pendant quelque temps.

M. Guesde, qui avait été opposé à l'institution du Comité national, y entra, avec quatre de ses amis, comme représentant de la fédération du Nord. Dans le Comité, il se trouva en présence d'une forte majorité hostile, mais dont l'hostilité n'était pas déclarée. On se voyait encore, on se serrait la main, « on n'était pas d'accord sur les questions de tactique, mais on s'entendait bien sur le fond, etc… »

Au mois de décembre 1881, quand M. Guesde fit reparaître l'Égalité, avec MM. Deville, Lafargue et Massard, le Prolétaire « souhaita la bienvenue au nouveau journal socialiste ». L'Égalité remercia en bons termes.

Cet échange de politesse précéda à peine de huit jours la rupture éclatante à laquelle devait fatalement aboutir le conflit latent entre MM. Brousse et Guesde.

Le 18 décembre 1881 il y eut, à Montmartre, une élection municipale. M. Joffrin, membre du Comité national, était candidat des groupes du XVIII arrondissement, adhérents au parti ou-

vrier. L'Égalité ne combattit pas la candidature de M. Joffrin, mais elle ne la soutint pas. Pourquoi ? Parce que M. Joffrin avait substitué aux considérants du « programme officiel » les considérants de l'Internationale, augmentés de considérants nouveaux, et parce qu'il avait modifié le programme lui-même en trois points importants.

Les considérants du programme de M. Joffrin étaient révolutionnaires, avec une ambiguïté cependant. Ils ne disaient pas aussi clairement que les considérants officiels si, après la révolution, la propriété serait collective ou resterait individuelle.

Dans le programme proprement dit, M. Joffrin avait supprimé l'article du Havre qui demandait « la fixation du minimum des salaires d'après le prix local des denrées », et l'article qui demandait « l'abolition de l'héritage au-dessus de 20.000 francs ».

L'article portant « réduction à huit heures de la journée de travail » avait été amendé et disait seulement : « fixation légale de la journée de travail ». Enfin, M. Joffrin avait signé : candidat ouvrier, et non pas candidat du parti ouvrier.

Après l'élection, les cinq représentants de la Fédération du Nord au Comité national, MM. Bazin, Gabriel Deville, Gardrat, Jules Guesde, Josselin, demandèrent que le Comité blâmât l'indiscipline des groupes de Montmartre, qui avaient substitué un programme au programme officiel. À la majorité de tous les membres, contre les cinq délégués du Nord, le Comité approuva la conduite des groupes de Montmartre.

En même temps, une polémique éclatait entre l'Égalité et le Prolétaire. Les hommes de l'Égalité furent traités d'autoritaires, de marxistes ; dans la réplique, ils eurent la mauvaise inspiration

de vouloir flétrir leurs adversaires en les appelant possibilistes. Cette épigramme malheureuse, car vraiment il faudrait être peu raisonnable pour n'être pas possibiliste, aussi bien en économie sociale qu'en tout autre ordre d'idées, fut inspirée à l'Égalité par une phrase du Prolétaire : « Nous voulons fractionner notre but, avait dit ce journal, jusqu'à le rendre possible ». D'où le mot possibilistes, qui fut inventé au mois de janvier 1882, et qui fut et qui est resté la plus grave injure qu'un guesdiste puisse adresser à un ennemi Quand un guesdiste vous appelle possibiliste, c'est aussi sérieux que lorsqu'un cocher de fiacre appelle un de ses collègues Collignon.

Le Prolétaire, où la résolution d'expulser M. Guesde du parti paraît avoir été dès longtemps arrêtée, prit prétexte de la polémique de l'Égalité pour la citer devant l'Union fédérative du Centre.

On reconnaît dans ce coup la main du madré Brousse.

Les rédacteurs du Prolétaire faisaient tous partie de l'Union fédérative du Centre (Comité fédéral des groupes parisiens). C'était donc devant eux qu'ils citaient leurs ennemis à comparaître.

La constitution du parti ouvrier eût permis à l'Égalité d'en appeler au Comité national du jugement rendu par l'Union du Centre. Mais tous les rédacteurs du Prolétaire faisaient partie du Comité national. Il n'y avait même qu'eux qui en fissent partie : le Comité national, c'était le Prolétaire.

L'Égalité fut exclue de l'Union fédérative du Centre ; elle ne donna pas à ses ennemis la joie de la juger une seconde fois en allant en appel. Les membres guesdistes du Comité national envoyèrent leur démission à la Fédération du Nord, qu'ils représen-

taient. Enfin, ils organisèrent à Paris, contre l'Union fédérative du Centre, une fédération nouvelle, la Fédération du Centre, à laquelle se rallièrent à la fin de cette longue crise tous les groupes guesdistes de Paris.

M. Guesde, qui avait créé le parti ouvrier en 1879 et 1880, y était donc traité en suspect en 1881. En 1883, on l'en chassa solennellement

L'exécution se fit au Congrès de Saint-Étienne au mois de septembre 1882. Les adversaires de M. Guesde prirent pour s'assurer le triomphe de grandes précautions. Comme s'ils craignaient un retour de fidélité du parti vers son fondateur, à la veille du Congrès, ils changèrent le mode de votation. Jusqu'alors on avait, dans les congrès ouvriers, voté par délégué. Au Congrès de Saint-Étienne, on vota par groupe. À chaque délégué, autant de voix qu'il représentait de groupes.

Les « possibilistes », pour profiter de ce nouveau règlement, firent la chasse aux mandats. Ils écrivirent à tous les groupes trop pauvres pour payer l'envoi d'un délégué, leur demandant de mandater un membre d'un autre groupe. Il y eut même des mandats en blanc qu'on se partagea entre antiguesdistes à la veille de l'ouverture du Congrès.

Pour appuyer l'attaque contre M. Jules Guesde, on alla chercher M. Clovis Hugues, député de Marseille. Comme si toutes ces précautions ne suffisaient pas, on refusa satisfaction à M. Guesde quand il demanda, au Congrès de Saint-Étienne que, dans l'examen du conflit pendant entre l'Union fédérative, le Comité national d'une part et la Fédération du Centre de l'autre part, les membres du Comité et de ces deux fédérations, fussent récusés.

Le parti pris de condamner les guesdistes était bien évident, puisque leurs accusateurs restaient leurs juges. On en eut une autre preuve lorsqu'on rejeta la proposition guesdiste d'accorder « même temps de parole, et dans la même séance, aux deux parties en présence. »

Les guesdistes se retirèrent alors du Congrès et allèrent tenir un Congrès rival à Roanne. Les ennemis des révolutionnaires eurent le plaisir de voir « les possibilistes » exclure les guesdistes du parti, et les guesdistes prononcer la dissolution du Comité national, l'exclusion du parti de toutes les Chambres syndicales et groupes qui resteraient en communication avec ce Comité, etc.

La coupure, secrètement désirée par beaucoup de sous-officiers de l'armée socialiste, impatients de la discipline de M. Guesde, et préparée si longuement par M. Paul Brousse était faite.

Voici le texte in extenso du programme de M. Joffrin, à Montmartre, C'est sur ce programme que la scission éclata entre les guesdistes et les possibilistes.

PROGRAMME GÉNÉRAL

Considérant,

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes devoirs ;

Que l'assujettisement du travailleur au détenteur du capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national ; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leurs concours théorique et pratique ;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux du monde entier, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans de vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés ;

Par ces raisons.

Le Parti ouvrier socialiste dans le XVIII arrondissement déclare :

1. Que le but qu'il poursuit est l'émancipation complète, non pas seulement de la classe salariée, mais aussi de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de couleur et de nationalité ;

2. Que cette émancipation ne sera complète que lorsque les moyens de production seront mis par la société à la disposition

de tous et que « chacun donnant selon sa force recevra suivant ses besoins ; »

3. Que pour atteindre à cette émancipation, il est nécessaire de former, sur le terrain de la séparation des classes, en face de la coalition des partis bourgeois, la somme des forces ouvrières ;

4. Qu'il y a lieu pour lui de réaliser comme moyens, la conquête des pouvoirs politiques et administratifs détenus comme instruments de règne parla bourgeoisie, et de les mettre au service du prolétariat ;

5. Qu'en présence des continuelles fins de non-recevoir opposées par la bourgeoisie à toutes les demandes de réformes, formulées par la classe ouvrière, il est résolu à poursuivre par tous les moyens l'œuvre de son émancipation.

PROGRAMME ÉLECTORAL

Partie politique.

La Commune rendue maîtresse de son administration, de sa police, de sa justice, de son armée :

1. Droit de nomination des maires et adjoints enlevé au gouvernement et élection d'une administration municipale parla Commune ;

2. Rémunération des fonctions de conseiller communal et de toutes celles établies par la Commune ; cette rémunération étant basée sur le taux moyen des salaires ouvriers ;

3. Ratification des délibérations prises en Conseil, non plus par les agents du pouvoir, mais dans les cas importants, comme

celui du budget par exemple, par le vote populaire ;

4. Droit d'initiative législatif donné en matière communale aux citoyens, et obligation pour le Conseil communal de discuter, dans un délai déterminé, les projets qui lui seront soumis avec la signature de dix mille citoyens ;

5. Publicités des séances. — Publication d'un bulletin officiel communal. — Affichage des décisions prises en conseil ;

6. Droit de vote et droit à l'éligibilité rendus aux femmes dans la Commune ;

7. Introduction en matière judicaire des principes de l'arbitrage et des jurys élus par les électeurs de la Commune ;

8. Armement dans la Commune de tous les citoyens. Désarmement et licenciement des troupes de police ;

9. Droit de révocabilité du mandataire confié au comité qui a soutenu sa candidature ;

10. Liberté de coalition et d'entente entre les différentes communes ;

11. Mandat donné à chaque conseiller municipal de voter contre toute candidature de délégué sénatorial.

Partie économique.

La Commune maîtresse de ses services publics :

1. Transformation en services publics communaux (ou départementaux) des monopoles des grandes Compagnies (omnibus,

tramways, eaux, gaz, etc.), tous ces services devant fonctionner désormais, sinon gratuitement, au moins à prix de revient ;

2. Etablissement par la Commune d'industries municipales, pour qu'en vertu de leur droit à l'existence, les travailleurs mis à pied par les crises, les grèves et les transformations de l'outillage, reçoivent du travail et que la Commune s'achemine ainsi du régime de la propriété privée au régime de la propriété publique :

3. Enseignement intégral gratuit de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la commune, jusqu'au jour où l'Etat consentirait à prendre dans ses dépenses la part qui lui revient ;

4. Création de greniers, minoteries, boulangeries, constructions de maisons salubres, le tout à titre municipal, pour combattre les spéculateurs au profit des travailleurs, dont le coût d'entretien de la force de travail baisserait par suite de la vente et de la location faites à prix de revient ;

5. Généralisation du service de statistique communale ;

6. Réorganisation des services d'hygiène médicale et pharmaceutique ;

7. Organisation par la Commune de son assistance et des différents services de la sécurité publique.

La Commune maîtresse d'intervenir dans les questions de travail :

1. Par des lois de garantie ;

2. Par des mesures tendant à ce que le travail des prisons ne fasse plus concurrence au travail libre ;

3. Par les secours donnés, en cas de grève, aux ouvriers grévistes contre les patrons.

La Commune maîtresse absolue de son budget ;

1. Suppression du budget des cultes ;

2. Cessation des aliénations des biens communaux et retour à la Société de ceux déjà aliénés ;

3. Suppression des octrois et remplacement de tous impôts (directs et indirects) par un impôt unique payé à la nation par la Commune, et perçu par celle-ci sous la forme d'un impôt fermement progressif frappant tous les revenus qui dépassent trois mille francs.

Le candidat accepte le mandat impératif ; remet sa démission en blanc à la disposition de son parti ; et s'engage à rendre compte de son mandat à ses électeurs une fois par session.

XIII

Dans le partage du parti qui se fit entre M. Guesde et ses rivaux du Comité national, après la rupture de Saint-Étienne, M. Guesde fut le moins bien loti, en apparence.

Le nombre l'abandonna. Il perdit Paris. Il perdit la région de l'Est. Il garda le Nord, Lyon et quelques villes de la région lyonnaise. Ceux qui lui restèrent fidèles furent les révolutionnaires de la veille, les combattants de la première heure, les lutteurs de 1877 et de 1878. Les néophytes, qui n'avaient pas le tempérament révolutionnaire, qui avaient été coopératistes à l'époque du pre-

mier Congrès, et qui avaient été entraînés au collectivisme beaucoup plus qu'ils n'y étaient venus ; ces convertis, peu convaincus, à coup sûr point sectaires, virent dans l'éviction de M. Guesde une réaction non point seulement libertaire mais anti-révolutionnaire. Leur instinct individualiste éloignait de M. Guesde les prolétaires, surtout les prolétaires parisiens, dont nous avons vu l'esprit conservateur s'affirmer en tant de circonstances. Ils suivirent ses adversaires avec le secret espoir qu'un schisme doctrinal suivrait les dissentiments personnels. Si M. Paul Brousse, au lieu d'être un homme d'intrigue, un politicien de couloirs, avait été un homme d'audace, il aurait pu fonder, en face du parti ouvrier selon la doctrine allemande, un parti ouvrier selon le tempérament français, un parti ouvrier qui aurait poursuivi non pas l'abolition de la propriété individuelle, mais la réalisation des articles immédiatement réalisables du programme.

Le prolétariat aurait suivi M. Brousse ou tout autre dans cette voie, et celui qui aurait osé prendre l'initiative de la répudiation du collectivisme, celui-là aurait été bien vite un homme considérable. Mais personne n'osa. Les guesdistes et les possibilistes passèrent deux ans à se disputer dans les journaux, à s'injurier, à s'excommunier. Les querelles de personnes seules les occupèrent. Les uns et les autres se prétendaient dépositaires de la vraie doctrine révolutionnaire. Et tous avaient raison, car entre les deux fractions il n'existait aucune différence fondamentale.

Des possibilistes se présentèrent aux élections avec le programme du Havre et furent soutenus par les guesdistes.

Le parti ouvrier, fondé par M. Jules Guesde, échappa donc à la direction personnelle de son fondateur, mais n'échappa point à sa tutelle spirituelle. C'est l'esprit marxiste, l'esprit allemand qui

continua de l'inspirer. Aujourd'hui, guesdistes et possibilistes sont tous également collectivistes. Les masses ouvrières, qui n'ont jamais très bien compris les causes des disputes de leurs meneurs et qui se sont indignées contre M. Guesde par haine de l'autoritarisme, sont unies aujourd'hui dans la même pensée, vers le même but. Si les chefs pouvaient se donner la main, l'union serait parfaite dans le parti ouvrier.

Après l'expulsion des guesdistes, le personnel dirigeant se divisa comme la masse entre M. Guesde et le Comité national.

Le gendre de Karl Marx, M. Paul Lafargue, un écrivain et un orateur savant, mais un peu diffus, et M. Gabriel Deville, dont nous avons déjà parlé, restèrent fidèles à M. Guesde. Ces trois hommes constituent certainement l'élite du parti. Ils sont (M. Benoît Malon mis à part) les plus instruits des socialistes.

Les possibilistes ont un lot de tribuns dont la presse est injuste de ne pas reconnaître la valeur. Par exemple, M. Eug. Fournière, M. Brousse, M. Chabert, M. J.-B. Clément, M. John Labusquière connaissent bien la tribune. Chacun y apporte un tempéramment spécial : M. Brousse, sa nature étudiée, sa dialectique subtile ; M. Fournière, une grande clarté d'expression ; M. J. Labusquière et M. Clément, de la grosse éloquence à l'usage des foules. Si l'on veut ajouter des noms à ces noms, on peut citer M. Joffrin, M. Allemane, M L. Rouzade, M. J.-B. Dumay. Et ce sera tout. On a vu à la tribune d'autres orateurs, mais ou ils s'y trouvaient par hasard, ou ils auraient bien mieux fait de ne pas y monter.

Nous avons fait connaître succinctement l'organisation du parti ouvrier. Cette organisation fonctionne toujours. Elle a beaucoup perdu de sa puissance depuis les retentissantes disputes de

M. Guesde et des possibilistes. On peut dire que l'effet de ces disputes a été d'anarchiser le parti ouvrier. Les groupes y sont autonomes. Les Unions fédératives et le Comité national n'ont que très peu d'autorité. Il est vrai que leurs statuts ne leur accordent pas un grand pouvoir. On a vu plus haut la résolution organique du Comité national. Ce Comité centralise la correspondance, organise des conférences, dresse les statistiques du parti, prépare les Congrès nationaux et internationaux, rédige les manifestes au nom du parti, constitue un tribunal suprême d'arbitrage et forme un comité consultatif dont relèvent les députés ouvriers qui veulent bien recevoir ses consultations.

Le Comité national sert de lien aux six Fédérations. Chaque Fédération régionale a son Comité fédéral dont voici la constitution modèle :

1 Le Comité fédéral est le comité exécutif de l'Union fédérative ; il est formé des délégués des groupes adhérents, à raison d'un délégué par groupe et d'un suppléant ;

2 Il se divise en autant de commissions que ses travaux l'exigent ;

3 Le Comité fédéral se réunit une fois par semaine ;

4 Lorsqu'un délégué aura manqué à trois séances consécutives, avis en sera donné officiellement au groupe qu'il représente ;

5 Le bureau du Comité fédéral se compose d'un secrétaire et de son adjoint, d'un trésorier et de son adjoint ;

6 Ils sont élus pour six mois, toujours révocables et rééligibles ;

7 Les appointements du secrétaire sont fixés à..... par mois ; ceux du trésorier à..... par mois) ;

Le payement pourra être effectué par quinzaine.

8 Le secrétaire est chargé de la correspondance, de la rédaction des procès-verbaux et de tout ce qui concerne l'organisation et les travaux du Comité fédéral ;

9 Le trésorier est chargé de la comptabilité des recettes et des dépenses du Comité fédéral ;

10 À chaque séance, le trésorier devra présenter la situation financière ;

11 Les comptes du trésorier seront contrôlés par une commission de trois membres, nommés pour six mois, toujours révocables et rééligibles ;

12 La commission de contrôle doit :

1. Vérifier les comptes du trésorier au moins deux fois par mois ;

2. Contrôler l'état de la caisse ;

13 Elle délègue à cet effet un de ses membres, qui signera en marge du livre de caisse, ce qui attestera de l'exécution de son mandat ;

14 En cas de non exécution de son mandat, la commission de contrôle sera révoquée par le Comité fédéral ;

15 Le président est désigné à chaque séance par ordre d'inscription ;

16 Les travaux du Comité ont lieu dans l'ordre suivant :

1. Appel des groupes ;

2. Lecture du procès-verbal ;

3. Lecture de la correspondance ;

4. Situation financière ;

5. Discussion et vote sur les questions à l'ordre du jour ;

6. Communications diverses ;

17 Les votes se font à main levée, sauf le cas où le vote par appel des groupes aura été demandé et accepté ;

18 Les délégués ont seuls droit de vote. Tout membre d'un groupe, adhérent de l'Union fédérative, a droit de parole sur les questions en discussion, mais il ne peut déposer de proposition ;

19 Toutes les propositions devront être déposées au nom d'un groupe adhérent. Une première discussion aura lieu pour la prise en considération. Si la prise en considération est prononcée sur une proposition, celle-ci sera renvoyée à l'étude des groupes, et le vote aura lieu sans discussion à la séance suivante :

20 Toutefois, quand les propositions n'auront pas été étudiées suffisamment par les groupes, le vote pourra être ajourné à huitaine ;

21 Seules, les propositions ayant un caractère administratif pourront être discutées et soumises au vote dans la séance de leur présentation ;

22 Toute proposition doit être déposée par écrit, sauf urgence reconnue par le Comité ; toute proposition non prise en considération ou repoussée une première fois ne pourra être représentée à nouveau avant un délai de trois mois ;

23 Toutes les propositions ne seront adoptées qu'à la majorité des groupes représentés ;

24 Les décisions financières et administratives prises par les deux tiers des groupes représentés seront applicables et exigibles à toutes les sociétés adhérentes ;

25 Le présent règlement pourra toujours être modifié sur la proposition d'un groupe.

Les Groupes que relient entre eux les Unions fédératives ou Fédérations régionales sont ou des Chambres syndicales ou des Cercles d'études sociales.

M. Benoît Malon, dans le Nouveau Parti, a donné deux modèles de « constitution » de groupes. Nous lui empruntons ces deux documents.

STATUTS DU GROUPE DU XV ARRONDISSEMENT

Le Groupe, considérant :

Que l'étude des questions économiques et sociales, en donnant aux travailleurs conscience de leurs droits et devoirs, et en les faisant participer à la découverte et à l'éclaircissement des lois qui régissent l'humanité, est le principal moyen de détruire le paupérisme et de les conduire à leur émancipation ;

Que l'action politique qui a actuellement une si grande (quoique si funeste part) dans notre organisation sociale, doit être employée comme terrain le plus propice pour lutter contre les hommes et les choses de notre société encore plongée dans la barbarie ;

Que l'appropriation individuelle des sols, sous-sol, matières premières, instruments de travail et en général de tous les moyens de production, est la cause des douleurs de l'humanité, en constituant deux classes dans son sein : l'une d'exploiteurs, l'autre d'exploités ; que la classe des exploiteurs ne pourra jamais céder volontairement, en faveur des exploités, les privilèges dont elle jouit ;

Considérant d'autre part :

Que toutes les entités religieuses sont contraires aux données de la science ;

Les membres du Groupe d'études et d'action politique et sociale du XV arrondissement de Paris déclarent :

Qu'ils poursuivront la théorie de l'Égalité sociale par l'étude de toutes les questions économiques et par le groupement des travailleurs sous toutes les formes que la science indique comme devant mener à ce but ;

Qu'ils prendront part aux Congrès ouvriers et aux élections politiques, ainsi qu'à toutes les manifestations ayant pour but l'affranchissement des producteurs ;

Qu'ils répudient toutes les religions prétendues révélées pour ne poursuivre que le principe de la solidarité humaine.

Ils déclarent en outre se rallier au parti ouvrier socialiste révolutionnaire français et à l'Union fédérative du Centre.

STATUTS

Art. 1. — Il est formé par tous ceux qui adhéreront aux présents statuts un groupe d'études et d'action politique et sociale en vue de combattre sur le terrain électoral toute candidature bourgeoise ne représentant pas les aspirations des travailleurs ; et de participer d'une façon effective au mouvement socialiste du jour.

Art. 2. — Son siège social est fixé dans le XV arrondissement.

Art. 3. — Le Groupe fonctionne au moyen d'une commission délégatoire de neuf membres élus en Assemblée générale des adhérents ; les votes auront lieu au scrutin de liste secret.

Art. 4. — Il sera nommé également par l'Assemblée générale des adhérents une commission de contrôle de trois membres, laquelle sera élue de la même façon que la commission délégatoire.

Art. 5. — La commission délégatoire et la commission de contrôle sont élues pour un mois.

Les membres sortants sont toujours rééligibles. Les deux commissions susnommées sont tenues de se réunir tous les jeudis au siège social pour délibérer sur les sujets à l'ordre du jour. Tous les adhérents y auront voix consultative.

Art. 6. — La commission délégatoire choisit dans son sein trois trésoriers se partageant autant que possible à part égale les espèces du groupe, trois secrétaires se subdivisant le travail.

La commission délégatoire n'a comme pouvoirs que l'administration du groupe et l'initiative de tous projets d'ordre politique et social, qu'elle devra toujours soumettre aux adhérents avant d'avoir une sanction.

Elle devra faire un rapport de ses travaux à chaque Assemblée générale.

Art. 7. — La commission de contrôle a pour mission de veiller à la gestion de finances du groupe et à la bonne tenue des comptes.

Tous les mois la commission et les trésoriers seront tenus de faire un rapport détaillé à l'Assemblée générale sur la situation financière du groupe.

En cas de malveillance dans la gestion des fonds, elle a le droit de convoquer d'office une Assemblée générale.

Art. 8. — La cotisation est fixée à 0 franc 30 centimes par semaine.

Tout adhérent en retard de plus de quatre semaines sera considéré comme démissionnaire, sauf les cas de chômage ou de maladie.

Art. 9. — L'Assemblée générale des adhérents a lieu de plein droit le deuxième mercredi de chaque mois. Elle est obligatoire ; toute absence sera constatée par un appel nominal à l'ouverture de la séance.

Tout adhérent qui aura manqué trois fois constitutives aux Assemblées générales sera considéré comme avoir manqué à son devoir.

En conséquence il sera convoqué spécialement par lettre pour l'Assemblée générale suivante ; en cas de non-comparution ou excuses, il sera exclu de plein droit.

Art. 10. — Les Assemblées générales des adhérents ont les pouvoirs les plus étendus pour traiter les sujets d'ordre politique ou d'économie sociale.

Elles fixent leur ordre du jour.

Art. 11. — Si dix adhérents trouvent qu'il y a urgence de convoquer une assemblée générale extraordinaire, ils doivent en aviser la commission délégatoire, laquelle doit le faire immédiatement.

Art. 12. — Les présents statuts sont toujours révisibles.

Les présents statuts ont été discutés et approuvés en Assemblée générale des adhérents du 8 février 1881, qui s'est tenue chez le citoyen Daublier, rue de Javel.

STATUTS DU CERCLE SOCIALISTE D'IVRY-SUR-SEINE

Considérant que l'émancipation doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Considérant qu'il n'y a de possibilité d'émancipation que par la formation des travailleurs en parti politique distinct ;

Considérant d'autre part qu'il n'y a d'émancipation réelle que dans l'abolition du salariat et la socialisation des forces productives ;

Il est formé à Ivry-sur-Seine un cercle adhérent à l'Union fédérative du Centre du parti ouvrier socialiste français pour étu-

dier les questions sociales et participer à l'action politique du parti.

Règlement :

1 Les adhérents sont reçus aux deux tiers des voix au moins sur la proposition de deux membres ;

2 La cotisation est à 10 centimes par mois ;

3 Le bureau est composé d'un secrétaire correspondant, d'un secrétaire adjoint et d'un trésorier ;

4 Les réunions sont hebdomadaires ;

5 Le cercle a pour but l'étude des questions sociales et la lutte politique et économique pour l'émancipation de tous les opprimés et de tous les exploités.

Les réunions des groupes sont assez fréquentes, surtout en hiver. Les journaux socialistes publient les convocations. On s'assemble pour discuter les propositions disposées à l'Union fédérative et pour donner mandat au délégué qui doit apporter le vote du groupe à l'Union.

Cette constitution est très « libertaire », on le voit. Cependant l'autoritarisme y entre par deux fissures :

1 Une proposition n'est soumise aux groupes que si l'Union fédérative la prend en considération ;

2 L'Union fédérative, sans consulter les groupes, peut prendre toutes les mesures administratives.

C'est ainsi que les choses se passent dans la Fédération française des Travailleurs socialistes révolutionnaires qui est le nom

officiel que les « possibilistes » ont donné à leur parti.

L'organisation du Parti ouvrier, qui est le nom officiel de la fraction guesdiste, est semblable, en certains points, sous des noms différents. Les Unions fédératives s'appellent chez les guesdistes conseils régionaux ; le Comité national, Conseil national. Mais l'organisation guesdiste est plus forte, plus complète. « Elle n'existe que sur le papier », mais si elle existait réellement, par exemple, si sa caisse des grèves fonctionnait, la classe ouvrière serait mieux armée pour la lutte contre les capitalistes.

Le parti ouvrier (guesdiste) a dans ses revendications une bizarrerie. Il exige « que les membres du parti qui deviendront députés versent leur indemnité à la caisse du parti, celui-ci devant être seul à salarier ses représentants ».

Ce principe du « parti salariant ses représentants » est appliqué en faveur de M. Joffrin, qui reçoit de son comité électoral de Montmartre ou du Comité national de la Fédération des Travailleurs une indemnité de dix francs par jour.

Si l'apaisement s'est fait entre les guesdistes et les possibilistes, si les amis de M. Brousse sont revenus au programme au sujet duquel s'éleva en 1881 la querelle, il y a cependant encore contraste entre les deux fractions du parti collectiviste.

La fraction possibiliste est plus prolétarienne ; la fraction guesdiste est plus bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle est plus instruite, plus savante, plus habile. Les ouvriers possibilistes ont l'esprit plus étroit : ils sont plus attachés aux formes que les guesdistes. Les bureaux du journal le Prolétariat, qui continue le Prolétaire, sont le siège d'un petit concile qui tient pour hérétiques et ennemis tous ceux qui n'ont pas fait acte de soumission au Comi-

té national du parti. On peut être le plus sincère des socialistes, on ne sera pas soutenu par les possibilistes si on n'est pas de leur petite camaraderie. Ainsi, aux élections d'octobre 1885, le Cri du Peuple composa avec la collaboration de tous les groupes une liste de candidats de la coalition révolutionnaire. Le Prolétariat fit sa liste concurremment avec la liste de la coalition. Quelque temps avant les grandes élections législatives, avait eu lieu à Charonne l'élection d'un conseiller municipal. L'entêtement des hommes du Prolétariat et du Comité national, qui ne voulurent pas que leur candidat se retirât devant M. Eudes, dont la fidélité à la révolution n'est cependant pas douteuse, fit passer un radical « bourgeois », M. Patenne.

Tout récemment, quand tous les révolutionnaires s'étaient concertés pour que M. Ernest Roche, condamné de Decazeville, fût élu député à la place de M. Rochefort, le Prolétariat fit encore scission et posa la candidature de l'ouvrier mineur Soubrié. L'isolement dans lequel s'enferment les possibilistes jette de la défaveur sur leur petite chapelle ; il favorise la concentration révolutionnaire.

XIV

L'esprit des révolutionnaires d'aujourd'hui est bien différent de celui de leurs devanciers.

Les premiers communistes, Fourier, Cabet, Saint-Simon étaient plutôt des philanthropes. Ils donnèrent au socialisme la marque d'une humanitairerie assurément respectable, mais un peu ridicule. Ces novateurs étaient de tendres amis des hommes

dont le cœur souffrait cruellement de toutes les iniquités terrestres. Ils faisaient appel à l'esprit de justice. Ils étaient d'honnêtes utopistes, attachés à leur idéal et qui croyaient que le bien porte en lui-même assez de séductions pour triompher tout seul, sans l'aide de la force.

Le socialisme, que nous venons de passer en revue ne ressemble en rien à celui-là : le socialisme allemand n'est pas larmoyant, il est exigeant ; il n'est pas idéaliste, il est matérialiste ; il n'implore pas, il revendique ; il ne part pas du cœur, c'est un dialecticien sec, un logicien sans émotion. Les douleurs du « pauvre peuple » lui sont parfaitement indifférentes. Sa raison d'être n'est pas dans la pitié que lui inspirent les maux de l'humanité, elle est dans la « science ». Le socialisme allemand, qui est aujourd'hui tout le socialisme, considère qu'il est le terme fatal de « l'évolution de l'humanité ». Il croit qu'il est dans la destinée, qu'il sera « l'effet final de toutes les causes antérieures ». Il a la foi non pas dans la justice, mais la foi dans la fatalité. Les penseurs du socialisme : Marx, Engels, Guesde, Brousse, Deville, Malon sont des hommes de tête et non pas des hommes de cœur, dans le sens que prennent ces deux mots par leur opposition.

Matérialistes, ils parlent à l'homme de ses besoins immédiats, du droit qu'il a de les satisfaire, ils ne rêvent pas ; l'« au-delà » ne les préoccupe pas. Ils vivent dans le temps, dans le présent, sans mysticisme. C'est leur esprit qui les mène et ce n'est pas leur conscience. Ils vont devant eux, rigoureusement, prêts à faire des ruines, sans remords. C'est une dure race de logiciens, impitoyable, et qui ne demande pas de pitié ; jamais on ne les voit faire appel aux sentiments élevés, ils les traitent de billevesées. Ils ont peur de ces sentiments ; ils disent que c'est en les exploi-

tant dans la classe ouvrière que les politiciens se sont toujours servi du prolétariat pour ensuite l'asservir. À peine quelques anarchistes, tels que M Louise Michel, le prince Kropotkine, M. Elisée Reclus ont gardé la physionomie des premiers socialistes philanthropes. Chez ces anarchistes, il y a encore de l'attendrissement ; la raison ne les rend pas insensibles. La conception des anarchistes, dans laquelle chacun serait absolument libre, est une conception d'idéalisme bien plus séduisante, mais plus irréalisable que la conception allemande. Les socialistes allemands voient l'homme esclave de la machine, dont le service ne tolère pas de fantaisie. Si leurs notions du monde ne sont pas aussi scientifiques qu'ils le prétendent, du moins elles ne sont pas absurdes. S'ils méconnaissent l'humanité en négligeant l'égoïsme, qui est le grand meneur des hommes, du moins ils tiennent compte, dans une certaine mesure, des faits et des besoins sociaux. Ils laissent à l'homme autant de liberté que possible ; mais, autant qu'il est nécessaire, ils lui prennent sa liberté pour le courber sur le travail obligatoire.

Leur conception ne suppose pas, comme la conception anarchiste, une humanité parfaite qui pratiquera le bien par amour du bien. Elle laisse subsister une autorité sociale qui imposera à tous l'exécution de ses obligations envers la société, qui forcera chacun à produire selon le besoin social, pour consommer selon ses besoins individuels.

La formule du collectivisme n'est pas comme le disaient les socialistes de 1848 et comme le programme de M. Joffrin l'a répété à Montmartre : De chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins.

Aujourd'hui, la classe ouvrière est « exploitée ». Les « employeurs » tirent de chaque « employé » tout ce que peuvent donner ses forces et rétribuent son effort non pas selon tous les besoins de l'ouvrier, mais dans la mesure rigoureusement suffisante pour qu'il puisse se conserver et « se reproduire ».

Si la société collectiviste continuait à exiger « de chacun selon ses forces même en rendant à chacun selon ses besoins » elle différerait peu de l'ordre actuel. Elle serait encore « exploitrice ».

Dans la société collectiviste, chacun sera astreint à un travail dont la durée variera selon le besoin de la collectivité. Par exemple, les bûcherons travailleront plus en cette saison de l'année où on a besoin de bois et moins en cette autre saison où le bois est moins nécessaire. Mais dans cette dernière saison ils recevront, comme dans la première, tout ce qui leur sera indispensable pour satisfaire leurs besoins. Le collectivisme supprime le marchandage, la concurrence, la loi de l'offre et de la demande et tous ses effets désastreux pour le producteur qui subit le contrecoup de crises dont il n'est pas l'auteur, qu'il ignore même, qui le font passer de l'aisance quand la demande est abondante à la misère quand la demande fait défaut. Le collectivisme ou le communisme est donc un système social fondé sur la solidarité des travailleurs entre eux. En période collectiviste, chacun sera intéressé à apporter dans l'industrie un perfectionnement qui, en développant dans une certaine mesure la puissance de production de la machine, réduira dans la même proportion la durée nécessaire de l'asservissement de l'homme au travail, et tous seront intéressés à la découverte de chacun.

Dans la société actuelle, il y a antagonisme entre la machine et l'ouvrier, parce que la machine est une propriété individuelle ex-

ploitée par un ou plusieurs individus. Ce qu'elle produit va à son propriétaire qui l'accumule. La machine n'a pas fait réduire d'un quart d'heure la journée de travail ouvrier. Elle n'a pas apporté une amélioration, si petite qu'elle soit, à la condition des travailleurs. Au contraire, elle a décuplé les profits du patron.

Les ouvriers peuvent la considérer comme leur ennemie. Elle les fait chasser des ateliers où elle travaille plus vite qu'eux, mieux qu'eux et à meilleur prix.

Les collectivistes, en faisant rentrer dans l'avoir social la machine la feront travailler pour tous. L'idéal du collectivisme serait une mécanique si développée, si perfectionnée qu'elle produirait d'elle-même, presque sans le concours des hommes ; ce serait la servitude absolue de la matière et des éléments sous l'humanité et à son profit.

Le progrès mécanique qui, il faut bien le reconnaître, n'est avantageux aujourd'hui qu'aux capitalistes et nuit aux travailleurs à qui il retire leur gagne-pain (que deviendraient, par exemple, les compositeurs-typographes si la machine à composer, qui est aujourd'hui inventée, mais qui n'est pas encore utilisable, était demain assez perfectionnée pour être mise en exploitation), ce progrès mécanique qui aujourd'hui fait des pauvres servirait à tous en société collectiviste. Il augmenterait le bien-être de chacun en diminuant le travail collectif sans que la production nécessaire à la consommation sociale soit diminuée.

Pourquoi les socialistes modernes, qui tendent au communisme, qui sont communistes, ont-ils adopté ce mot nouveau de collectivisme ?

Communisme et collectivisme sont synonymes.

Les communistes de notre temps se sont appelés collectivistes pour deux raisons : d'abord pour n'être pas confondus avec les utopistes du communisme sentimental ; ensuite, parce que, dans leur esprit, l'état communiste où tend l'humanité et qui est un état où la consommation et la production se feront en commun, doit être précédé d'une période de transition. Dans cette période transitoire, il y aura dans la société une part de communisme et une part d'individualisme. La production en période collectiviste se fera en commun ; mais la consommation restera individuelle, chacun recevant sous une forme quelconque le produit intégral de son travail et l'employant à son caprice. C'est l'influence du milieu collectiviste qui détruira dans l'humanité les instincts individualistes et qui la mènera à la consommation en commun qui, combinée avec la production également en commun, est l'élément essentiel de l'état communiste pur.

Le collectivisme est donc un minimum de communisme que ses docteurs croient immédiatement réalisable et même imminent.

Ce qui est remarquable chez ces théoriciens révolutionnaires, ce par quoi ils se distinguent de leurs devanciers, c'est qu'ils ne prétendent pas faire la révolution par des décrets. Si les collectivistes étaient demain les maîtres des pouvoirs publics, ils ne promulgueraient pas des lois pour « nationaliser » tout le capital. Ils s'empareraient seulement des industries monopolisées et des grandes industries (grands magasins, forges, etc.). Ils ne toucheraient pas à la petite industrie, au petit commerce. Ils laisseraient s'achever l'œuvre de centralisation des capitaux par la concurrence. Cette fois la concurrence ne ruinerait pas les petits capitalistes au profit des grands capitalistes, mais au profit de la société

représentée par l'État, qui aurait remplacé ces derniers dans leurs exploitations.

Il va de soi, qu'au pouvoir, les collectivistes prendraient des mesures pour accélérer cette rentrée à la société de tous les moyens de production. Ils précipiteraient l'évolution par tous les moyens possibles, mais la laisseraient s'accomplir.

Quand les collectivistes disent, d'après Marx, que la force est l'accoucheuse des sociétés, quand ils indiquent comme moyen « le recours à la force », ils ne se posent pas en émeutiers. Les révolutionnaires, par cela même qu'ils croient à la fatalité de la révolution comme terme de l'évolution sociale, sont patients. C'est très sincèrement qu'ils conseillent à leurs troupes d'être calmes dans la rue, de ne pas se porter à des violences dont elles seraient les victimes et qui, jetant l'effroi dans le pays, feraient perdre au socialisme du terrain et « reculeraient l'échéance ».

XV

La théorie marxiste de la lutte des classes exclut le patriotisme. Dès lors qu'il n'y a plus dans tout l'univers qu'une classe capitaliste qui exploite une classe ouvrière, qu'importe que l'exploiteur et l'exploité habitent en deçà ou au delà de telle ou telle frontière ?

L'exploitation est internationale ; la solidarité des travailleurs doit être internationale et internationale la révolution.

Les révolutionnaires ne laissent jamais échapper l'occasion d'affirmer leur cosmopolitisme.

Dans les meetings, à Paris, on a bien souvent entendu lire des adresses des socialistes allemands, italiens, etc. On se souvient encore des incidents qui marquèrent les obsèques de Jules Vallès. Il y eut une bataille autour de la couronne portée par les Allemands.

Sur ce point de l'anti-patriotisme des révolutionnaires les preuves abondent et sont connues de chacun. La plus concluante est l'identité des programmes socialistes dans tous les pays de l'Europe.

Le parti ouvrier français dit dans son programme :

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1 La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2 La forme collective, dont les éléments matériels sont constitués par le développement même de la société capitaliste ;

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage univer-

sel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation.

Le parti démocrate socialiste allemand dit :

Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation ; et attendu que le travail utile n'est possible que par la société, le produit du travail tout entier appartient à la société, c'est-à-dire à tous ses membres, à la condition qu'à chacun incombe le devoir du travail. Dans la société actuelle, tous les moyens ou instruments du travail ont été monopolisés par la classe capitaliste ; de là la dépendance de la classe ouvrière, la cause de toute misère et de tout esclavage. Pour émanciper le travail, il faut que les moyens ou instruments de travail deviennent la propriété commune de la société. Les partis politiques n'agissant qu'en vue de garantir leur privilèges aux possédants, la classe ouvrière doit s'organiser en parti distinct, ayant pour but d'obtenir enfin son affranchissement économique. Tout mouvement doit tendre vers ce but.

Le parti des ouvriers hongrois dit :

Les deux sources de toute richesse et de toute production sont la terre et le travail : l'une la mère, l'autre le père de tous les produits. Tant que le sol et les instrumens de travail appartiendront à une minorité, le progrès et l'augmentation de la richesse ne profiteront qu'à cette minorité, dont le joug pèse et pèsera plus lourd sur le prolétariat.

Par ces motifs,

Le parti des ouvriers hongrois déclare qu'il poursuivra sans relâche la transformation sociale par la socialisation de la terre et

de tous les moyens de production.

Le parti socialiste du travail aux États-Unis dit :

Nous demandons que les ressources de la vie, les moyens de production, de transport et de communication, terre, machines, chemins de fer, télégraphes, canaux, etc., deviennent autant que possible la propriété commune du peuple entier, afin d'abolir le salariat.

Le parti socialiste belge dit :

Ce que nous poursuivons, c'est la réalisation d'une organisation sociale qui concilie la plus grande liberté d'action de l'individu avec une appropriation commune des matières premières fournies par le globe et une participation égale de tous dans les bénéfices du travail commun.

Le parti des socialistes polonais dit :

Les instruments de travail doivent cesser d'appartenir aux individus et devenir propriété collective… La réalisation de ces idées doit être l'œuvre de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité.

La Fédération socialiste milanaise dit :

Ce n'est pas seulement une partie, mais la société tout entière qui doit être transformée en devenant une grande et unique famille de travailleurs ou de producteurs ayant pour base la propriété collective de la terre et des autres instruments de travail.

Le parti socialiste ouvrier espagnol dit :

La transformation de la propriété individuelle en propriété sociale ou appartenant à la société tout entière est la base sûre et ferme sur laquelle doit reposer l'émancipation des travailleurs… Pour renverser les obstacles, les ouvriers doivent conquérir le pouvoir politique…

Le parti démocrate socialiste danois dit :

… Nous voulons l'abolition du salariat et du système de production capitaliste qu'il entraîne pour lui substituer le système de production en commun organisé par l'État, qui assurera à chaque travailleur le produit intégral de son travail.

Par ces citations, on voit que si l'Internationale n'existe plus, sa pensée est bien vivante. La doctrine de Karl Marx est universellement répandue au grand dommage des idées particulières de nationalité. Elle substitue les haines sociales aux haines de race. Dans un ouvrier allemand elle fait voir à un ouvrier français un ami, un allié ; et dans son patron français un ennemi. Au sujet de la patrie, comme sur beaucoup d'autres sujets, les théories des socialistes froissent un sentiment noble et bien vivace, ce sentiment qui n'est pas fils du matérialisme, qui procède au contraire de l'idéalisme, et qui nous fait aimer la terre où nous sommes nés, la « terre des pères » sur laquelle ils ont joui et souffert.

Il faut dire à l'honneur de la classe ouvrière française que, parmi les prolétaires qui crient le plus fort : Vive la révolution ! À bas les frontières ! il en est bien peu qui, pris à part, ne seraient point bons patriotes et qui, mis dans l'alternative de servir la patrie ou de la trahir, ne la serviraient pas.

« Plus que jamais la bourgeoisie a intérêt à fomenter les haines nationales et le patriotisme chauvin, si propre à détourner

les yeux du peuple de son véritable ennemi les exploiteurs : le capital est international ; il ne connaît pas de frontières et toutes les bourgeoisies sont d'accord quand il s'agit de défendre les intérêts de la haute finance contre un peuple en armes pour sa liberté ou lorsqu'il s'agirait d'écraser l'Internationale des travailleurs. Mais le flot de la révolution sociale grandit. Les ouvriers français, après la sanglante et héroïque défaite de 1871, relèvent la tête, leur parti fait de nouveau trembler la bourgeoisie et se prépare pour la lutte décisive ; le parti allemand, obligé d'agir secrètement par les infâmes lois contre les socialistes, n'en est nullement affaibli et n'attend que le moment de se débarrasser de ses oppresseurs ; l'œuvre socialiste enfin pénètre dans les coins les plus éloignées du globe et réunit tous les opprimés autour du drapeau rouge.

« Les ouvriers de l'Alsace-Lorraine, dont on voudrait faire un objet de discorde entre les deux peuples les plus grands du continent, ont une mission bien noble. Unis à la France par presque un siècle de glorieuses révolutions, une annexion des plus injustes, les faits combattu contre le même ennemi que les ouvriers allemands, contre ce gouvernement impérial qui lui aussi contribua pour sa part au massacre des prolétaires en 1871. Cette situation impose au prolétariat Alsacien-Lorrain la noble

« Vive la république universelle, démocratique et sociale !

« L'Union des Travailleurs alsaciens, lorrains et allemands de l'Alsace-Lorraine. »

On doit remarquer dans cette adresse que les socialistes d'Alsace-Lorraine ne font dater leur union avec la France que de la « Révolution ». Cependant la réunion de l'Alsace fut faite sous

Louis XIV et celle de la Lorraine sous Louis XV. Ce n'est pas là assurément une preuve d'ignorance de l'histoire ; c'est une nouvelle manière de l'écrire. Les socialistes alsaciens-lorrains considèrent qu'une conquête les a annexés, mais que seul « un siècle d'efforts faits en commun avec la France pour s'affranchir » les a unis à notre pays.

XVI

Le mouvement des femmes vers l'émancipation de leur sexe n'est qu'un épisode dans l'histoire du parti socialiste en France.

D'abord la revendication féminine fut une revendication de sentiment que les révolutionnaires accueillirent très mal.

Sous Louis-Philippe, entre 1830 et 1848, des rêveurs généreux avait parlé d'établir l'égalité politique et sociale de l'homme et de la femme. Les communistes Owen, Cabet, Fourier étaient les apôtres des « droits de la femme ». Ils trouvèrent des alliées parmi les femmes. En 1848, ces femmes firent paraître un journal : La Voix des femmes, journal socialiste et politique, organe des intérêts de toutes. La directrice était M Eugénie Riboyet. Cette dame n'en était pas à son début. En 1834, elle avait fondé à Lyon le Conseiller des femmes ; ensuite, à Paris l'Ami des familles, la Paix des Deux-Mondes, l'Avenir, journal des intérêts de tous.

M Riboyet était donc en 1848 un vétéran du journalisme.

Dans son premier numéro, la rédactrice en chef exposa ce que voulaient les femmes : à l'intérieur, l'égalité de tous et de toutes :

la citoyenneté pour les femmes comme pour les hommes ; à l'extérieur, l'union universelle des peuples.

« Une grande révolution, dit-elle, vient de s'accomplir. Cataclysme moral d'idées plus rapides que l'onde ; en quelques heures elle a débordé Paris, en quelques jours elle a débordé la France, en quelques mois, peut-être, elle aura débordé l'Europe… Pourquoi donc, à son tour, la femme ne mêlerait-elle pas sa voix à ce Te Deum général, elle qui donne des citoyens à l'État, des chefs à la famille ? La Liberté, l'Égalité, la Fraternité appellent le genre humain aux mêmes prérogatives ; honneur à cette trinité sainte qui accordera aux femmes des droits de citoyenneté, leur permettant de s'élever intellectuellement et moralement à l'égal des hommes…

« Il n'est plus permis aux hommes de dire : « l'humanité, c'est nous »… Aucun ne songe à nier l'influence de la mère dans la famille ; c'est à elle qu'appartient la première éducation de l'enfant, l'éducation du cœur et de la conscience…

« La liberté pour tous, c'est la liberté pour toutes »…

« Que les hommes, chefs de la famille par la transmission du nom, représentent dans l'État la grande famille nationale, c'est un droit qui ne leur est pas contesté. Mais, dans une succession, tous les ayants droit sont représentés ; pourquoi donc, lorsqu'il s'agit d'un bien commun, chacun n'a-t-il pas son délégué ?… Nous ne pouvons associer l'idée de privilège et l'idée de démocratie ; cependant, quand le moins intelligent citoyen a droit de vote, la plus intelligente citoyenne est encore privée de ce droit…

« Le journal que nous fondons prend au sérieux sa mission ; rien d'impur, rien d'immoral ne saurait donc y trouver place.

« Nous n'oublierons pas qu'aux yeux de Dieu (nous sommes en 48), tous les hommes sont frères, et que, s'il est prématuré de proclamer l'alliance spontanée des peuples, il est imprudent de ne pas la préparer par des moyens raisonnables que l'esprit d'union sait inspirer à chaque écrivain.

« Au lieu de blâmer avec amertume les rois oppresseurs, ne serait-il pas plus sage de les attirer pour les guider dans la voie du progrès ? Les étrangers qui viennent en France n'y laissent pas seulement leur or, ils y laissent leurs préjugés et s'en retournent avec des idées de liberté qu'ils déposent en germe au cœur de leur nation, où elles se fécondent…

« La grande croisade des peuples s'organise pour marcher à la conquête d'une Jérusalem nouvelle : le principe de l'unité universelle. La France a marqué le pas et sert d'avant-garde.

« Au premier cri de victoire poussé à Paris par les vainqueurs des barricades, les étrangers se sont émus. Bientôt, cependant, l'enthousiasme général les a gagnés ; mais à leur joie s'est mêlé un regret, car derrière eux est un coin de terre qu'ils appellent la patrie, n'osant croire encore à cette sublime pensée : la fraternité universelle. Prouvons-leur que nous les aimons ; qu'un jour il n'y aura plus ni confins, ni limites, mais un seul peuple uni d'affections et d'intérêts. »

La rédaction expose ensuite son système d'éducation des femmes.

Elle se plaint, avec raison, de l'insuffisance de l'instruction des jeunes filles et s'en prend au gouvernement déchu.

« Il y a quelques jours, écrit M Riboyet avec une certaine naïveté, de toutes parts la corruption veillait : les hommes se vendaient ; les femmes se livraient sans amour ; on comptait la dot, non les vertus, et cependant le cœur n'était pas mort, la cupidité seule lui imposait silence… Toucher le piano, danser ou chanter, tel était le fond de ce qu'on appelait une brillante éducation. Brillante, oui ; solide, non.

« L'éducation des femmes doit être faite par les femmes. La patrie qui a vaincu par ses fils, doit, dans la paix, penser à ses filles ; elles aussi ont le dévouement du cœur. Elles aussi veulent leur pays libre… Les citoyens ont conquis la victoire ; les citoyennes maintenant contribueront à l'éterniser, en donnant l'exemple de ces douces vertus que la mère transmet aux enfants !

« Non seulement il devrait y avoir des catéchismes classiques du jeune citoyen, mais aussi des catéchismes de famille où l'enfant pût apprendre de sa mère ce qu'il doit à l'État, ce qu'il doit au foyer, ce qu'il doit à lui-même.

« La citoyenneté ! ce droit ne revient pas seulement à l'homme qui donne son sang pour la patrie, elle appartient aussi à la femme qui lui donne ses larmes, ses vœux et son cœur ! À elle donc aussi les bénéfices de l'enseignement, ce flambeau de l'intelligence qui conduit l'homme à lire dans son propre destin et lui fait saisir le moment donné d'une transformation sociale ! »

Àla suite de ce manifeste lancé par M Eugénie Riboyet, le journal commença sa campagne. M. Ernest Legouvé, alors professeur au Collège de France, était particulièrement recommandé à toutes les femmes désireuses de s'instruire.

Àpartir du 22 mars, le journal la Voix des femmes devint quotidien, et la rédactrice redoubla de zèle déclamatoire.

« La tête et le bras de l'humanité, c'est l'homme, écrivait-t-elle ; le cœur de l'humanité, c'est la femme. Unis, ils résument ensemble une trinité sainte : l'amour, l'intelligence et la force. »

Ces phrases étaient suivies d'un manifeste au Gouvernement provisoire et au Peuple Français signé par de nombreuses femmes artistes, ouvrières, littérateurs, professeurs et autres, et lancé par Antonine-André de Saint-Gieles.

Le journal féminin ne négligea aucune réclame pour sa cause. Les plus petites bonnes actions des femmes étaient racontées dans la Voix des femmes. Tout ce qui les concernait mis en lumière. Une adresse de Robert Owen, envoyée de Londres, où l'utopiste anglais demandait l'égalité de l'homme et de la femme, est publiée, commentée, célébrée dans le journal. Une femme a-t-elle donné ses bijoux à la patrie ? Vite un entrefilet. La générosité de quelques femmes propriétaires qui firent remise des termes arriérés à leurs locataires fournit un beau thème à la Voix des femmes.

Une de ces propriétaires, M Lebreton, 218, rue du Faubourg-Saint-Martin, avait annoncé sa charitable résolution par l'affiche suivante, qui est une pièce rare, aussi rare que la générosité de M Lebreton chez les propriétaires :

M Lebreton, propriétaire de la maison sise rue du Faubourg-Saint-Martin, n 218, sur la demande de M. Lanier, son gérant, voulant autant qu'il est en elle pouvoir apporter remède à la gêne qui pèse sur la classe ouvrière, prévient les locataires de ladite

maison qu'elle est dans l'intention de faire, à ceux qui en justifieront le besoin, remise :

1 Des termes échus et non payés ;

2 De moitié du terme à échoir le 1 avril prochain.

Ces avantages ne seront faits qu'aux locataires restants et qui acquitteront l'autre moitié dudit terme d'avril avant la fin de mai ;

3 La remise entière de ce dernier terme aux locataires auxquels il a été donné congé, à la condition expresse qu'ils déménageront le 8 dudit mois ;

4 Des meubles laissés pour garantie des loyers par les locataires déménagés depuis neuf mois. Aux effets ci-dessus, MM. Lebreton fils et Lanier recevront les réclamations des locataires le dimanche, 2 avril prochain, de 10 heures à 3 heures.

Cependant les élections approchaient. Les femmes avaient un club, situé cité d'Antin, à la salle d'Antin. Celles qui voulaient en faire partie devaient s'inscrire chez un nommé Suan, demeurant 39, rue de la Chaussée-d'Antin. Dans ce club, comme dans leur journal, elles exprimaient toujours deux préoccupations : faire voter pour M. Legouvé ; faire voter pour Georges Sand.

M. Legouvé est l'homme des femmes de 1848. « C'est celui que portent collectivement tous leurs vœux. »

« Femmes, dit un manifeste, entraînez vos frères à chaque leçon qu'il fait le mercredi ; entraînez vos frères ! puis, de retour au logis, soyez bonnes au point qu'on vote de cœur, selon votre ins-

piration, pour M. Legouvé, qui vous a révélées à vous-mêmes par ses enseignements. »

Georges Sand est, aux yeux de M Eugénie Riboyet, « le type un et une, l'être mâle par sa virilité, femme par l'intuition divine, la poésie. Sand est une puissante et n'effraye personne ; c'est elle qu'il faut appeler par le vœu de toutes au vote de tous. »

Les femmes, dans cette campagne, recrutèrent quelques alliés parmi les hommes. Le club des Jacobins, qui se tenait au musée de Cluny, mit Georges Sand sur la liste de ses candidats. Les femmes se réjouissaient des progrès de leur cause, quand l'être un et une leur écrivit qu'il ne voulait pas être candidat, qu'il trouvait leur initiative de très mauvais goût.

Privées de leur candidate, les femmes conseillèrent aux hommes de voter pour les candidats républicains.

« Arrière, réactionnaires de Paris et de la province, arrière donc ! dit la Voix des femmes. Arrière pour vous-mêmes, si vous craignez de recommencer 93. Soyez de loyaux amis et de bons frères. Soyez consciencieux surtout, si vous aimez votre patrie et vos foyers ! Envoyez à la Constituante de vrais représentants du peuple, de sincères républicains, ou sans cela, je vous le dis, votre Assemblée ne siégera pas quinze jours au Palais-Bourbon ! »

Quelques jours avant les élections, le gouvernement avait reçu une pétition des femmes, que M Hubertine Auclert ne lira certainement

pas sans plaisir :

Aux Membres du Gouvernement provisoire de la République française.

Les citoyennes soussignées, membres de la Société et rédactrices du journal la Voix des femmes,

Après en avoir délibéré mûrement,

Ont considéré :

Que la glorieuse révolution de Février 1848 ouvre l'ère de la fraternité universelle pour tous les êtres humains sans exception ;

Que le régime d'égalité et de liberté qu'elle a mission d'inaugurer ne peut admettre d'ilotisme perpétuel pour aucune catégorie sociale ;

Que la civilisation n'entre dans la première phase de son développement que par la concession de la liberté corporelle et des droits civils de l'épouse ;

Que le degré de liberté accordé à la femme est le thermomètre de la liberté et du bonheur de l'homme ;

Que l'état d'immobilité des patriarcaux, des sauvages et des barbares, qui soumettent le sexe à toutes les tortures du servage physique et moral, atteste l'impuissance du sexe fort à réaliser seul le progrès dû la civilisation ;

Qu'une fois les premiers droits civils concédés, la logique, d'accord avec le bon sens et l'équité, contraignent l'autre sexe à concéder successivement l'émancipation intégrale qui, seule, aura puissance de donner une signification à la formule républicaine : liberté, égalité, fraternité ;

Qu'en particulier, les femmes de certaines contrées jouissent actuellement de l'exercice de leurs droits civiques ;

Que si la France est considérée par tous les peuples comme la mère-patrie et le foyer de la civilisation, c'est que nos mœurs ont toujours été plus équitables que nos lois envers le sexe faible ;

Que parmi les Françaises adultes, un petit nombre seulement ont un protecteur légal et direct, le mariage n'étant accessible qu'à une imperceptible minorité dans une société où la misère est le partage du grand nombre.

Par ces considérations,

Supplient le Gouvernement provisoire de la République de rendre immédiatement un décret qui consacre, en principe, la reconnaissance absolue des droits civiques de la femme et admettre les majeures veuves et non mariées à jouir de l'exercice du droit électoral sur la simple présentation d'actes authentiques constatant leur majorité ou leur émancipation légale.

Salut et fraternité.

Le Comité de rédaction de la Voix des femmes.

Cette pétition, on le sait, n'eut aucun succès. Les femmes attendent encore leur émancipation.

Le coup d'État de décembre 1851 arrêta le mouvement féminin, qui recommença sous la Commune. Le gouvernement insurrectionnel de Paris en 1871 ne fit, du reste, rien pour l'affranchissement des femmes. Il se contenta d'admettre à la répartition des subsides les femmes non mariées aussi bien que les femmes mariées.

Est-ce par reconnaissance ou « par égarement obsidional » que des femmes se battirent pour la Commune. Il y en eut qui

firent le coup de feu : on en fusilla ; on en déporta.

Mais revenons vite aux femmes d'aujourd'hui, et examinons leur position vis-à-vis du socialisme.

Le socialisme se préoccupa d'abord de la femme par entraînement sentimental. La machine fit considérer la question féminine à un autre point de vue.

La mécanique, remplaçant l'artisan par le manœuvre, par le servant de machine, introduisit dans les usines, dans les ateliers, des femmes et même des enfants. Le patron eut intérêt à employer la femme à moindre salaire que son mari. C'est alors que la question féminine se posa devant les économistes et devant les socialistes.

Les premiers congrès ouvriers corporatifs essayèrent de rendre l'emploi des femmes difficile et même onéreux dans les ateliers, en demandant pour elles seules la limitation de la durée de la journée de travail. Les partis ouvriers socialistes, qui veulent pour les travailleurs des deux sexes cette protection de la loi, revendiquent pour les femmes un salaire égal à celui de l'homme pour une même durée de travail.

En un mot, ils poursuivent tous l'égalité économique des sexes. Tous professent que cette égalité économique doit avoir pour corollaire l'égalité politique. Mais les uns croient que la femme doit être immédiatement mise en possession de ses droits politiques. Les autres, au contraire, soutiennent que l'émancipation économique de la femme doit précéder l'émancipation politique, que celle-ci doit être la résultante de celle-là.

Cette question féminine est un des rares points de doctrine sur lesquels les possibilistes et les guesdistes soient vraiment en désaccord. MM. Brousse, Malon et leurs amis demandent l'émancipation immédiate des femmes. M. Guesde et les marxistes sont partisans de cet affranchissement. Mais ils le renvoient à une époque indéterminée… après la victoire.

La polémique a été très vive sur cette question entre les frères ennemis du parti ouvrier. M. Guesde accusa M. Brousse de substituer hypocritement « la lutte des sexes à la lutte des classes ». Les possibilistes ont tenu bon. En 1881, à Paris, ils ont posé la candidature d'une des leurs, M Léonie Rouzade. Cette manifestation n'a obtenu aucun succès.

Àl'heure présente, les femmes qui aspirent à devenir des hommes ne font pas parler d'elles : elles aspirent en silence.

Leur cause, défendue avec une âpreté chicanière par M Hubertine Auclert, a perdu de son sérieux par les fantaisies de celles qu'on a appelées les « femmes d'attaque » et de leur chef, M. Jules Allix, qui est un aliéné. Ces citoyennes, dans leur club de la rue Saint-Honoré, ont donné à rire par leurs plaisantes manifestations et par le titre même qu'elles se sont données.

L'origine du mot femmes d'attaque, qui a eu une telle fortune pendant la période électorale de 1885, est à raconter. M. Henry Fouquier, qui était alors rédacteur en chef du XIX Siècle, écrivit le premier, en parlant des violentes oratrices du club féminin, qu'elles étaient « d'attaque ». La citoyenne Barberousse trouva le mot, le releva, le reprocha à M. Fouquier et déclara à la tribune qu'elle et ses camarades s'en enorgueillissaient et le feraient pas-

ser à l'histoire, comme les insurgés des Pays-Bas ont rendu glorieuse l'injure du duc d'Albe qui les avait appelés des gueux.

La question des femmes est une question économique et n'est pas, en France, dans l'état de nos mœurs, étant donnés si on veut nos préjugés, une question politique. Puisque les industriels, à la recherche du meilleur marché, engagent des femmes à moindre salaire que les hommes, il faudra certainement un jour ou l'autre aviser et que l'État intervienne pour empêcher cette immorale concurrence du mari et de la femme.

Pendant la période révolutionnaire, les femmes formèrent quelques associations que les philosophes encouragèrent, mais que le pouvoir vit avec déplaisir. Le mouvement féminin commença réellement sous Louis-Philippe avec les prédications des utopistes communistes.

Une des « oratrices » du club de la cité d'Antin était une Anglaise, miss Kueght, qui avait débuté dans la carrière politique en demandant l'abolition de l'esclavage.

L'iniquité dont la race noire était victime ayant disparu, miss Kneght, dans son zèle émancipateur, se mit à travailler à l'affranchissement de son sexe. Une autre dame, également très impatiente du joug des hommes et qui tenait chez elle, 16, rue du Cloître-Saint-Merry un petit club féminin, s'appelait M Allix. Ce nom est justement celui d'un fou qui s'est constitué eu notre temps le champion des droits de la femme.

Les femmes de 1848 étaient pleines d'antregent. Elles frappaient à toutes les portes pour obtenir des adhésions à leur cause. Elles allèrent un jour chez Victor Hugo qui leur écrivit les

lignes suivantes, pleines de politesse, mais vides de tout engagement :

« Quand donc les gens de lettres comprendront-ils le parti qu'ils pourraient tirer, dans les vers, des qualités infinies et des grâces de la femme, qui a tant de soucis et si peu de véritables bonheurs ici-bas.

Ce serait honorable pour nous, littérateurs et philosophes, de chercher dans nos ouvrages à éveiller l'intérêt en faveur des femmes un peu déshéritées par les hommes, convenons-en, dans l'ordre de la société que nous avons faite pour nous plutôt que pour elles.

Je leur dédierais volontiers toute ma poésie. »

Parmi toutes les affiches que nous avons trouvées dans les collections de M. Rousselet, il en est deux qui nous ont paru plus curieuses que les autres. C'est d'abord une affiche de Rouen, par laquelle les femmes séparées de leurs maris demandent à divorcer. Voici le texte, de ce placard :

« DEMANDE EN DIVORCE

PAR LES FEMMES SÉPARÉES JUDICIAIREMENT HABITANT LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

Les femmes qui n'auraient point encore fait leur demande sont invitées par leurs compagnes d'infortune de la faire dans le plus bref délai.

Cette demande, se fait par pétition adressée à l'honorable citoyen Frédéric Deschamps, commissaire du gouvernement provisoire du département de la Seine-Inférieure.

Nous implorons la protection et l'opinion de nos très chers compatriotes, nos frères, nos amis.

SALUT, FRATERNITÉ.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Rouen, ce 25 mars 1848.

L'autre document qui nous a frappé est un manifeste des femmes pauvres aux femmes riches. Il est écrit avec une grande éloquence simple, et qui donne une haute idée de l'honnêteté un peu naïve de cette époque sentimentale de 1848 :

L'humanité, disent les ouvrières aux femmes riches, vous fait une loi de ne point vous ensevelir au fond de vos séduisants boudoirs, ainsi que la timide fauvette au fond de son nid ; ne boudez point la République, acceptez franchement ce qui est fait, ne soyez point vous-mêmes l'instrument de tous vos maux…

Soyez humaines, soyez justes ; que le faste de la grandeur n'éteigne point en vous le flambeau divin de la charité !

Montrez-vous dignes de porter le glorieux nom de citoyennes françaises…

Qu'est-ce que nous vous demandons ? De ne point interrompre le cours de vos dépenses ; l'hiver a fui, le soleil, par ses doux rayons, commande à la terre d'ouvrir ses riches trésors et chasse les noirs frimas.

Soyez donc aussi pour nous un soleil bienfaisant. Réchauffez-nous au feu de vos sympathies. Apprenez-nous à bénir votre nom, ne soyez pas plus ingrates que la terre, notre mère…

L'argent dans une petite main blanche et délicate

Vous êtes le bras droit, la force matérielle, physique et morale des femmes industrielles. Ne vous enorgueillissez point des blasons de vos aïeux…

Unissez-vous donc, femmes du grand monde, venez en aide à vos sœurs malheureuses ; faites que nous trouvions dans chacune de vous, unité d'âme et de cœur. Faites pour nous enfin ce qu'ont fait les hommes pour leurs frères ! »

Comme ce bon et timide langage est différent des grossiers discours de nos femmes d'attaque !

1848 vit les premiers efforts tentés en France par les femmes pour entrer dans les professions masculines. Un collège médical de dames où professait le docteur Malatier fut ouvert sous la seconde République. La révolution de Février a donc ouvert chez nous l'ère des doctoresses.

M Paule Minck, a épousé un Méridional, M. Négro.

M Négro-Minck est l'amie de M. Guesde, sans être pour cela guesdiste.

XVII

Auguste Blanqui a laissé après lui une petite troupe d'amis fidèles à sa mémoire comme ils l'avaient été à sa personne, et qui constituent, dans le parti révolutionnaire, une élite d'hommes d'action.

Les blanquistes forment dans le grand courant socialiste contemporain un petit courant qui ne s'est pas mêlé aux eaux ambiantes. Ils sont demeurés blanquistes, autonomes, ni guesdistes, ni possibilistes, mais révolutionnaires sans épithète.

L'homme qui créa ce petit parti à la physionomie originale, Auguste Blanqui, avait une grande intelligence et des qualités très remarquables : une indomptable ténacité, une volonté d'acier, l'art de parler aux hommes et de les séduire et un grand désir de domination.

Blanqui fut en France au xix siècle le premier communiste révolutionnaire. Tandis que les utopistes parlaient de concilier dans une société idéale les intérêts antagonistes de ceux qui possèdent et de ceux qui ne possèdent pas, Blanqui devina la lutte des classes ; dans ses écrits, dès sa première jeunesse, il préconisa l'emploi de la force pour faire cesser les « iniquités sociales ». Tous les actes de sa vie furent une « propagande par le fait » de l'emploi de la force. Blanqui a donc devancé Karl Marx. Il est le frère aîné du grand socialiste allemand. Entre eux la doctrine seule est commune. Les tempéraments diffèrent. Blanqui était un Niçois, mi-français, mi-italien, à l'imagination ardente et à l'esprit calculateur ; un cœur chaud et une tête froide. Il concevait vite, exprimait clairement. Il agissait avec promptitude et décision. C'était un homme nerveux, fait pour l'action : un homme de coup de main. Karl Marx n'avait pas tant d'audace ; homme d'études, philosophe, constructeur de systèmes il laissait Blanqui bien au-dessous de lui. Dans une entreprise où il aurait fallu donner de sa personne, Blanqui serait passé avant lui. Karl Marx disait que la force est l'accoucheuse des sociétés. Il n'aurait proba-

blement pas su faire l'accouchement révolutionnaire, si les circonstances s'y étaient prêtées, Blanqui l'aurait fait.

Blanqui vit avec joie la formation de l'Association internationale des Travailleurs, mais la composition et les tendances de la section parisienne de l'Internationale ne lui plurent pas. On a vu dans les premiers chapitres de ce livre que la section parisienne comprenait des ouvriers pacifiques qui poursuivaient des réformes économiques.

Les ouvriers avaient vu 1848, la sanglante répression de juin.

Leur exécration pour Cavaignac s'était étendue à tous les politiciens bourgeois. Ils croyaient que les classes ouvrières n'étaient point intéressées dans les questions politiques, qu'elles devaient seulement se préoccuper des conditions économiques et sociales ; et ils n'étaient point éloignés de penser, s'ils ne le disaient point, que ces améliorations pouvaient être l'œuvre de la monarchie aussi bien que d'une république.

Cette indifférence pour la république effrayait Blanqui qui espérait tout d'un mouvement violent. Il avait la haine des parlementaires ; il faisait écrire des brochures contre les membres de l'opposition au Corps législatif impérial. Il voulut « déparlementariser, révolutionariser » la section parisienne de l'Internationale. En 1865, il donna l'ordre à ses amis restés en France d'envoyer des délégués au Congrès internationaliste de Genève. Avec des souscriptions recueillies dans les faubourgs, cinq délégués purent partir. C'était MM. Alphonse Humbert, Protot, Jeunesse, Lalourcey, ouvrier menuisier ; Jeanon, ouvrier tailleur. À leur arrivée à Genève, le Congrès leur refusa le droit de siéger, parce qu'ils ne représentaient pas une section de l'Internationale. Ils

s'assirent alors au milieu du public. Et c'est de leur banc qu'ils interrompirent les orateurs, prononcèrent des discours, dénoncèrent la section parisienne comme « pleine de mouchards, vendue à l'Empire ». Ils firent un scandale, au beau milieu duquel arriva de Blanqui, par l'intermédiaire de son principal lieutenant, l'ordre de cesser. Blanqui, changeant brusquement d'opinion, avait pensé qu'il ne retirerait aucun avantage de l'attaque contre les internationalistes parisiens. Il envoya aussitôt défense à M. Alphonse Humbert et à ses amis de continuer. Les cinq délégués, fait inouï dans les annales du blanquisme, refusèrent d'obéir « au Vieux ». Ils répondirent que leur voyage ayant été payé par des ouvriers parisiens, leurs véritables mandants c'était leurs souscripteurs, et non pas Blanqui, et que seuls ces souscripteurs avaient le droit de leur donner des consignes.

Aux yeux des blanquistes, c'était un crime si grand d'avoir « désobéi » à Blanqui qu'à leur retour les délégués de Genève furent mis en accusation. Le parti s'assembla au café de la Renaissance, où les délégués se défendirent assez bien pour être acquittés.

Blanqui fut, à la fin de l'Empire et au commencement du siège le chef du mouvement démagogique. Après son arrestation, le 31 octobre, ses disciples gardèrent les premiers rôles dans l'agitation révolutionnaire. Il serait injustes de dire que la Commune de Paris a été une œuvre blanquiste, car ce douloureux événement a des causes bien complexes. Mais quand l'insurrection fut commencée, les blanquistes en furent les chefs.

Blanqui, à la fin de l'Empire, avait formé tout un corps d'officiers révolutionnaires. Il avait connu à Sainte-Pélagie, en 1862 ou 1863 des étudiants qui publiaient au quartier Latin des petits

journaux, dans lesquels ils commettaient contre la religion, contre la personne de l'empereur des peccadilles de presse. Ces jeunes gens s'appelaient Tridon, Jaclard, Protot, Villeneuve, Germain Casse, D Régnard et quelques autres.

Ces « aspirants » souhaitaient qu'on les enseîgnât, qu'on les dirigeât. Blanqui sut les conquérir. Il parlait avec éloquence, d'une voix douce. Il avait cet air imposant des hommes d'apparence débile qui ont accompli des choses extraordinaires et qui ont de grandes ambitions. Il se forma ainsi une petite troupe, admirablement disciplinée dont Blanqui se servit : 1° au congrès de Liège de 1864, pour faire une manifestation révolutionnaire et socialiste dans une assemblée libre-penseuse et libérale ;

2° Pour faire la manifestation de Ménilmontant, où les étudiants, en plein jour, allèrent crier : Vive la République ! On les arrêta. Il y eut une bousculade dans laquelle des ouvriers prirent parti contre les agents pour les manifestants. En prison, ces ouvriers et ces étudiants se lièrent. Le blanquisme envahit ainsi les faubourgs ;

3° Pour faire attaquer, au Congrès de Genève, les internationalistes parisiens qui se montraient rebelles à son enseignement ;

4° Pour attaquer, au mois d'août, le poste des pompiers du boulevard de la Villette et tenter de révolutionner Paris.

Pendant la Commune, les blanquistes, qui s'étaient introduits dans le Comité central et qui comptaient une minorité très active dans l'Assemblée communale, furent les têtes de la résistance.

On a vu qu'après la répression de la révolte parisienne, les blanquistes se réfugièrent à Londres, où ils entrèrent au Conseil

général de l'Internationale, avec l'arrière-pensée de se rendre les maîtres de l'Association. Karl Marx déjoua leurs projets en faisant transférer à New-York le Conseil général. Après cette déception, les blanquiste formèrant à Londres le groupe de la Commune révolutionnaire. Ils attendirent l'amnistie qui leur permit de rentrer en France, où ils retrouvèrent en liberté leur maître, Auguste Blanqui. Il avait, après l'élection de Bordeaux en 1879, pu sortir de la prison de Clairvaux.

Avec les amis anciens et quelques nouvelles recrues, en très petit nombre, qu'il put faire, car la vogue, dans la classe ouvrière, était au parti collectiviste, Blanqui organisa ses cadres. Il fonda le « parti révolutionnaire ». Ce parti a des comités dans beaucoup d'arrondissements. Les comités sont tous reliés au Comité révolutionnaire central. Les comités et leurs adhérents eurent pendant quelque temps un journal quotidien : Ni Dieu ni maître, qui, après avoir publié une trentaine de numéros, devint hebdomadaire.

Ni Dieu ni maître aujourd'hui a disparu. La dernière année de la vie de Blanqui fut une année de propagande active. Les ouvriers écoutait ce petit vieillard, dont l'esprit était obscurci par l'âge et la voix cassée, avec la déférence qu'on doit aux ancêtres. Ce dernier effort de Blanqui n'eut pas une grande efficacité révolutionnaire. Il mourut le 31 décembre 1880. Il avait été condamné à mort cinq fois et succomba à une congestion, chez un de ses amis qui l'avait recueilli, boulevard d'Italie.

Le blanquisme a survécu au vieil insurgé. Les blanquistes ont gardé la tradition de leur maître. Ce sont plutôt des politiciens que des économistes et des sociologues. Ils sont communistes et hébertistes. Les hébertistes, sur lesquels un des blanquistes, Tri-

don, a écrit une curieuse brochure, veulent établir la dictature de la commune de Paris sur toutes les autres communes de France. Ils veulent d'abord que « le peuple de Paris » s'empare du pouvoir. « Le peuple de Paris », quand les blanquistes en parlent ainsi, c'est eux. Quand « le peuple » sera donc au pouvoir, « il agira révolutionnairement, par tous les moyens possibles ». Cette formule est dans le genre de celles que les blanquistes affectionnent parce qu'elles ne peuvent mécontenter personne. Ils ne veulent pas prendre parti, en effet, dans les querelles de doctrines. Leur tempérament autoritaire les a rapprochés de M. Guesde, en qui ils ont reconnu un bon autoritaire, un tempérament frère du leur. Mais ils ne sont pas pour cela les ennemis des possibilistes. Ils restent neutres au-dessus de toutes les disputes. Ils sont révolutionnaires, hommes de courage et d'audace. Que les événements permettent de tenter un coup, on les trouvera ; ils seront en avant. Les entreprises aventureuses, hasardeuses, sont de leur compétence. Mais tant qu'il s'agît de savoir si on doit mettre en tête d'un programme les considérants de l'Internationale ou les considérants du programme du Havre, les blanquistes hochent la tête avec indifférence. Comme le soldat qui doit toujours « marcher au canon », ils vont partout où il entendent parler de révolution.

Il y a cependant un parti avec lequel les blanquistes ne s'entendent pas du tout : c'est c'est le parti anarchiste. Il est vrai que les anarchistes sont en désaccord avec toutes les autres factions révolutionnaires. Il y a eu des luttes à mains plates, à poings fermés et à coups de dossiers de chaises entre blanquistes et anarchistes dans les meetings.

Cette hostilité des blanquistes et des anarchistes ne tient pas à une rivalité d'ambition. Elle tient à la différence des tempéraments. Les anarchistes sont des hommes de désordre ; les blanquistes sont des hommes d'ordre. Ils ont l'instinct de gouvernement, du sens politique. Jamais on ne les voit refuser un concours d'où qu'il vienne : ce sont vraiment des opportunistes. M. Ranc, qui est un ancien blanquiste, a pu écrire que Blanqui était le fondateur de l'opportunisme. On doit noter, à l'appui de cette observation, que presque tous les anciens blanquistes qui n'ont pas persisté sont entrés dans les partis de gouvernement. M. Ranc a été l'ami, le confident, le conseiller de Gambetta ; hommes de gouvernement, M. Levrault, au Conseil municipal, M. Villeneuve et M. Germain Casse, à la Chambre, etc.

Les principaux blanquistes sont M. Eudes, ex-général ; M. Vaillant, conseiller municipal ; M. Granger, M. Chauvière, M. Margueritte, M. Goullé, M. Rouillon, Les différents comités révolutionnaires, adhérents au Comité révolutionnaire central, comptent peut-être deux cents membres militants ; c'est une poignée, mais c'est la bonne poignée du parti révolutionnaire. Les cadres d'insurrection sont là et point parmi les parleurs des autres sectes.

Le comte de X..., propriétaire du passage, demanda

C'est peut-être la seule fois de sa vie qu'il comparut en justice sans être condamné au moins à la prison perpétuelle.

Cet homme sans pitié, à l'âme de fer dans un corps si frêle, qui eût sacrifié l'univers à son ambition, avait gardé en lui une certaine tendresse. Jusqu'à la fin de sa vie il eut la main droite cou-

verte d'un gant noir. C'était pour dissimuler une bague et un bracelet ayant appartenu à sa femme et auxquels il tenait beaucoup.

Une intéressante trouvaille à faire serait celle des brochures que Blanqui fit écrire par sus jeunes disciples, à la fin de l'Empire, contre les membres de l'opposition du Corps législatif. Ces pamphlets, que Blanqui revit tous, ne furent jamais imprimés. Où en sont les manuscrits ? M.

Nous n'avons pas parlé dans cette courte notice de Blanqui écrivain. Il avait un très grand talent.

Il le déploya surtout pendant le siège, dans son journal la Patrie en danger, où il fit montre de clairvoyance et de connaissances militaires étendues. Cet homme avait étudié toutes les sciences dont un dictateur ne doit pas être ignorant ?

M. J.-J. Weiss a publié une intéressante étude critique sur la Patrie en danger.

XVIII

L'anarchie n'est plus aujourd'hui la vieille hydre des déclamations conservatrices. Ce n'est plus un fantôme dont on puisse effrayer le bourgeois timide. C'est un système social. Et quel système !

L'anarchie est la réalisation du fameux décret de Rochefort : « Il n'y a plus rien ». Dans la société anarchique, l'individu est « autonome », c'est-à-dire qu'il ne relève que de lui-même. Il n'est dominé par aucune législation, par aucune réglementation.

Il vit libre, il fait ce qu'il veut, à sa guise. Il s'associe si bon lui semble et rompt l'association quand bon lui semble. Et nul n'a droit de trouver mauvais qu'il suive son caprice, chacun étant libre de s'abandonner au sien.

Tous les partis que nous venons d'examiner ont dans leur doctrine une certaine part de vérité. Les blanquistes, qui veulent révolutionner la France par la dictature de la Commune de Paris, ne sont pas dans l'absurde. On imagine encore une société collectiviste où, le capital étant la propriété commune, chacun devra contribuer à sa mise en œuvre dans la mesure du besoin collectif. Mais l'anarchie est l'incompréhensible.

Les anarchistes procèdent, quoi qu'ils en disent, du principe individualiste. C'est à contresens qu'ils se proclament communistes. Leur autonomie de l'individu, le droit à l'arbitraire qu'ils reconnaissent à chacun, même au détriment des autres, sont la négation de la solidarité sur laquelle seule peut se fonder une société communiste. Ne pas vouloir réglementer même le travail dans une société où la mécanique, à laquelle on demande chaque jour d'avantage, exige un service d'une ponctuelle exactitude, c'est vouloir se priver du concours de la mécanique ; c'est se condamner à périr. Si les anarchistes, à qui on ferait valoir cette nécessité de réglementer au moins le travail, consentaient à cette réglementation, ils cesseraient d'être anarchistes : au-dessus de l'autonomie de l'homme, ils placeraient donc une loi qui restreindrait dans son exercice la liberté individuelle.

Quelques nobles esprits ont vu l'anarchie dans un rêve. MM. Elisée Reclus et Kropotkine sont de ces grands visionnaires. C'est eux qui servent d'enseigne au parti anarchiste. Ils sont ses porte-respect, comme dans les banques véreuses l'ancien soldat,

médaillé et décoré, qu'on place dans l'antichambre, couvre de sa respectabilité l'indignité des administrateurs.

Le parti anarchiste européen est d'origine slave. Michel Bakounine l'apporta de Russie, où l'absolutisme du czar, brutalement exercé par ses gendarmes, fait tant haïr l'autorité aux lettrés qui connaissent l'Occident, ses constitutions et ses libertés.

Par ambition, pour rivaliser avec Karl Marx, Bakounine systématisa l'anarchie. Il trouva en Suisse, dans ce pays de protestantisme sombre, où l'hypocrisie calviniste est si despotique, sous des mots de libre examen et de liberté de conscience, un bon terrain. L'anarchie, apportée de Russie, s'acclimata en Suisse. De la Suisse, elle déborda sur l'est de la France, sur la région lyonnaise, où elle poussa quelques racines. C'est seulement dans cette partie de la France qu'il y a des anarchistes.

On en a vu, à Paris, mais c'était moins des anarchistes que des frondeurs violents. Le premier anarchiste marquant que nous ayons eu dans notre pays, après M. Elisée Reclus, bien entendu, est M. Émile Gautier. M. Émile Gautier est un jeune homme d'une grande valeur, éloquent comme les dix meilleurs orateurs qu'il y ait en France, ambitieux et ombrageux.

Il était de ce petit groupe d'étudiants que connut M. Jules Guesde à son retour de Suisse. Il fut le seul peut-être qui ne voulut pas subir l'ascendant du prêcheur collectiviste. Il s'isola, cherchant sa voie, envieux de l'ascendant que M. Guesde prenait sur ses camarades, l'accusant d'ambition, l'attaquant même dans son honneur. Un duel au pistolet marqua les commencements de la rivalité du chef des collectivistes avec le fondateur de l'anarchisme en France. M. Émile Gautier, quand se fit le groupement

révolutionnaire du parti ouvrier, créa dans le V arrondissement un groupe anarchiste. Il fut aidé par M. Arsène Crié, un jeune homme qui n'avait pas les mêmes arrières-pensées que lui et qui entra dans l'anarchie sans calcul, parce que c'était le groupe « le plus avancé ». C'est pour le même motif que le parti anarchiste recruta à Paris deux ou trois cents ouvriers. Quelques-uns de ces pauvres gens, voyant les chefs guesdistes et possibilistes se disputer sans cesse, allèrent au groupe où l'on disait : « Plus de chefs, ni Dieu, ni maître. » La police, on le sait maintenant, aida au recrutement anarchiste. Le premier journal anarchiste fondé à Paris le fut avec les fonds secrets du préfet. L'an dernier le Cri du Peuple fournit la preuve que deux ou trois des plus violents orateurs anarchistes étaient des agents secrets des brigades des recherches. Le pouvoir introduisit ces « indicateurs » parmi les anarchistes pour augmenter la confusion que les compagnons avaient apportée chez les révolutionnaires. Les anarchistes, ennemis de toute autorité, insultaient tous les socialistes autoritaires, c'est-à-dire tous les socialistes. Ils troublaient les réunions publiques, s'y battaient, empêchaient les orateurs de parler, les résolutions d'être prises. Ils organisaient sur la voie publique des réunions illégales qui permettaient aux agents de faire du zèle, et qui donnaient prétexte à des arrestations, à des perquisitions. On comprend très bien que les préfets de police n'aient pas dédaigné de tels alliés et qu'ils aient envoyé parmi eux des agents chargés de les exciter dans leur œuvre de dislocation.

M Louise Michel a été, pour le parti anarchiste, un grand renfort. Les anarchistes la circonvinrent, s'emparèrent d'elle. Ils la firent écrire dans ce journal d'espions : la Révolution sociale. Cette femme égarée, et dont les intentions sont honnêtes, crut que les vrais amis du peuple étaient parmi ces « compagnons »

qui, certainement, n'avaient pas d'ambition, puisqu'ils voulaient détruire l'objectif de tous les ambitieux : le pouvoir. Elle n'examina pas si l'anarchie était possible. Elle trouva que là était le « bien », « le mieux ». On lui dit que l'anarchie était une société où tous les hommes seraient bons, où chacun ferait son devoir sans contrariété, par amour du devoir. Et elle alla à l'anarchie comme elle serait allée partout ailleurs à la poursuite de son idéal de justice.

M Louise Michel est sincèrement anarchiste. Elle est peut-être seule sincère dans son parti, parce qu'elle n'a jamais dû chercher à savoir ce qu'il y a sous le mot anarchiste et sous la phraséologie des « compagnons. » Elle ne sait pas très bien ce qu'elle dit ni ce qu'elle fait. Mais jamais elle n'a une arrière-pensée intéressée. C'est une femme très charitable et très dévouée à ses amis, et qui commettrait, au nom de l'humanité et avec une entière « bonne foi », des atrocités. L'espèce de ces tendres bourreaux est assez nombreuse.

Les anarchistes, qui veulent supprimer tous les pouvoirs, ne sont pas candidats. Ils prêchent l'abstention. Ils ne comptent que sur la force. L'extrait suivant d'un manifeste anarchiste contient en quelques lignes l'exposé de leurs tendances politiques :

Les anarchistes, conséquents avec eux-mêmes, avec leurs revendications et leurs espérances, renient absolument la religion du bulletin de vote, et, loin de considérer le suffrage universel comme une panacée, comme un instrument d'émancipation, ils y voient, au contraire, un odieux instrument de domination, la plus grande mystification du siècle !

Le suffrage universel, en effet, n'est, au fond, que le droit de choisir nous-mêmes nos maîtres, de désigner la sauce à laquelle nous préférons être mangés.

Ne donnons donc pas à notre misérable condition, à notre infériorité subie, le caractère inexpiable d'une servitude volontaire, d'une misère acceptée, consentie, VOTÉE !!!

Ce n'est pas à nous de choisir des verges pour nous fouetter…

Voilà pourquoi les anarchistes sont partisans de l'abstention ; voilà pourquoi ils prêchent la grève électorale.

Entendons-nous !

Il ne s'agit pas de l'abstention stérile et lâche qui consiste à ne rien faire, et à tendre docilement le cou au joug et les mains à la férule.

Notre abstention s'arrête au bord des urnes.

Elle ne nous empêche pas de nous mêler à l'agitation électorale, mais seulement pour en démontrer l'inanité, pour préconiser nos idées et faire au tribunal de la foule le procès de tous les candidats et de toutes les candidatures.

Nous refusons de souscrire à notre propre asservissement, mais en revanche, nous voulons substituer à l'action parlementaire, qui fait des dupes et des sceptiques, l'action révolutionnaire qui fait des convaincus.

Ce que nous conseillons, c'est l'abstention active !

Au lieu de nous en remettre à d'autres du soin de notre salut, nous voulons accomplir nous-mêmes, directement et sans inter-

médiaires, nos revendications et notre affranchissement.

La souveraineté ne se délègue pas : elle s'exerce !

Les anarchistes ne voulant plus d'aucun pouvoir politique, d'aucune souveraineté, même nationale, au-dessus de l'individu, ne pouvaient pas conserver le mot de « citoyen », qui signifie proprement « homme libre dans l'État et participant à la souveraineté ». Ils ont adopté le mot « compagnon », qui n'a aucun sens politique. Quand on entend un orateur dire : compagnons, cet orateur est anarchiste.

Le parti anarchiste, en outre des quatre ou cinq personnes marquantes dont nous venons de parler, est la fraction la moins estimable du parti révolutionnaire. Les anarchistes sont en général des ouvriers grossiers, ignorants, complètement illettrés. Ils sont brutaux. Leurs discours n'ont pas l'étudié et le substantiel des discours des collectivistes, qui, eux, ne sont pas sans savoir. Ce sont de vulgaires, plates et violentes déclamations. Ils insultent et ne raisonnent pas. Les attentats inutiles sont le fait des anarchistes. La police, quand elle le voulut, les décida à disposer une boîte de sardines remplie de dynamite sous les pieds de la statue de M. Thiers, à Saint-Germain. Ils ont fait des explosions de dynamite, sans effet, à Lyon. Ces pastiches des procédés terribles des nihilistes russes constituent ce que les anarchistes appellent la propagande par le fait. Il y a dans la bande de bons farceurs. De ce nombre était certainement le chimiste qui donnait, dans les journaux anarchistes de Lyon, la recette pour fabriquer les « produits antibourgeois ».

C'est par ces procédés d'« épatement » que les anarchistes croient faire du terrorisme.

Il faut cependant établir une distinction entre les anarchistes parisiens et les anarchistes lyonnais. Si l'anarchisme, à Paris, est si mal composé, c'est parce que Paris est une ville gaie, peu haineuse, où les ouvriers s'amusent encore. Lyon, avec ses couvents, et grâce au voisinage de la Suisse, est plus triste. Le mouvement anarchiste y a pris pendant quelque temps une certaine importance. On a vu, dans le procès Kropotkine, quelques accusés qui ne manquaient ni de savoir, ni d'éloquence, ni même de courage.

Les anarchistes ont en France une soixantaine de groupes, qui portent tous des noms terribles ou burlesques. Cela va de la Panthère des Batignolles aux Criminels, en passant par les Indignés, les Révoltés, la Vengeance, la Révolte, l'Audace, les Cœurs de chêne, les Nihilistes, l'Éclair, le Tocsin, l'Aiguille, la Sentinelle, le Glaive, les Forçats, les Exploités, etc.

Chacun de ces groupes compte deux membres ou dix membres au plus. Bien qu'il existe entre eux une fédération, les groupes anarchistes n'ont jamais rien entrepris d'important.

Ils ont organisé deux ou trois fois des meetings sur la voie publique. Mais ces manifestations n'ont eu aucune influence sur le mouvement socialiste.

XIX

Les révolutionnaires, depuis 1871, n'ont pas possédé en France beaucoup de journaux. Jusqu'en 1877, ils n'en eurent pas un seul, le premier journal socialiste révolutionnaire ayant été l'Égalité, de M. J. Guesde.

Avant l'Égalité, nous avons vu que les socialistes étaient accueillis dans certaines feuilles radicales : les Droits de l'Homme et le Radical, de M. Sigismond Lacroix, entre autres. Mais c'est comme républicains très avancés et non pas comme socialistes qu'ils reçurent l'hospitalité des radicaux. Quand M. Guesde commença sa campagne d'enseignement collectiviste, la direction des Droits de l'Homme crut devoir déclarer qu'elle n'était aucunement solidaire de son collaborateur, que celui-ci était indépendant. Les socialistes, dans la presse radicale bourgeoise, furent donc traités comme « des artistes en représentation ». Avant les Droits de l'Homme et le Radical de 1877, dont les colonnes leur furent ouvertes, ils avaient trouvé des égards à la Vérité de M. Portalis, au premier Radical de M. Mottu, enfin dans les journaux du radicalisme politique, qui ne voulaient pas rebuter des alliés aussi remuants que les socialistes.

L'Égalité fut donc le premier journal révolutionnaire publié en France. Quelques mois après sa naissance, il lui vint un petit frère dans la personne du Prolétaire. Nous avons vu les querelles de ces deux journaux et mentionné aussi l'Émancipation de Lyon, que M. Benoît Malon créa avec M. Guesde et qui vécut un mois et demi.

Jusqu'à la publication du Citoyen de Paris, il n'exista pas dans notre pays de journal quotidien socialiste. Le Citoyen fut fondé par M. Achille Secondigné avec l'argent d'un financier qui sombra dans un krach. Il servit longtemps aux guesdistes pour tenir tête aux possibilistes. Le Citoyen vivait encore quand M. Lissagaray fonda la Bataille. Après une courte carrière, la Bataille fit sa jonction avec le Citoyen, dont le nom disparut bientôt. Avant que

M. Jules Vallès fit paraître le Cri du Peuple, la Bataille fut le seul représentant du socialisme dans la presse parisienne.

Le Cri du Peuple porta malheur à la Bataille, comme celle-ci avait porté malheur au Citoyen. Après une rivalité longue et violente, surtout à la fin, la Bataille dut céder le terrain à son concurrent. Aujourd'hui le seul champion quotidien du socialisme à Paris, et même en France, est le journal de Vallès, que dirige avec un certain bonheur son amie, M Séverine.

Il semble donc qu'il n'y ait de clientèle en France que pour une feuille révolutionnaire, puisque, chaque fois qu'il en a existé deux simultanément, l'une d'elles a été ruinée par l'autre.

Si la grande presse quotidienne a toujours été réduite à un ou deux représentants, la petite presse hebdomadaire a été, en revanche, toujours nombreuse. Il existe actuellement trois publications socialistes : la Revue socialiste, le Socialiste, le Prolétaire, sans compter le Révolté, de Genève, qui fut transféré à Paris, il y a quelques mois, et qui paraissait récemment encore.

Pendant ces dernières années, nous avons vu tomber beaucoup de petites feuilles révolutionnaires. Dans ce tas de ruines on distingue surtout des ruines anarchistes. La Révolution sociale de l'agent Serreaux, que la préfecture de police subventionnait, est morte ; morts aussi le Droit social, l'Étendard, le Drapeau noir, la Lutte, journaux anarchistes de Lyon, où s'était introduit un nommé Valadier, agent de la préfecture du Rhône ; mourant s'il n'est pas mort, le Révolté, où le prince Kropotkine publia une grande partie des chapitres de son livre : Paroles d'un révolté ; mort le Forçat de Lille, etc… ; morte la Commune, de Félix Pyat ; mort-née la Revanche, d'Achille Secondigné.

Le Cri du Peuple, qui n'a plus de concurrent depuis que la Bataille a disparu, est un journal très militant et qui a beaucoup fait pour rétablir l'union parmi les révolutionnaires. Jules Vallès et surtout son successeur ont travaillé efficacement à la réconciliation des frères ennemis du socialisme, en composant une rédaction où toutes les nuances révolutionnaires sont représentées.

Les guesdistes Jules Guesde, Gabriel Deville, Massard, se trouvent en contact, au Cri du Peuple, avec le possibiliste Demay, avec le blanquiste Goullé. Les anarchistes Élisée Reclus et Kropotkine envoient quelquefois des articles au journal de M Séverine. À côté de ces chefs de sectes on trouve des indépendants comme M. Duc-Quercy, le héros malheureux de la triste affaire Ballerich, comme M. Basly, M. Camélinat, qui écrivent de temps à autre. Il ne manque au Cri du Peuple pour être le journal de tous les révolutionnaires, que la collaboration d'un homme qui est le meilleur écrivain du parti socialiste, M. Lissagaray.

M. Lissagaray est un journaliste de premier ordre et un esprit d'une rare clairvoyance politique. La campagne qu'il a faite dans la Bataille, pendant la période électorale de 1885, est un modèle. Le grand talent d'écrivain de M. Lissagaray se double d'un grand talent d'orateur. Mais en lui on trouve tous les travers des hommes de son parti : violence exagérée, mauvaise foi dans la polémique.

Tel qu'il est, avec ses qualités et ses défauts personnels, l'ancien rédacteur en chef de la Bataille est, dans le journalisme révolutionnaire, ce que M. J. Guesde est parmi les orateurs de son parti : le premier. Des animosités personnelles semblent devoir l'écarter toujours du Cri du Peuple.

XX

Dans les chapitres précédents, nous avons raconté les querelles des factions révolutionnaires. Il convient maintenant de résumer toutes ces disputes.

M. Jules Guesde qui créa, de 1876 à 1879, le parti ouvrier, est un tempérament entier.

C'est un esprit absolu. Son grand talent de polémiste et d'orateur excitait contre lui l'envie de ses amis. Ses allures, et son ton autoritaire d'apôtre qui est sûr de ne pas se tromper, firent éclater la guerre. On l'accusa de dictature. M. Guesde était en ce temps-là rédacteur du Citoyen. Sous l'attaque, il ne plia point. Il prétendit tenir tête et entraîner avec lui la masse des groupes d'études sociales. La lutte dura deux ans, au bout desquels le parti ouvrier fut scindé en deux tronçons.

Les guesdistes, pour justifier leur intransigeance, invoquèrent le programme, les décisions des Congrès du parti. Leurs ennemis, MM. Brousse, Malon, Joffrin, Labusquière, Daynaud, etc., arguèrent de l'inopportunité des affirmations révolutionnaires des considérants qui effaraient les masses électorales et faisaient perdre aux candidats ouvriers plus de voix qu'ils ne leur en valaient d'autre part. Les amis de M. Brousse plaidèrent encore la cause libérale de l'autonomie des groupes, le danger de la dictature. En 1882, la scission longuement préparée et déjà faite dans les esprits fut officiellement proclamée au Congrès de Saint-Étienne. M. Guesde et les guesdistes, malgré tous les services rendus à la cause révolutionnaire, furent solennellement exclus du parti. Ils quittèrent Saint-Étienne et allèrent tenir un Congrès à Roanne. Ainsi l'Église se partagea en deux chapelles rivales.

Dans le partage, M. Guesde garda la qualité, sinon la quantité. La plupart des groupes d'études sociales à qui on avait fait peur de la tyrannie naissante suivirent les ennemis de Jules Guesde et devinrent les instruments de l'ambition de MM. Brousse et Joffrin, les principaux des anti-guesdistes.

Le parti guesdiste, qui se réclamait de Karl Marx, se réduisit à quelques groupes à Paris, dans le Nord et dans le Sud-Est. Mais l'élite du parti ouvrier resta fidèle à son fondateur.

Bien entendu, d'un camp à l'autre, on se traita de Turc à Maure. Ce fut une guerre de calomnies qui rendit toute réconciliation impossible.

Voilà donc deux états-majors brouillés, celui de M. Jules Guesde et celui de M. Brousse.

Ces messieurs s'excommuniaient encore lorsque M. Lissagaray fonda la Bataille. Jusqu'alors, les ennemis de M. Guesde avaient eu le dessous dans la guerre de plume. Ils avaient bien exclu leur adversaire des congrès ouvriers. Mais celui-ci avait un journal quotidien, le Citoyen, et ses ennemis ne disposaient que d'une feuille hebdomadaire, le Prolétaire.

M. Lissagaray, en quête d'une clientèle pour son journal, crut que M. Brousse et ses amis pourraient faire lire la Bataille par tous les membres des groupes du parti ouvrier qui adhéraient au comité national, dont ces messieurs étaient et sont encore les membres permanents.

M. Lissagaray se trompait. Les gens du Comité national du parti ouvrier, les ennemis de M. Guesde, lui firent un journal doctrinaire, lourd, ennuyeux. Ils ne lui donnèrent pas un lecteur.

Ces citoyens, qui n'avaient rien apporté à l'œuvre commune, prétendaient en tirer seuls parti. Ils se servaient de la Bataille pour satisfaire leurs haines et servir les intérêts de leur coterie. Enfin ils prétendaient que M. Lissagaray ne devait point, quoique fondateur et directeur du journal, avoir plus d'autorité que chacun d'eux sur la politique. Ils voulaient faire du parlementarisme dans la rédaction. M. Lissagaray, qui est hébertiste, hait le régime parlementaire. C'est un monsieur qui veut être le maître chez lui. Il mit à la porte MM. Brousse et consorts.

Cette mésaventure amusa beaucoup les rédacteurs du Citoyen, MM. Guesde et C. Les évincés entrèrent en fureur. Ils citèrent M. Lissagaray à comparaître à la barre du peuple et l'accusèrent de haute trahison. L'accusé alla se défendre et couvrit ses accusateurs de sarcasmes et d'injures.

La polémique continua dans la Bataille, jusqu'à la disparition de ce journal, sur le dos des rédacteurs remerciés. De temps à autre elle recommençait, quand M. Lissagaray était de mauvaise humeur.

Entre lui et les membres du comité national du parti ouvrier, la réconciliation est aussi impossible qu'entre ceux-ci et M. Guesde.

La Bataille, allégée des possibilistes, ne réussit pas au gré de M. Lissagaray, car il chercha un moyen d'entrer au journal des guesdistes, le Citoyen. Ce journal n'était pas non plus dans une très grande prospérité. Son propriétaire, un imprimeur, accueillit les propositions du directeur de la Bataille. Il fut convenu que M. Lissagaray aurait le titre de rédacteur en chef dans un nouveau journal qui s'appellerait le Citoyen et la Bataille, et que

M. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, un des rédacteurs du Citoyen, ennemi personnel de M. Lissagaray, se retirerait. Les guesdistes refusèrent de sacrifier M. Lafargue et d'accepter un rédacteur en chef. Ils consentirent seulement à admettre M. Lissagaray en qualité de rédacteur, membre du conseil de rédaction, au même titre et aux mêmes conditions qu'eux. Mais M. Lissagaray qui, par la clientèle de la Bataille, apportait au Citoyen un accroissement, voulait en retour quelques avantages. Il ne transigea pas ; les autres ne transigèrent pas. Conséquence : l'expulsion des guesdistes du Citoyen et leur remplacement par M. Lissagaray. Le nouveau journal prit le titre de le Citoyen et la Bataille. Pour lui faire concurrence, M. Guesde et ses amis essayèrent de fonder un nouveau Citoyen, mais les tribunaux de la « justice bourgeoise » les en empêchèrent. M. Guesde se trouva sans journal. Ce fut au tour des possibilistes de rire.

Après les avoir expulsés de son journal, M. Lissagaray expulsait leurs ennemis d'un journal dont ceux-ci se croyaient les propriétaires. La farce était excellente.

Conséquences de tous ces incidents :

Trois états-majors irréconciliables pendant longtemps :

1 MM. Brousse et C, ennemis de MM. Guesde et consorts, parce qu'ils ont chassé du parti MM. Guesde et consorts ;

2 Les mêmes Brousse et C, ennemis de M. Lissagaray, parce que M. Lissagaray les a chassés de son journal ;

3 MM. Guesde et consorts, ennemis des possibilistes qui les ont exclus du parti ouvrier ; et ennemis de M. Lissagaray, parce qu'il les a délogés de leur journal ;

4 M. Lissagaray, ennemi des possibilistes et des guesdistes pour les avoir chassés et remplacés les uns les autres.

Tandis que le parti ouvrier s'organisait et se déchirait, et pendant toutes ces querelles de journaux, le parti blanquiste s'était réorganisé. Les blanquistes qui sont autoritaires, qui aiment la domination, voyaient d'un œil jaloux se former une organisation, en dehors de la leur, où ils n'entraient point, et qui leur prenait des adhérents.

Les blanquistes se réjouissaient des dissensions du parti ouvrier. Ils gardaient une neutralité absolue entre tous les belligérants. Ils se tenaient prêts à profiter de tant de divisions.

C'est un nouveau parti, le parti anarchiste, qui en profita tout d'abord. Dans les groupes d'études sociales, quand on vît que les chefs passaient tout leur temps à se quereller, on pensa qu'il ne fallait pas de chef et on prêta l'oreille aux conseils de M. Émile Gautier.

Nous avons fait connaître ailleurs le parti anarchiste, M. Émile Gautier et les raisons qui menèrent ce jeune homme de grande valeur à l'anarchisme. Nous n'avons pas, dans ce résumé de la situation révolutionnaire, à revenir sur ces sujets.

Les anarchistes, parmi lesquels la police recruta ou fit entrer beaucoup de ses agents, se proclamèrent les ennemis de tous les partis déjà existants et hiérarchiquement organisés. Ils insultèrent les broussistes, les guesdistes, les blanquistes, qui, d'ailleurs, le leur rendirent bien. Ils allèrent dans les réunions publiques pour empêcher leurs adversaires de parler. Enfin, ils accrurent la confusion.

XXI

Dans cette mêlée, la nécessité de la concentration apparut aux plus avisés des socialistes. Les blanquistes et les guesdistes, que des tendances autoritaires communes rapprochaient, qui ne se divisaient que sur la question de l'opportunité, de la définition du programme communiste, s'unirent pour résister, dans les meetings, aux coups de force des anarchistes.

De son côté, M. Lissagaray, qui n'était d'accord avec aucune des petites bandes organisées, cherchait à attirer la foule, en lui montrant qu'on ne la faisait servir qu'aux intérêts de quelques hommes ambitieux et que toutes les disputes retardaient la révolution.

Dans son journal la Bataille, il prêchait l'union aux masses et non pas aux chefs. Cette tactique fut imitée par le Cri du Peuple.

Elle était très habile. En effet, si les simples adhérents, les socialistes sans prétention et sans nom, les masses confuses que les rivalités des chefs troublaient, se rapprochaient dans une action commune, les chefs, pour ne pas se trouver isolés, se réconcilieraient. Le meilleur moyen de gagner les généraux, c'est d'embaucher leurs armées.

La réconciliation conseillée par la Bataille et par le Cri du Peuple fut essayée aux élections du mois d'octobre 1885. Les deux journaux où dominaient des hommes si hostiles présentèrent des listes où figuraient, les uns auprès des autres, des noms d'adversaires qu'on croyait implacables.

Ce premier effort ne fut pas bien récompensé. Mais bientôt un secours inattendu arriva aux socialistes.

M. Henri Rochefort est le « juif errant » de la politique. Il ne se fixe jamais. Il marche, il marche toujours en avant. Quand le parti radical, qu'il avait servi avec tant de constance et tant de succès depuis dix ans, eut triomphé des opportunistes, M. Rochefort se retourna contre ses amis de la veille. Il quitta leurs rangs pour courir à l'avant-garde révolutionnaire. M. Henri Rochefort n'appartient à aucune école socialiste. Il n'a pas de doctrine. Il est révolutionnaire par instinct frondeur, par habitude, par un certain désir de justice sociale louable, enfin par aversion inconsciente de grand seigneur contre le parvenu, contre le boutiquier, contre le « traitant », contre l'homme d'argent.

M. Henri Rochefort avait eu jadis maille à partir avec les anarchistes et avec M. Guesde. Il les avait cruellement fouaillés.

Cependant, en arrivant parmi les révolutionnaires d'avant-garde, il ne distingua pas entre les petites bandes rivales. Il se présenta comme homme de la révolution, étranger à toutes les querelles passées. La masse, qui cherchait un nom de ralliement, trouva celui de M. Henri Rochefort.

Les anciens sectateurs de M. Brousse, qui avaient approuvé l'exclusion de M. Guesde du parti, ne se seraient pas rangés derrière M. Guesde sans répugnance ; les guesdistes, qui accusent M. Brousse de trahison, n'auraient pas voulu se grouper autour de lui, même s'ils avaient découvert en lui les qualités d'un général. Les blanquistes n'auraient consenti à marcher derrière personne, et eux-mêmes n'avaient personne à mettre devant.

L'union révolutionnaire ne pouvait se faire que derrière un homme neutre, qui n'eût pas été mêlé aux petites disputes des groupes, et qui fût un homme populaire. M. Henri Rochefort a

apporté du ciment à la mosaïque révolutionnaire. Il est arrivé avec son ancien prestige de noble démocrate, avec le prestige de son immense réputation, avec sa renommée de désintéressement, d'homme qui ne veut rien être. Il a donné pour la première fois de la cohésion aux fractions éparses du parti révolutionnaire. Il a accompli l'œuvre entreprise par M. Lissagaray, et pour laquelle celui-ci était impropre, car il y avait contre lui dans le parti des défiances, des animosités et des envies personnelles.

M. Henri Rochefort a dans le parti révolutionnaire une situation exceptionnelle. Il n'a aucun des sentiments envieux qui animent la plupart des socialistes. Qu'envierait-il ? Il a joué un grand rôle historique ; il a été l'homme le plus populaire de France ; il est un des premiers écrivains du journalisme français. Il excelle dans tous les genres : on ne peut lui reprocher que de manquer parfois d'émotion. Mais il a plus d'esprit que personne, plus de vigueur que personne. Il est âgé de plus de cinquante ans, et son talent est un fort et vigoureux talent d'homme de quarante ans.

Il a été député, quand il l'a voulu. Des foules l'ont acclamé. Il gagne beaucoup d'argent, autant qu'il veut en dépenser pour la satisfaction de tous ses goûts. M. Henri Rochefort ne peut rien envier à personne. Sa popularité, qu'on dit diminuée, est toujours très grande. Le public voit en lui un homme d'esprit, qui se trompe quelquefois, mais qui toujours est brave. Le résultat de l'élection du 18 octobre 1885, où M. Henri Rochefort passa le dernier de la liste « radicale socialiste », a servi à ses adversaires pour lui décocher de nombreuses épigrammes.

La place que Paris a donnée à M. Rochefort indique qu'il est beaucoup plus populaire que la plupart de ceux qui ont obtenu

plus de suffrages que lui.

Puisque M. Rochefort est passé le dernier, lui qui se trouvait sur toutes les listes, c'est que beaucoup de citoyens ont rayé son nom. Ceux qui l'ont laissé figurer sur la liste, ceux qui ont voté pour lui l'ont donc fait de propos délibéré : ils ont laissé le nom de Rochefort sur la liste, parce qu'ils l'ont voulu et non point parce qu'il était sur la liste. Le vote pour Rochefort a été un vote réfléchi. On ne l'a pas accepté pour la raison qu'il était « dans le tas ». Il est un des rares candidats qu'on a discutés. Les voix qu'il a obtenues sont des voix personnelles. Ceux qui ont mis son nom dans l'urne voulaient qu'il fût député ; ils tenaient à lui personnellement. Combien d'élus ne pourraient pas en dire autant ? Combien étaient indifférents à leurs électeurs, en étaient inconnus et le sont encore ? On fait quelquefois dans les salons le jeu des académiciens. Ce jeu consiste à écrire les noms de Quarante. Personne ne gagne. On pourrait faire le jeu des députés de la Seine, qui consisterait à écrire le nom des quarante-deux élus de Paris. Personne ne gagnerait.

M. Henri Rochefort, élu le dernier, après tant d'hommes obscurs, a été vraiment plébiscité. Ceux qui ont voté pour lui ont su ce qu'il faisaient. Ce qu'on a voulu interpréter comme un échec est au contraire un succès. Les électeurs qui l'ont élu sont ses électeurs, sa clientèle.

En apportant, au moment opportun, le renfort de son nom, de sa grande popularité aux socialistes, M. Henri Rochefort leur a rendu un bon service et à la société un mauvais service. Il a contribué à cette œuvre d'union qui se poursuivait lentement et qui se continue aujourd'hui avec succès. En effet, ici et là, les querelles s'apaisent. Les socialistes n'ont à Paris qu'un journal

quotidien. Dans ce journal, des hommes qui se sont insultés avec la dernière violence sont maintenant collaborateurs. Tout récemment, dans l'élection pour remplacer M. Henri Rochefort, le candidat révolutionnaire a réuni cent mille votes, sur lesquelles on peut, sans exagération, compter soixante-dix mille voix socialistes. Jamais ce parti n'était apparu si uni ni si fort. Au 18 octobre, il avait présenté trois listes. À la dernière élection, il s'est concentré autour d'un seul candidat. Un dissident, soutenu par une chapelle, n'a eu qu'un nombre infime de voix.

La concentration révolutionnaire, préparée par l'indifférence des masses aux querelles de leurs chefs, commencée sous l'empire de la nécessité de se défendre contre l'ennemi commun, les anarchistes, continuée aux élections d'octobre 1885 par les efforts des hommes les plus intelligents du parti, a donc été déterminée par l'arrivée de M. Rochefort parmi les socialistes.

Entre eux les révolutionnaires ne se disputent plus. Les dernières récriminations de quelques chapelains dépossédés de leurs bénéfices n'ont pas d'écho. Le parti révolutionnaire est enfin un parti. Il a conquis l'unité sur lui-même.

XXII

Le socialisme révolutionnaire procède du principe de la lutte des classes. Il pose en axiome qu'il y a antagonisme entre le capital et le travail, que le capitaliste qui prélève un bénéfice sur le travailleur « le vole ».

Quelques catholiques bien intentionnés ont fait le rêve généreux de réconcilier, avec l'aide de la religion chrétienne, la classe des riches et la classe des pauvres. Ils ont cherché un modus vivendi du capital et du travail. Ils croient l'avoir trouvé. L'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers poursuit l'établissement de ce modus vivendi.

Les fondateurs de cette Œuvre sont M. le comte Albert de Mun et M. le comte de la Tour du Pin. Ces messieurs, qui sont deux anciens officiers, eurent en Allemagne, pendant la captivité, l'idée de grouper les catholiques en un parti chrétien de réformes sociales qui combattrait la propagande révolutionnaire et préserverait les ouvriers, en les faisant entrer dans les cadres d'une forte organisation, du contact des socialistes. À leur retour en France, MM. de Mun et de La Tour du Pin entrèrent en rapport avec M. Meignan, directeur du Cercle catholique ouvrier du boulevard Montparnasse. Ils étudièrent l'organisation de ce cercle ; et, dès 1872, ils se mirent en campagne. Le gouvernement laissa M. de Mun faire sa propagande. Le jeune orateur, secondé par le clergé et par la presse catholique, obtint bientôt quelques succès. Il existe aujourd'hui en France environ quatre cents cercles catholiques.

L'Œuvre des cercles vise à rétablir l'accord entre les ouvriers et les patrons, à faire comprendre aux patrons qu'ils ont vis-à-vis de leurs ouvriers des devoirs, comparables à ceux de la paternité, que ces devoirs découlent de leur responsabilité patronale ; aux ouvriers, elle veut faire reconnaître la supériorité des patrons, non pas seulement dans l'atelier, mais dans la société, et leur inspirer pour le patron les sentiments qu'on doit à ceux que la Providence a placés au-dessus de vous.

Aux patrons, l'Œuvre des cercles catholiques demande pour leurs ouvriers de la bienveillance, de la justice, de la charité ; aux ouvriers, elle commande la résignation à leur état présent, la volonté de l'améliorer par le travail et par l'épargne, et, envers leurs patrons, le respect.

Mais il y a souvent, dans les questions de salaires, d'administration intérieure des ateliers et des usines, des désaccords, des conflits, même entre les ouvriers et les patrons.

Pour trancher ces différends, les réformateurs chrétiens constituent une justice de paix sociale, qui est la religion, représentée par les comités des cercles catholiques.

Si la législation permettait aux auteurs de cette louable tentative de réconciliation sociale de mettre en application leur système, la société française redeviendrait une société théocratique ; elle deviendrait un immense cercle catholique, car c'est à l'image de leurs cercles que les réformateurs chrétiens la façonneraient.

Le cercle catholique d'ouvriers rappelle par plus d'un point le préau du collège, où les élèves sont libres de se récréer sous la surveillance du maître et dans les limites fixées par le règlement. Dans le cercle, les élèves sont les ouvriers ; le maître, c'est le directeur nommé par le comité, représentant du comité, et qui promulgue en son nom les règlements.

L'initiative de la fondation d'un cercle appartient aux riches. Dans une ville, ou dans un quartier d'une grande ville, des hommes considérables s'assemblent, se concertent et décident d'ouvrir aux ouvriers un local où ils puissent se réunir, se distraire en commun, et recevoir l'enseignement social chrétien et

conservateur. Le comité fournit le local et fait les frais de premier établissement.

Aux ouvriers qui se font admettre incombe la charge d'entretenir le cercle, de renouveler les jeux, etc... C'est avec les cotisations des membres et avec les souscriptions volontaires du comité que l'on fait face à toutes les dépenses.

Le gouvernement du cercle est exercé nominalement par le conseil intérieur, dont les membres, issus à l'origine de l'élection, sont inamovibles. Quand l'un des membres de ce conseil vient à quitter ses fonctions ou meurt, c'est le conseil qui choisit son successeur parmi les membres du cercle. Le président du cercle, qui doit toujours appartenir au conseil intérieur, est élu pour un an par l'assemblée générale. Il n'exerce presque aucune autorité ; c'est le soliveau de cette petite République. Le conseil intérieur juge les différends entre les membres du cercle. Il sert d'arbitre dans les querelles. Son rôle se réduit à rien.

Tout le pouvoir réside dans le comité et dans son délégué, le directeur du cercle, qui préside le conseil intérieur.

Le directeur sert d'intermédiaire entre le cercle et le comité. Il est le ministre de l'autorité souveraine, et en quelque sorte, de droit divin, qui appartient au comité.

Le comité dirige la « fondation » par son secrétariat.

Le secrétaire du cercle est chef du pouvoir exécutif. Son administration est partagée en quatre sections :

1 La section de propagande ;

2 La section du gouvernement ;

3 La section de l'administration ;

4 La section des études.

La section de propagande est chargée des relations sociales. C'est elle qui recherche les patrons de l'œuvre, qui recrute le comité, qui correspond avec la presse et organise, au dehors du cercle, les conférences. C'est la section du prosélytisme.

La section du gouvernement choisit le directeur et entretient avec les ouvriers les rapports indispensables au maintien du bon accord entre les deux catégories des membres du cercle.

La section d'administration s'occupe de tous les détails d'ordre intérieur, d'économat, de l'organisation des fêtes, etc…

La section des études donne dans l'intérieur du cercle l'enseignement économique, historique et chrétien.

Cette organisation des fondations locales reproduit exactement l'organisation du comité général de l'Œuvre qui siège à Paris.

Ce comité général, lui aussi, a son secrétariat qui est le pouvoir exécutif. M. le comte Albert de Mun est secrétaire général depuis la fondation.

Il est également divisé en quatre sections qui, en raison de l'importance de leurs travaux, se subdivisent en directions.

La première section du comité général, celle de la propagande dont M. Victor de Marolles, ancien magistrat, est le président, comprend trois directions, celle de la parole (conférences), celle de la presse et celle des relations mondaines.

La deuxième section, celle du gouvernement des fondations, reçoit les adhérents et veille au maintien de l'unité de l'Œuvre, empêchant les hérésies de se produire.

La troisième section du comité général organise les quêtes et administre financièrement l'Œuvre.

La quatrième section, à laquelle se rattache le conseil des études composé d'économistes, élabore la doctrine économique chrétienne, examine les écrits de propagande et publie la revue : l'Association catholique.

Les cercles catholiques d'ouvriers sont un moyen, ce n'est pas le but où visent les réformateurs chrétiens. Leur but est le rétablissement de la corporation, non pas telle qu'elle existait sous l'ancien régime, M. de Mun et ses amis sont des hommes trop intelligents pour méconnaître les nouvelles conditions économiques, mais encore sur le modèle antique. Dans les cercles catholiques nous avons vu que les deux couches sociales, la couche haute et la couche basse, la couche instruite et l'autre, les bourgeois et les prolétaires, les capitalistes et les ouvriers entrent en contact. Les comités d'études enseignent que l'apaisement social résultera de l'association des ouvriers et des patrons, d'une même industrie ou d'une même usine dans une corporation que dirigerait un conseil corporatif.

Le conseil corporatif serait une commission mi-ouvrière, mi-patronale qui déterminerait les salaires, fixerait les jours de paye, administrerait la caisse corporative, etc. Quand un désaccord surgirait entre le patron et les ouvriers, le conseil corporatif le trancherait. Si les deux fractions du conseil n'arrivaient point à s'entendre, on recourrait alors à l'arbitrage du cercle catholique

qui déléguerait un de ses membres. La décision de l'arbitre ferait loi.

On le voit, le programme d'apaisement social des réformateurs chrétiens n'est pas un programme de novateurs. Ils s'efforcent par la prédication évangélique d'éteindre les haines sociales, de rendre les patrons moins avides, plus généreux, et les ouvriers moins exigeants. Aux uns ils prêchent la charité, aux autres la résignation.

Si ces sentiments ne sont pas assez forts pour maintenir l'harmonie entre les deux antagonistes, le capital et le travail, ils recourent à l'arbitrage.

Mais si les ouvriers n'acceptent pas l'arbitrage, les contraindra-t-on par la force à s'y soumettre ? Si c'est le patron qui trouve trop onéreuse la décision de l'arbitre, si réellement cette décision est contraire à ses intérêts et le met dans l'impossibilité de soutenir la concurrence, les réformateurs chrétiens l'obligeront-ils à continuer son industrie ? Pourront-ils l'empêcher de fermer son usine et de jeter ses ouvriers à la rue ? Et s'ils le peuvent, que devient le principe de la propriété ?

Les réformateurs chrétiens, nous n'avons pas dit socialistes, parce qu'ils ne veulent pas toucher au fondement de la société qui est la propriété individuelle, les réformateurs chrétiens sont d'honnêtes gens, la partie saine de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie. Des hommes comme MM. de Mun, de La Tour du Pin, de Marolles, de La Bouillerie, etc., méritent tous les égards. Nul n'est mieux intentionné qu'eux.

Mais sur quoi construisent-ils ? Sur un terrain qui s'effondre.

On pouvait parler de résignation aux pauvres pendant les âges de foi, avant les révolutions morales et politiques, quand la presse quotidienne n'avait pas fait encore sa propagande d'irréligion, quand les dirigeants étaient encore des nobles dont le peuple reconnaissait la suprématie de naissance et n'étaient pas des parvenus d'autant plus arrogants que leur fortune les étonne eux-mêmes. En ce temps-là la religion était un modérateur. Mais aujourd'hui ?

Et quel compte les réformateurs catholiques tiennent-ils de la concentration des capitaux, de jour en jour plus grande, en un nombre de jour en jour moins grand de mains ?

Quel compte tiennent-ils de la division du travail, de l'introduction des femmes et des enfants dans les ateliers, de l'universalisation du marché ?

Ces honnêtes gens apportent-ils, nous ne dirons pas une solution à la question sociale, mais un remède au mal social qui fasse prendre le mal en patience ? Sont-ils aussi pratiques que pleins de bonne volonté ?

XXIII

Il faut conclure.

Nous avons fait connaître les doctrines et les hommes du parti révolutionnaire.

Ces doctrines sont-elles en progrès ? Oui. Le parti socialiste est aujourd'hui plus fort que jamais et son recrutement ne s'ar-

rête pas. Pourquoi ?

La situation générale est favorable aux socialistes. La société est sur une pente au bas de laquelle il y a au moins du socialisme d'État ; c'est-à-dire que lorsqu'on se trouvera au bas de cette pente, il faudra faire de grandes concessions.

L'instruction publique a reçu de grands développements. La presse a pris de plus grands développements encore. En cultivant les esprits, la société moderne fait naître des ambitions. En créant des ambitieux qui tous ne peuvent pas monter où ils aspirent, la société crée des déclassés. Il en sort chaque année des collèges, des lycées, des écoles spéciales. Les jeunes gens ne peuvent pas trouver tous l'emploi de leurs capacités.

Ils le trouvent d'autant moins facilement que la crise fait diminuer l'importance des affaires. Dans toutes les industries, dans toutes les administrations, on réduit le nombre des employés, des ingénieurs, des agents de tous ordres. La production des capacités ne diminue pas. Elle grandit ; elle est chaque année plus abondante. On fait plus de bacheliers que jamais aujourd'hui. En faisant des bacheliers, condamnés pour la plupart à rester inoccupés, à vivre de misères, on fait des mécontents, on prépare des révoltés.

La diffusion dans les classes pauvres de l'instruction incomplète qu'est l'instruction publique en France a donc un résultat révolutionnaire. Les fils de paysans ou de petits boutiquiers, qui ont été élevés péniblement par leurs parents, ne peuvent en obtenir, après le collège, presque aucun secours. Dans ces dernières années, nous avons traversé une crise qui a semé le terrain social de ruines. La spéculation financière a pris presque toutes les éco-

nomies des petites gens. En échange, elle leur a donné des titres qui aujourd'hui peuvent se vendre au poids du papier. Il a fallu que le paysan vendît sa terre ou l'hypothéquât ; l'ayant hypothéquée, il faut qu'il paye l'intérêt au prêteur. Il se dépouille ainsi de la part qu'il économisait avant son emprunt. Il n'a plus de superflu.

Le petit commerce et la petite industrie n'ont pas été moins éprouvés. Dans ces dernières années, le nombre des faillites s'est considérablement élevé. La loi des faillites est d'une impitoyable dureté. D'un homme malheureux elle fait un paria. Le failli même honnête, et parmi les petites gens c'est la majorité (il n'y a que les catastrophes des millionnaires qui enrichissent « leurs victimes »), est marqué d'indignité civile par la loi. La société, en le déshonorant, le désintéresse de sa conservation. Elle en fait un indifférent, quand elle n'en fait pas un ennemi.

Voilà donc trois machines à fabriquer des socialistes :

Le développement démocratique de l'instruction publique, la facilité de l'hypothèque, la multiplication des prêteurs et la loi des faillites.

Les crédits fonciers, les banques de prêts sur biens fonciers accomplissent une œuvre révolutionnaire. Ils défont lentement l'œuvre des gouvernements monarchiques et l'œuvre de la Révolution de 1789.

La grande Révolution a donné la terre au paysan. Les gouvernements monarchiques qui se sont ensuite succédé ont fait tous leurs efforts pour reconstituer l'aristocratie terrienne. En constituant la grande propriété campagnarde à côté de la petite propriété paysanne, on arrivait au même résultat conservateur ; on

établissait la suprématie du gentilhomme terrien, du « land lord », sur les petits cultivateurs-propriétaires. Mais on intéressait aussi celui-ci par ce fait qu'il était propriétaire, qu'il ne travaillait que pour lui, à l'établissement social.

Le partage entre les héritiers a commencé le démembrement des grandes propriétés qui ont été divisées entre les paysans : en même temps, il est vrai, la petite propriété, par le jeu de la même loi des héritages, s'émiettait.

Les crédits fonciers sont venus. Ils ont continué la démolition de l'aristocratie campagnarde en lui prêtant des sommes élevées, qu'en majorité elle n'a pas pu payer, et en l'expropriant ensuite. Les paysans se sont partagé ces dépouilles des riches expropriés. Mais le financier a fondu sur les campagnes. Les « bas de laine » se sont vidés dans les caisses des maisons de jeu. Les krachs sont arrivés. À son tour, la petite terre s'est hypothéquée. Souvent son propriétaire, après une mauvaise récolte, après une opération mal conduite, ne peut plus payer l'intérêt du prêt. Alors il est exproprié au profit, non pas du noble ni du riche bourgeois, dont l'homme du peuple accepte encore la suprématie, parce que l'aristocrate de naissance est ordinairement un homme poli, mais au profit du parvenu du village, d'un égal de la veille. Le propriétaire dépossédé est obligé de devenir le valet de ferme, le salarié de son acquéreur. Le froissement des orgueils, les rancunes du malheureux contre le plus fortuné allument lentement dans les campagnes des haines sociales, préparent des Jacques.

Le travail révolutionnaire se poursuit par la centralisation des capitaux industriels et par l'accumulation des richesses dans un nombre de mains de jour en jour moins grand.

La petite industrie est tuée par la concurrence de la grande industrie ; le petit commerce de détail est ruiné par le grand magasin. Le grand magasin fabrique lui-même ou paye comptant ; il profite d'escompte. Le petit commerce paye à tempérament et subit ainsi une perte. Il ne peut donc pas livrer la marchandise au même prix que son puissant concurrent. La clientèle l'abandonne. Il faut fermer la boutique, quand ce n'est pas l'huissier qui vient la fermer.

Le nombre des propriétaires, des patrons, des indépendants diminue donc dans la société : celui des salariés, des employés augmente.

Toute l'exploitation des capitaux est dirigée par des travailleurs. L'ancien « patron », l'unique propriétaire de l'usine, de l'atelier, qui le dirigeait lui-même, a fait place presque partout au directeur appointé d'une société d'actionnaires. Le capitaliste n'a presque aucune part à la production. Il n'en a que les profits. Il ne connaît pas ceux qui mettent en œuvre son capital ; il n'a aucune relation avec eux. Entre eux et lui, aucun lien, aucune solidarité, aucune sympathie. Le socialisme vient dire alors à l'oreille de tous ces gens qui travaillent à faire fructifier le capital des oisifs : Puisque tu es seul à produire, pourquoi partages-tu avec celui qui ne produit pas ? Et le régime actionnaire, la disparition de la direction patronale, le remplacement du patron par des contremaîtres sont encore des causes de progrès révolutionnaire.

La « classe » des non-possédants s'accroît ; celle des possédants devient de jour en jour moins nombreuse. La « catégorie » capitaliste ne constitue pas, si on le veut, une classe ; elle est ouverte. Il ne faut remplir aucune condition particulière de naissance ou d'éducation pour y être admis. Mais comme on ne peut

acquérir un capital sans capital : que, du moins, rien n'est plus difficile, et que, d'autre part, le petit capital finit par être absorbé par le grand, effet de la concurrence, la classe possédante est une classe qui ne semble ouverte que pour qu'on en sorte. À chaque recrue qu'elle fait d'un nouveau riche répond l'élimination de plusieurs ruinés.

Il y a donc chaque jour moins d'hommes intéressés à la conservation sociale intégrale, puisqu'il est convenu que seul est conservateur celui qui possède ; qui n'a rien ne peut rien désirer conserver.

Qui profite de cet appauvrissement de tous les petits propriétaires ? Un très petit nombre de familles.

Le drainage des économies du peuple par les spéculateurs a été fait au profit de quelques gros coffres-forts de banque. La Bourse est un champ clos où les petits succombent un à un devant les grands. L'épargne publique s'en va, par mille petits ruisselets, tomber dans l'océan de richesses de la haute banque qui dévore, qui engloutit tout dans un travail incessant d'absorption.

En résumé, nous voyons une nation, la France, où la richesse est plus grande que jamais et où le nombre des pauvres grandit tous les jours. La richesse créée en bas est aspirée en haut, où elle s'immobilise en partie, ou bien d'où elle est exportée à l'étranger par des possesseurs qui ne veulent pas que tout leur avoir soit concentré dans un même pays, à la merci d'une seule bourrasque.

Croit-on que la situation actuelle pourra se prolonger encore pendant vingt années. La France aurait aujourd'hui beaucoup de

peine à parer aux dépenses d'une grande guerre. Elle est écrasée sous le fardeau de sa dette.

Il viendra peut-être un jour où, cette dette s'étant accrue, il faudra, si on veut continuer à en payer les intérêts intégralement, renoncer à assurer les services publics. Que les conservateurs de toutes opinions, et nous sommes conservateur, c'est-à dire individualiste, n'oublient pas qu'ils se trouveront, plus tôt qu'ils ne s'y attendent peut-être, devant cette alternative : ou ne pas payer leurs fonctionnaires, c'est-à-dire laisser suspendre la vie nationale, ou ne pas payer leurs rentiers.

Àtous ces maux quels sont les remèdes ?

Sont-ils dans l'honnête mais rétrograde ordonnance sociale de M. Albert de Mun et des réformateurs chrétiens, ou dans le collectivisme de M. Jules Guesde ?

Ne les trouverait-on pas ces remèdes au mal social dans les articles immédiatement réalisables du programme ouvrier. Il ne faut pas rejeter ce programme a priori à cause des affirmations collectivistes, des considérants. Il faut en étudier les articles qui sont discutables, même dans leurs paragraphes les plus révolutionnaires. La nécessité forcera sans doute un jour les hommes d'État à aller demander des inspirations aux socialistes.

Les affaires de la société actuelle prennent en effet une mauvaise tournure. Le parti socialiste n'est plus une petite bande d'émeutiers sans idées ; c'est une grosse masse conseillée, menée par des renégats de la bourgeoisie. Or toujours les révolutions contre les classes ont été faites par les transfuges des classes attaquées.

Ce n'est pas seulement le prolétariat qui se laisse entamer par la propagande socialiste, c'est la petite bourgeoisie. Il y a de vieilles redingotes à côté des blouses dans les meetings. Et cette coalition est grave.

Karl Marx terminait son Manifeste communiste de 1847 par cet appel : Prolétaires de toutes les nations, unissez-vous !

Que tous les conservateurs s'unissent ! Qu'ils soient unis non pour faire à un courant qui les emporterait un barrage inutile ; mais qu'ils soient unis pour accorder de sang-froid les sacrifices auxquels il leur faudra consentir. Ces sacrifices nécessaires seront immenses. Mais ils feront moins de victimes qu'on ne le croit, le jour où la nécessité s'imposera, car alors la centralisation des capitaux sera achevée. Unissez-vous donc pour être prêts aux concessions et pour les accorder généreusement quelque temps avant qu'on ne les exige de vous. Il vaut mieux donner ce qu'on ne peut pas garder que de se le voir prendre. Il y a toujours, à ne pas se laisser battre, l'économie d'une humiliation.

L'incendie socialiste demandera qu'on lui fasse sa part large, énorme. Si on ne la lui fait pas, il brûlera tout.

Conservateurs unissez-vous pour capituler au moins avec dignité, et pour sauver, au moins, les fondations de l'édifice !

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/La_France_socialiste. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.